



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – Février 2022

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 22 avril 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Février 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le troisième cycle de la troisième année de l'étude s'est déroulé entre le 2 février et le 28 février 2022 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – February 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/26-2022F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-43314-1

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

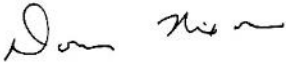
CP22-185/26-2022E-PDF (Rapport final anglais)

978-0-660-43313-4

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 22 avril 2022

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	4
Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (tous les lieux).....	6
Test publicitaire sur les vaccins contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham)	9
Partie II : Autres enjeux.....	11
Garde des jeunes enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, résidents du Nunavut).....	11
Soins de santé (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec).....	13
Logement et location résidentielle (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg)	14
Enjeux autochtones (Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)	16
Contenu canadien (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec).....	19
Enjeux spécifiques aux jeunes et aux étudiants de niveau postsecondaire (étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara)	20
Communautés de langue officielle en situation minoritaire (francophones de la région de Sudbury)	21
Téléphones mobiles (résidents de Winnipeg)	22
Enjeux locaux (résidents du Nunavut)	22
Enjeux locaux (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard)	24
Résultats détaillés – Partie I : COVID-19	27
Chronologie des annonces en février.....	28

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	31
Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (tous les lieux)	36
Évaluation de la gestion de la pandémie (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, résidents du Nunavut, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)	36
Mesures de santé publique et prévisions relatives à la COVID-19 (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, résidents du Nunavut, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec, Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba).....	39
Test publicitaire sur les vaccins contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham).....	44
Concept A : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants	44
Concept B : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants.....	47
Résultats détaillés – Partie II : Autres enjeux.....	49
Garde de jeunes enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, résidents du Nunavut).....	50
Soins de santé (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec).....	53
Logement et location résidentielle (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg).....	57
Enjeux autochtones (Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba).....	62
Contenu canadien (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec).....	69

Enjeux spécifiques aux jeunes et aux étudiants de niveau postsecondaire (étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara).....	72
Communautés de langue officielle en situation minoritaire (francophones de la région de Sudbury).....	76
Téléphones mobiles (résidents de Winnipeg).....	78
Enjeux locaux (résidents du Nunavut).....	79
Enjeux locaux (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard).....	82
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	87
Questionnaire de recrutement, version anglaise.....	88
Questionnaire de recrutement, version française.....	99
Annexe B – Guides de discussion.....	108
Guide du modérateur, version anglaise.....	109
Guide du modérateur, version française.....	131
Annexe C – Concepts publicitaires.....	156
Concept A : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham).....	157
Concept B : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham).....	158
Graphique des avis sur la qualité de l'eau potable (Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba).....	159

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 2 et le 28 février 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Nunavut, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a principalement porté sur la COVID-19. Il a permis d'explorer de manière approfondie un large éventail de sujets interreliés. En ce qui concerne les nouvelles entendues à propos du gouvernement du Canada, de nombreux participants ont évoqué le retrait de l'exemption des exigences frontalières pour certaines catégories de voyageurs arrivant au pays, le mouvement de protestation contre les obligations liées à la pandémie et la décision par le gouvernement fédéral d'invoquer (puis d'abroger) la *Loi sur les mesures d'urgence* afin de mettre fin aux manifestations. Outre la pandémie, beaucoup ont aussi fait allusion aux reportages sur le conflit naissant entre la Russie et l'Ukraine.

Nous avons également recueilli les perspectives générales des participants au sujet de la COVID-19, notamment la question de savoir s'il fallait supprimer les restrictions ou les maintenir, leurs prévisions quant à la progression de la COVID-19 à court et à long terme, et leurs opinions à l'égard des restrictions sanitaires locales et de la campagne en cours encourageant les Canadiens à se procurer leur troisième dose du vaccin. Nous avons examiné le sujet des vaccins contre la COVID-19 destinés aux enfants de 5 à 11 ans avec des Autochtones habitant en Saskatchewan et au Manitoba ainsi qu'avec des parents d'enfants de moins de 12 ans établis dans la région de Durham, en Ontario, et dans des villes de taille moyenne de la Saskatchewan. Par la même occasion, nous avons soumis à l'évaluation du groupe de Durham deux concepts de publicités numériques créés par le gouvernement du Canada pour encourager les parents ayant des enfants dans cette tranche d'âge à les faire vacciner.

En plus des questions liées à la pandémie, les discussions ont englobé un éventail d'autres sujets tels que les services de garde d'enfants et les accords récents conclus entre le gouvernement fédéral et plusieurs provinces et territoires, les systèmes de santé provinciaux et territoriaux et les mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour rendre l'achat et la location de logements plus abordables. Pour leur part, les participants autochtones habitant dans des réserves en Saskatchewan et au Manitoba ont dressé un tableau des enjeux touchant leurs communautés et plus généralement les peuples autochtones. Les discussions ont également porté sur les enjeux spécifiques aux jeunes et aux étudiants de niveau postsecondaire, les communautés de langue officielle en situation minoritaire et l'abordabilité des forfaits de téléphonie mobile au Canada. La question du contenu canadien (télévision, cinéma et musique) et les enjeux locaux vécus au Nunavut et à l'Île-du-Prince-Édouard ont également fait partie des sujets abordés.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.

- Pour certains groupes, les répondants appartenait à un segment précis de la population, par exemple des parents d'enfants de moins de 12 ans, des locataires, des étudiants de niveau postsecondaires, des gens qui ont déjà reçu un diagnostic positif de COVID-19, des francophones, et des Autochtones vivant dans une réserve.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Cinq groupes se composaient de membres de la population générale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord du Québec, du Centre-du-Québec et du sud du Québec, du Nunavut, de Winnipeg et de l'Île-du-Prince-Édouard.
- Sept groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des parents d'enfants de moins de 12 ans établis dans la région de Durham, en Ontario, et dans des villes de taille moyenne de la Saskatchewan;
 - Des locataires de la région de l'Okanagan, en Colombie-Britannique;
 - Des étudiants de niveau postsecondaire habitant dans les régions de Hamilton et de Niagara, en Ontario;
 - Des personnes qui ont reçu un test positif à la COVID-19, vivant à Edmonton;
 - Des francophones de la région de Sudbury, en Ontario;
 - Des Autochtones habitant dans des réserves en Saskatchewan et au Manitoba.
- Les deux groupes du Québec ainsi que le groupe de francophones de la région de Sudbury ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 84 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région de Durham – Ontario	1	Anglais	2 février	18 h-20 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	7
Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Côte-Nord – Québec	2	Français	3 février	18 h-20 h	Population générale	6
Villes de taille moyenne – Saskatchewan	3	Anglais	8 février	19 h-21 h	Parents d'enfants de moins de 12 ans	7

Région de l'Okanagan – Colombie-Britannique	4	Anglais	9 février	21 h-23 h	Locataires	8
Nunavut	5	Anglais	10 février	18 h-20 h	Population générale	8
Régions de Hamilton et de Niagara – Ontario	6	Anglais	15 février	18 h-20 h	Étudiants de niveau postsecondaire	7
Edmonton	7	Anglais	16 février	20 h-22 h	Personnes déclarées positives à la COVID-19	7
Winnipeg	8	Anglais	17 février	19 h-21 h	Population générale	8
Île-du-Prince-Édouard	9	Anglais	22 février	17 h-19 h	Population générale	7
Région de Sudbury – Ontario	10	Français	23 février	18 h-20 h	Francophones	8
Centre-du-Québec et sud du Québec	11	Français	24 février	18 h-20 h	Population générale	6
Saskatchewan et Manitoba	12	Anglais	28 février	20 h-22 h	Autochtones vivant dans une réserve	5
Nombre total de participants						84

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Parmi les initiatives et les annonces fédérales récentes entendues aux nouvelles en février, celles qui concernent la pandémie de COVID-19 sont à nouveau arrivées en tête des mentions. L'enjeu le plus couramment cité était de loin les manifestations des convois de camionneurs en cours à Ottawa et devant divers postes frontaliers du pays. Dans les groupes tenus vers la fin du mois, la plupart des participants se rappelaient la mise en œuvre (puis le retrait) de la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral, et en particulier ses dispositions permettant à la police de geler temporairement les comptes bancaires de certains manifestants ou donateurs.

Parmi d'autres enjeux sur la scène nationale, certains ont mentionné la décision prise par la Banque du Canada de ne pas augmenter les taux d'intérêt dans l'immédiat, de même que les inquiétudes face à l'inflation et à la hausse rapide des prix du pétrole et du gaz dans maintes régions du pays.

Sur la scène internationale, de nombreux groupes ont discuté du conflit naissant entre la Russie et l'Ukraine, en particulier ceux qui se sont réunis vers la fin de mois, dans les jours précédant ou suivant l'invasion russe du 24 février 2022. Les participants se sont rappelés diverses nouvelles, mesures et annonces concernant la réponse du gouvernement du Canada à cet événement, y compris la prestation d'une aide financière et de fournitures militaires à l'Ukraine, le déploiement de troupes des Forces armées canadiennes (FAC) en Europe de l'Est et l'imposition de sanctions contre de nombreuses personnalités et entités russes.

Manifestations des convois (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Dans les groupes tenus au début de février, peu de participants se rappelaient avoir entendu parler du retrait par le gouvernement du Canada de l'exemption des exigences frontalières accordée à certaines catégories de voyageurs entrant au pays, notamment aux camionneurs. Après avoir reçu des précisions sur cette décision et ce qu'elle signifiait, plusieurs ont dit mieux comprendre son lien avec les manifestations en cours à Ottawa et dans d'autres régions.

Beaucoup savaient que des gens s'étaient déplacés des quatre coins du pays pour prendre part aux manifestations, ce qui avait mené au blocage de grandes artères dans la Ville d'Ottawa et devant de nombreux postes frontaliers canado-américains. Certains avaient également entendu parler du vacarme causé par les protestataires et du fait qu'ils avaient accosté des travailleurs de la santé et d'autres citoyens ayant choisi de porter le masque alors qu'ils venaient à leurs occupations. De nombreux participants étaient conscients des grandes difficultés auxquelles se heurtait le Service de police d'Ottawa (SPO) pour disperser les manifestants et pensaient qu'il ne disposait pas des ressources nécessaires pour y parvenir.

Les participants ont exprimé des opinions très diverses au sujet des manifestations, mais dans l'ensemble se sont plus souvent déclarés contre que pour. Beaucoup ont condamné le « harcèlement » des résidents d'Ottawa par les protestataires, jugeant qu'il discréditait le mouvement tout entier. Certains croyaient aussi que les manifestations avaient perdu leur fil conducteur et qu'elles n'avaient plus grand-chose à voir avec l'abolition des restrictions liées à la COVID-19, puisque de nombreuses mesures sanitaires avaient été levées (ou le seraient bientôt) dans plusieurs provinces et territoires. Cela dit, une foule de participants comprenaient sans peine la frustration exprimée par les protestataires à propos des mesures de santé publique en vigueur, même s'ils étaient en désaccord avec certaines de leurs méthodes. Les participants plus solidaires des manifestants et de leurs visées ont souligné le caractère essentiellement pacifique de la démarche et rappelé que ces personnes avaient le droit d'exprimer leur opinion publiquement.

Réponse du gouvernement du Canada et *Loi sur les mesures d'urgence* (résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Cinq groupes tenus durant la deuxième quinzaine de février ont discuté de l'adoption de la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral le 14 février 2022.

Presque tous les participants de ces groupes se rappelaient avoir entendu quelque chose au sujet de cette mesure législative. Beaucoup ont mentionné un aspect de la Loi qui permettait aux forces de l'ordre de geler temporairement les comptes bancaires d'individus prenant part aux manifestations ou à leur financement. Certains s'attendaient à ce que ces pouvoirs d'application accrus aident à disperser les manifestations, alors que d'autres, moins nombreux, craignaient qu'ils engendrent de nouveaux conflits ou un risque de violence en attisant les tensions entre les protestataires et les forces policières.

Un petit nombre de participants considéraient la mise en œuvre de la *Loi sur les mesures d'urgence* comme une étape nécessaire vu les perturbations associées à la durée apparemment indéfinie des manifestations, mais la plupart trouvaient nettement excessive cette intervention du gouvernement fédéral qu'ils interprétaient comme une entrave au droit des Canadiens de manifester pacifiquement. En général, les participants qui appuyaient le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral voyaient cette mesure comme le moyen le plus simple de dégager les rues d'Ottawa, car les forces policières locales leur semblaient avoir perdu le contrôle de la situation. À la question de savoir comment le gouvernement du Canada aurait dû réagir, ceux qui étaient contre l'utilisation de la *Loi sur les mesures d'urgence* ont répondu que les responsables fédéraux auraient dû faire plus d'efforts pour établir un dialogue avec les protestataires et écouter leurs préoccupations.

Tenus après l'arrêt des manifestations et l'abrogation de la *Loi sur les mesures d'urgence* le 23 février 2022, le groupe de la région de Sudbury et celui du Centre-du-Québec et du sud du Québec ont été invités à dire ce qu'ils pensaient de ce dénouement. La plupart des participants se réjouissaient du retrait des mesures d'urgence, mais tiraient des conclusions distinctes quant à ce que cette décision signifiait. L'abrogation de la Loi semblait une décision raisonnable à certains, qui voyaient là un signe de bonne foi de la part du gouvernement fédéral et la preuve que cette mesure avait fonctionné comme prévu. À l'inverse, selon d'autres, son retrait rapide montrait qu'elle n'aurait jamais dû être adoptée et qu'en fait le gouvernement du Canada avait changé son fusil d'épaule.

Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont discuté d'un large éventail d'enjeux liés à la pandémie et à la réponse fédérale à son égard. Les conversations ont porté sur le travail accompli par le gouvernement du Canada depuis le début de la crise, les mesures de santé publique en vigueur, la vaccination des enfants et la campagne en marche pour encourager les Canadiens à aller recevoir leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19, aussi appelée « dose de rappel ».

Évaluation de la gestion de la pandémie (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, résidents du Nunavut, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Pour débiter, nous avons demandé aux participants s'ils se rappelaient d'aspects positifs de la gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada. De nombreux bons points ont été cités, notamment l'adoption des mesures de santé publique et les encouragements répétés à les respecter, les communications suivies des responsables fédéraux tout au long de la pandémie, les mesures visant à limiter rapidement les déplacements non essentiels, la modification des exigences frontalières après la détection de variants préoccupants, la création d'aides financières comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la distribution généralisée et efficace des vaccins contre la COVID-19, et l'envoi d'aliments aux collectivités du Nord dans le cadre du programme Nutrition Nord Canada.

Invités à dire dans quels domaines la réponse du gouvernement du Canada aurait pu être meilleure, les participants ont aussi mentionné de nombreux aspects qui leur paraissaient constituer des lacunes, par exemple : l'impression d'un manque de transparence en ce qui concerne les fondements scientifiques des obligations et des exigences en matière de santé publique en vigueur, le manque de critères et d'objectifs clairs quant aux étapes à suivre pour retrouver une vie plus normale, une action jugée tardive pour fermer les frontières internationales et arrêter les déplacements non essentiels dans les premiers mois de la pandémie, des capacités de dépistage insuffisantes lors de la récente vague Omicron, et une gestion de la PCU et d'autres soutiens financiers jugée inefficace.

À la question de savoir si le gouvernement fédéral gérait mieux, moins bien ou à peu près aussi bien la pandémie aujourd'hui qu'à ses débuts, beaucoup ont évoqué une baisse de performance au fil du temps. Nombre d'entre eux ont pointé un manque de direction dans l'approche fédérale actuelle, surtout entourant la levée des restrictions (parfois confondues avec des mesures provinciales ou territoriales). Plusieurs trouvaient également que les messages fédéraux diffusés ces derniers temps étaient assez négatifs alors qu'il faudrait plutôt rassurer les Canadiens et valoriser leurs efforts des deux dernières années pour combattre le virus. Beaucoup de participants pensaient qu'il fallait accorder une attention accrue aux conséquences de la pandémie et des mesures qui y sont associées sur la santé mentale. Ils voyaient là un problème croissant pour les Canadiens et qui risquait de leur causer plus de tort que le virus lui-même. Plusieurs estimaient que pour y remédier, le gouvernement du Canada devrait s'attacher à lever les mesures obligatoires et les exigences de santé publique chaque fois que possible (à nouveau, la source des mesures a parfois prêté à confusion).

Chez les participants, moins nombreux, qui avaient constaté des progrès dans la performance du gouvernement fédéral depuis le début de la pandémie, le sentiment général était que les décideurs avaient acquis une meilleure compréhension de la COVID-19, ce qui rendait leur gestion plus efficace. Ceux qui n'avaient observé aucun écart de performance trouvaient pour leur part que le gouvernement s'en était dans l'ensemble bien tiré, malgré quelques faux pas, et qu'il avait tâché de suivre la science et de s'adapter aux nouvelles données et connaissances disponibles.

Mesures de santé publique et prévisions relatives à la COVID-19 (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, résidents du Nunavut, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec, Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)

Dix groupes ont discuté des mesures de santé publique en place dans leur région et de leurs prévisions concernant l'évolution de la pandémie.

La question de savoir s'il fallait alléger les restrictions locales a suscité des avis divergents. Une majorité de participants estimaient que la plupart de ces exigences devraient être abolies d'ici peu, mais certains penchaient soit pour un retrait plus graduel, soit pour le maintien d'une partie des exigences dans l'immédiat (par exemple, les systèmes de preuve vaccinale). Un petit nombre de participants étaient contre la levée des restrictions dans la conjoncture actuelle, car ils croyaient que cela poserait des risques pour les groupes vulnérables, par exemple les aînés, les personnes immunodéprimées et les jeunes enfants. Tout en reconnaissant les effets délétères et les inconvénients des restrictions sanitaires, ces participants avaient tendance à les juger nécessaires à court terme pour assurer la sécurité des Canadiens.

De l'avis de la plupart, les pires jours de la pandémie étaient révolus étant donné la faible gravité présumée d'Omicron, le fort taux de vaccination de la population canadienne et l'immunité naturelle au virus sans doute acquise avec la dernière vague de cas. Un petit nombre de participants étaient moins optimistes et croyaient toujours possible que des variants plus virulents fassent leur apparition. Invités à dire si la COVID-19 poserait toujours problème dans un an, presque tous les participants ont dit s'attendre à ce que le virus continue de circuler sous une forme ou une autre pendant de nombreuses années, mais la plupart croyaient aussi qu'il s'estomperait et deviendrait endémique, comme la grippe et d'autres virus saisonniers. Beaucoup croyaient qu'en toute probabilité, un rappel annuel du vaccin contre la COVID-19 serait nécessaire à l'avenir.

Nous avons posé une question supplémentaire aux groupes de Winnipeg, de Sudbury, du Centre-du-Québec et du sud du Québec ainsi qu'au groupe composé d'Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba, afin de savoir si, selon eux, les mesures de santé publique avaient permis de ralentir la propagation de la COVID-19. Beaucoup pensaient que oui, surtout aux premiers stades de la pandémie. D'autres étaient plus sceptiques cependant, en raison des avis changeants des responsables de la santé publique relativement à ce qui fonctionne et à ce qui ne fonctionne pas. Fait à signaler, un nombre considérable de participants redoutaient avant tout les conséquences négatives de ces mesures, notamment l'isolement et ses effets sur le bien-être mental des Canadiens (en particulier les aînés et les jeunes) ainsi que les répercussions financières des fermetures temporaires d'entreprises et des restrictions de capacité.

Le groupe de Winnipeg s'est aussi vu poser une question supplémentaire concernant l'incidence de la pandémie et des mesures de santé publique sur le centre-ville et les petites entreprises. Tous les participants s'entendaient pour dire que la pandémie avait fait du mal aux entreprises locales et que la

majorité des commerces centraux avaient été durement touchés, dans bien des cas au point de devoir fermer pour de bon.

Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)

Trois groupes ont répondu à une série de questions sur le vaccin contre la COVID-19 destiné aux enfants de 5 à 11 ans. Dans l'ensemble, les participants qui avaient déjà fait vacciner leurs enfants étaient moins nombreux que ceux qui avaient choisi d'attendre. Dans bien des cas, les premiers avaient fait la démarche afin de protéger leurs enfants contre la COVID-19 et d'offrir une sécurité supplémentaire aux membres plus vulnérables de leur famille, les grands-parents par exemple, qu'ils continuaient de côtoyer. Parmi ceux qui n'avaient pas fait vacciner leurs enfants, peu y étaient réfractaires par principe ou parce qu'ils étaient contre les vaccins en général. En revanche, beaucoup ont exprimé des préoccupations quant aux effets secondaires possibles du vaccin contre la COVID-19, compte tenu de sa période d'utilisation relativement courte et de l'absence de garanties données par les experts médicaux sur ses conséquences à long terme. Certains croyaient également que le virus posait peu de danger pour les jeunes enfants, et c'était le principal facteur qui les avait décidés à s'abstenir de prendre rendez-vous pour l'instant.

Dose de rappel contre la COVID-19 (résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec, Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)

À la question de savoir s'ils avaient reçu leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19, aussi appelée « dose de rappel », un peu moins de la moitié des participants de ces groupes ont répondu par l'affirmative. Presque tous ceux qui avaient reçu leur troisième dose ont expliqué qu'ils voulaient se protéger et protéger leur famille, leurs amis et d'autres personnes peut-être vulnérables avec lesquelles ils entraient en contact. Chez ceux qui n'avaient pas encore pris rendez-vous, le principal facteur expliquant ce choix était leurs doutes quant à l'efficacité du vaccin et au fait qu'il puisse réellement leur éviter de contracter ou de transmettre la COVID-19. Plusieurs participants ont précisé qu'ils avaient reçu les premières doses, mais que la récente vague d'Omicron et la hausse fulgurante de la transmission tant chez les vaccinés que les non-vaccinés leur ôtaient l'envie de recevoir une troisième dose dont ils doutaient qu'elle aurait beaucoup d'effets.

Test publicitaire sur les vaccins contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham)

Nous avons présenté aux parents d'enfants de moins de 12 ans résidant dans la région de Durham en Ontario deux concepts en cours d'élaboration par le gouvernement du Canada pour une éventuelle publicité sur les vaccins contre la COVID-19. Avant d'évaluer ces concepts, nous avons demandé aux participants si leurs enfants avaient été vaccinés. La proportion de parents qui avaient fait vacciner leurs enfants était à peu près égale à celle des personnes qui avaient décidé de ne pas le faire pour l'instant.

Nous avons ensuite demandé aux participants du groupe d'examiner les deux concepts (A et B) présentés sous forme de scénarimage. Nous les avons également informés que ces publicités avaient été spécialement conçues pour être diffusées sur les médias sociaux et les plateformes numériques.

Concept A : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants

Le concept A montrait un dessin représentant une famille se tenant par la main, la ligne se transformant en différents scénarios pour finalement devenir le logo du vaccin. Les premières réactions à ce concept ont été généralement favorables, la plupart des participants ayant trouvé le ton réjouissant et rempli d'espoir. Ils ont également estimé que le concept était direct et précis, se concentrant sur les avantages de faire vacciner les enfants et, par conséquent, de pouvoir reprendre les activités auxquelles les enfants et les familles prenaient plaisir avant le début de la pandémie. Les participants ont particulièrement apprécié l'utilisation d'illustrations familières auxquelles ils pouvaient s'identifier, commentant positivement les images de mères, de pères et d'enfants s'étreignant, jouant et s'amusant en famille.

Parallèlement, plusieurs ont critiqué certains éléments ou aspects du concept. Certains ont trouvé en effet que les visuels étaient quelque peu « génériques » en raison de l'utilisation de l'approche stylisée du dessin au trait, et les ont trouvés peu engageants. Ils ont également indiqué qu'il faudrait plutôt, dans le texte de la narration, reconnaître ce que les parents et les enfants avaient enduré au cours de la pandémie avant de se concentrer sur les activités auxquelles ils pouvaient maintenant avoir accès. Certains ont également estimé que ce concept ne produirait aucun effet direct sur les parents qui manifestent un certain scepticisme quant à la vaccination des enfants de ce groupe d'âge, estimant qu'il ne contribuait pas vraiment à apaiser les doutes que ceux-ci peuvent entretenir quant à l'innocuité ou à l'efficacité du vaccin.

Lorsque nous avons demandé aux participants de décrire le message principal de ce concept, la plupart d'entre eux ont réitéré leurs commentaires initiaux, à savoir que l'annonce était axée sur la promotion de la vaccination des enfants, ainsi que sur les avantages qui y sont associés. Comprendant que le concept devait être une courte vidéo de 30 secondes, les participants ont toutefois estimé que l'explication portant sur la nécessité du vaccin pour les enfants était quelque peu insuffisante. Dans le même ordre d'idées, plusieurs personnes ont fait remarquer que la décision de faire vacciner leurs enfants était très personnelle et qu'elle devait être laissée aux parents en fonction de leur propre évaluation des risques et compte tenu de leur situation.

Dans l'ensemble, peu de participants ont indiqué que le concept A les inciterait à se rendre sur le site Web pour obtenir plus d'informations ou à envisager de faire vacciner leurs enfants de 5 à 11 ans. Les recommandations visant à améliorer l'efficacité de ce concept comprenaient la reconnaissance des effets dévastateurs et de l'isolement causés par la pandémie avant de passer à un message plus optimiste, et une plus grande transparence concernant les vaccins pour les enfants, notamment des données et des statistiques concrètes sur l'efficacité et les effets secondaires possibles.

Concept B : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants

Le concept B montrait des parents protégeant leurs enfants dans différents types de scénarios. Les réactions à ce concept étaient généralement plus favorables. Beaucoup ont estimé que celui-ci était plus efficace pour exploiter la nature protectrice des parents et l'étendre à la vaccination. Ils ont également trouvé le scénario plus réaliste, tant du point de vue des images que des émotions ressenties par des parents désireux de protéger leurs enfants dans diverses situations de la vie quotidienne.

La plupart des participants ont estimé que le message principal ou la leçon à tirer de ce concept était que les parents devraient prendre des mesures pour mieux protéger leurs enfants en les faisant vacciner contre la COVID-19. Les participants ont réagi positivement à l'approche créative, décrivant ce concept comme plus « réel » et estimant qu'il s'adressait à eux de manière plus pertinente et qu'ils s'y retrouvaient plus facilement, en tant que parents de jeunes enfants. Nombre d'entre eux ont toutefois suggéré plusieurs améliorations possibles, dont le fait de mettre davantage l'accent sur l'idée que la vaccination constitue une voie vers une plus grande normalité (le thème du concept A) et l'inclusion d'autres exemples de mesures prises par les parents pour assurer la sécurité de leurs enfants, comme les visites chez le dentiste ou l'optométriste.

Tous les participants ont exprimé leur préférence pour le concept B, estimant qu'il présentait des visuels plus attrayants, ainsi qu'une approche réaliste à laquelle ils pouvaient s'identifier. Étant donné la gravité de la COVID-19, les participants ont également fait remarquer que les messages axés plus clairement sur la protection des enfants contre les effets négatifs possibles du virus étaient plus significatifs que ceux qui insistent sur la levée des restrictions et le retour à la normale. Enfin, la plupart ont estimé que le fait de mettre l'accent sur la sécurité était l'approche la plus efficace.

Partie II : Autres enjeux

Garde des jeunes enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, résidents du Nunavut)

Trois groupes ont pris part à des discussions sur la garde des jeunes enfants, notamment sur l'abordabilité de tels services. Pour commencer, les participants ont été invités à décrire ce qui constituait selon eux le plus grand défi en matière de garde de jeunes enfants dans leur province ou territoire respectif. Le coût et l'abordabilité, le peu de places disponibles, la pénurie de personnel qualifié et le manque de flexibilité ou d'accessibilité ainsi que la réglementation insuffisante, en particulier en ce qui a trait aux fournisseurs de services de garde d'enfants « non agréés », figuraient parmi les thèmes couramment soulevés. Les participants du groupe du Nunavut ont également cité des défis de taille comme la difficulté à recruter des éducateurs de la petite enfance dans les collectivités nordiques et à leur trouver des logements abordables et adéquats.

Quelques participants de chaque groupe avaient des enfants qui allaient présentement à la garderie. Nous les avons invités à parler de leur propre expérience quant au coût et à la disponibilité. La plupart d'entre eux ont déclaré payer des frais élevés, souvent de l'ordre de 50 \$ ou plus par jour, par enfant et trouvaient qu'obtenir une place en garderie était très difficile, même pour ceux qui pouvaient assumer les coûts élevés. Tous les participants considéraient les services de garde de jeunes enfants comme une priorité importante de laquelle le gouvernement du Canada devait s'occuper davantage.

Nous avons posé une série de questions aux participants concernant l'initiative en matière de garde de jeunes enfants du gouvernement fédéral, plus précisément sur son impact dans leur province ou territoire.

Dans le groupe de l'Ontario, ils étaient nombreux à connaître les ententes intervenues entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires relativement à la mise en œuvre d'un programme de garde de jeunes enfants abordable à l'échelle du pays et certains se rappelaient l'objectif visant à réduire les frais de garde à une moyenne de 10 \$ par enfant, par jour. Spontanément, un certain nombre de participants se souvenaient d'avoir entendu dire que parmi les provinces et les territoires, l'Ontario était la seule qui n'avait pas encore conclu un accord avec le gouvernement fédéral. Quelques-uns ont exprimé de la frustration, voyant dans ces tergiversations une possible tactique de négociation de la part du gouvernement ontarien. Selon d'autres, les négociations avec leur province étaient peut-être plus complexes ou prenaient plus de temps en raison de la taille de l'Ontario par rapport aux autres provinces et territoires.

Au sein du groupe de la Saskatchewan, de rares participants étaient au courant de l'accord sur les services de garde d'enfants abordables entre le gouvernement du Canada et leur province. Chez les utilisateurs actuels et potentiels des services de garde, la plupart croyaient que le programme leur serait utile sur plusieurs plans, par exemple en atténuant leurs soucis financiers et la difficulté de trouver une place en garderie, ce qui leur permettrait de retourner au travail ou aux études et en leur donnant la confiance de pouvoir avoir d'autres enfants, maintenant que cela coûterait moins cher pour les élever. Quant aux participants dont les enfants ne fréquentaient plus la garderie ou seraient trop vieux en 2025-2026 quand l'accord aura été pleinement mis en œuvre, même s'ils ne pourraient en bénéficier personnellement, la majorité d'entre eux jugeait cet accord important, car il fournirait aux familles une aide dont elles ont grandement besoin.

La plupart des participants du groupe du Nunavut avaient eu vent de la récente entente sur les services de garde des jeunes enfants abordables que le gouvernement du Canada avait conclue avec leur territoire en janvier. Tout comme ceux du groupe de l'Ontario, ils se souvenaient de l'objectif d'offrir des services de garde à 10 \$ par jour. Quelques-uns avaient entendu dire que des sommes additionnelles servant à financer des améliorations aux infrastructures seraient octroyées aux garderies et qu'une aide financière accrue serait offerte aux fournisseurs de services de garde d'enfants et à leurs employés. Même si la plupart jugeaient que l'accord aiderait les familles du Nunavut, certains ont de nouveau fait part de leur crainte que les enjeux liés à la garde d'enfants persistent à cause du manque d'espace et des problèmes de recrutement de personnel qualifié dans la région. Enfin, quelques-uns doutaient que l'entente puisse être mise en œuvre dans le délai précisé, car il faudrait plus de temps

selon eux pour apporter les améliorations nécessaires aux infrastructures et relever d'autres défis, tels que fournir des logements aux travailleurs en garderie.

Soins de santé (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Cinq groupes ont discuté des soins de santé dans leur région. Bien que plusieurs participants ont parlé en termes positifs de la qualité des soins qu'ils recevaient habituellement, un nombre important a fait état d'une préoccupation majeure dans leur région, à savoir le manque généralisé de médecins de famille. De plus, plusieurs des participants de collectivités rurales disaient avoir de la difficulté à trouver des spécialistes dans leur coin et devaient donc parcourir de grandes distances pour recevoir certains traitements ou subir des actes médicaux.

À l'échelle régionale, les participants des deux groupes du Québec et ceux de la Saskatchewan ont fait l'éloge des soins qu'ils obtenaient généralement, la plupart d'entre eux estimant que le système de santé de leur région fonctionnait très bien actuellement. Les opinions étaient plus contrastées dans le groupe d'Edmonton. Ainsi, certains ont avancé que le système tournait assez rondement dans des circonstances « normales », mais qu'il avait été mis à rude épreuve à cause de la pandémie de COVID-19 et que depuis, il n'était plus en mesure de bien répondre aux demandes des patients. Seuls les participants de la région de l'Okanagan ont parlé en termes particulièrement négatifs de leur système de santé, à cause de l'éventail très limité de médecins de famille dans de nombreuses collectivités et du fait que les résidents devaient parfois se rendre dans la grande région de Vancouver (GRV) pour consulter un spécialiste. Tandis que la plupart des autres groupes pensaient que leur système pouvait être amélioré moyennant des changements mineurs, comme une accessibilité accrue et davantage de services en santé mentale, de nombreux participants du groupe de la région de l'Okanagan étaient en faveur d'une réforme en profondeur.

Lorsque nous leur avons demandé de préciser les défis les plus pressants en matière de soins de santé dans leur communauté (outre la pandémie actuelle de COVID-19), les participants ont soulevé divers enjeux communs, dont le manque d'accessibilité, le retard dans les rendez-vous ou interventions reportés ou annulés à cause de la pandémie, le surmenage des professionnels de la santé, la pénurie de travailleurs de la santé dans les collectivités éloignées, le coût élevé de certains médicaments et actes médicaux, les ressources limitées en santé mentale et les restrictions imposées aux visiteurs dans les hôpitaux en raison de la pandémie.

Invités à dire s'ils avaient eu connaissance récemment d'annonces ou d'initiatives du gouvernement fédéral à propos des soins de santé, très peu de participants se souvenaient d'avoir entendu quelque chose à ce sujet. Lors d'une discussion sur les paiements de transfert fédéraux, la plupart des participants pensaient que le gouvernement fédéral devait investir davantage dans les soins de santé et augmenter les sommes allouées aux transferts en matière de santé. À la question visant à savoir si le gouvernement fédéral devrait bonifier les transferts en santé en y attachant des conditions (par exemple, exiger que les sommes soient consacrées à des priorités précises, comme les services en

santé mentale, la pénurie de médecins et la réforme des soins de longue durée), une majorité de participants étaient favorables à cette approche, jugeant qu'elle contribuerait grandement à se pencher sur des priorités essentielles et à assurer la prestation de soins uniformes au pays, en particulier dans les régions rurales. Chez les rares participants qui pensaient qu'aucune condition ne devait être imposée, l'impression générale était que les décisions touchant les dépenses en santé devraient rester du ressort des gouvernements provinciaux et territoriaux et que des directives du gouvernement fédéral risquaient de nuire à la capacité de ces gouvernements à répondre aux besoins particuliers de leurs populations respectives.

Lorsque nous leur avons demandé à quels enjeux de santé la priorité devrait être accordée si le gouvernement fédéral en venait à attacher des conditions à la hausse des paiements de transferts, les participants ont cité la construction de plus d'établissements de soins de santé, la formation et l'embauche d'un plus grand nombre de médecins et d'infirmières, des mesures pour inciter les travailleurs de la santé à exercer dans les collectivités rurales et éloignées, des investissements supplémentaires dans les soins de longue durée et une attention accrue aux questions de santé mentale. Interrogés au sujet des traitements de santé mentale, pratiquement tous les participants jugeaient qu'accroître le financement dans ce domaine devrait être prioritaire. Beaucoup avaient l'impression que partout au pays, l'accès des Canadiens à des thérapies ou médicaments était insuffisant et que la stigmatisation qui existait toujours à l'égard des problèmes de santé mentale faisait en sorte que ceux qui en souffraient étaient nombreux à ne pas demander des soins appropriés.

Logement et location résidentielle (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg)

Dans sept groupes, les participants ont discuté de logement et plus particulièrement de logements locatifs. Le nombre de locataires variait considérablement d'un groupe à l'autre. Dans les régions de l'Okanagan, de Hamilton et de Niagara, tous les participants étaient des locataires, comparativement à la plupart à Edmonton et environ la moitié à Winnipeg. Par contre, les locataires étaient très peu nombreux dans les groupes du Québec, de la région de Durham en Ontario et de la Saskatchewan. Dans les quatre groupes comptant le plus grand nombre de locataires, nous avons demandé aux participants à quel point il était difficile de trouver des logements locatifs abordables dans leurs régions respectives. La majorité s'entendait pour dire que c'était très difficile. Quelques participants de la région de l'Okanagan ont ajouté que c'était quasiment impossible, compte tenu du nombre limité de logements locatifs disponibles dans leur région. À Edmonton et Winnipeg, les participants se rappelaient également d'avoir éprouvé de grandes difficultés, en raison de la hausse des prix, de la forte demande et de l'état généralement lamentable des logements locatifs disponibles dans leurs régions. Dans tous les groupes, un certain nombre de participants ont reconnu que c'était particulièrement difficile pour les personnes vivant seules de trouver des logements abordables.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement fédéral devrait intervenir pour réglementer le prix des loyers au Canada, les partisans étaient plus nombreux que les opposants. Toutefois, de nombreux participants étaient incertains. Parmi ceux favorables à l'idée de réglementer les loyers, plusieurs s'entendaient pour dire qu'il était logique que le gouvernement du Canada s'en mêle, tout comme il le ferait pour gérer d'autres enjeux économiques comme l'inflation. D'autres participants étaient d'avis que l'accès à un logement abordable et sécuritaire était un droit humain fondamental et qu'il était de la responsabilité du gouvernement fédéral de veiller à ce que tous les Canadiens aient un logement. Durant la discussion sur les mesures réglementaires que le gouvernement du Canada pourrait raisonnablement prendre afin de garantir des logements locatifs abordables partout au pays, les participants en faveur d'une intervention fédérale ont fait plusieurs suggestions, comme limiter la hausse annuelle des loyers, établir un plafond pour les loyers ou limiter le nombre d'immeubles qu'un propriétaire peut posséder. Parmi ceux qui s'opposaient à une réglementation fédérale du marché locatif, certains craignaient les impacts négatifs d'une telle mesure sur les propriétaires, notamment en ce qui concerne le droit d'utiliser leurs propriétés comme bon leur semble. Un certain nombre de ces participants étaient d'avis qu'il fallait tenir compte des circonstances des propriétaires qui dépendent de ces revenus de location pour joindre les deux bouts et qui doivent augmenter les loyers de façon périodique pour couvrir les coûts liés à l'inflation croissante, aux taux d'intérêt, aux réparations et à l'entretien de leurs propriétés.

Sur la question à savoir si le gouvernement du Canada devrait offrir des subventions ou des incitatifs aux propriétaires de logements locatifs en échange d'engagements contraignants à ne pas augmenter les loyers, certains participants ont exprimé leur accord et un plus grand nombre se sont dits incertains ou contre. Parmi ceux qui étaient favorables au projet, certains croyaient qu'il était réalisable et susceptible de plaire aux propriétaires qui seraient par ailleurs réticents à une réglementation fédérale. Parmi les plus sceptiques, quelques-uns craignaient que les propriétaires soient très peu nombreux à accepter une telle entente, jugeant l'incitatif insuffisant. D'autres étaient préoccupés à l'idée que l'on verse les subventions aux propriétaires qui, à leur avis, sont déjà grandement privilégiés puisqu'ils possèdent des logements locatifs.

Au sujet d'une autre initiative qui pourrait voir le jour, nous avons demandé aux participants si le gouvernement du Canada devrait adopter une loi interdisant aux propriétaires d'exiger un loyer au-delà d'un prix plafond. Ceux-ci avaient des opinions partagées. Même si certains ont réagi plus favorablement à cette idée qu'à la précédente, plusieurs avaient des doutes quant à la viabilité du projet. Ceux en faveur d'un plafonnement des loyers s'entendaient pour dire qu'une telle mesure était nécessaire pour stopper la hausse constante et rapide des loyers et que si on favorisait le marché libre, les propriétaires tenteraient tout naturellement de maximiser leurs profits. Bien que favorables à cette initiative, un certain nombre de participants croyaient qu'il faudrait adapter le plafonnement des loyers au marché locatif de chaque ville ou région, et l'actualiser régulièrement pour tenir compte de facteurs additionnels comme l'inflation.

Parmi les très nombreux opposants à cette proposition, plusieurs étaient d'avis que celle-ci pourrait causer injustement préjudice aux propriétaires en limitant leur capacité à tirer profit de leurs propriétés et en les privant des fonds nécessaires pour couvrir les rénovations, les impôts fonciers et les frais d'entretien général de ces propriétés. De nombreux participants craignaient également qu'une telle loi

ait pour effet de diminuer l'offre de logements locatifs puisque les propriétaires ne jugeraient plus financièrement rentable de louer leurs propriétés.

Logements abordables (locataires de la région de l'Okanagan, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg)

Dans ces quatre groupes, les participants ont discuté de l'abordabilité des logements en général. En premier lieu, nous leur avons présenté plusieurs initiatives fédérales en matière de logement et leur avons demandé d'identifier celles qui d'après eux seraient les plus efficaces pour rendre les logements plus abordables pour les Canadiens. Toutes les initiatives ont reçu un certain appui de la part des participants. L'Incitatif à l'achat d'une première maison et le Fonds d'innovation pour le logement abordable ont généralement été perçus comme susceptibles d'avoir le plus grand impact. En ce qui concerne la première initiative, plusieurs étaient d'avis qu'elle aiderait les acheteurs d'une première maison, en particulier les jeunes Canadiens qui occupent un emploi à temps plein, mais qui ont de la difficulté à épargner pour une mise de fonds suffisante, compte tenu des prix qui ne cessent d'augmenter. Plusieurs participants s'entendaient également pour dire que le Fonds d'innovation pour le logement abordable pourrait favoriser des solutions viables à long terme aux problèmes de logement au Canada en misant sur la créativité des Canadiens pour élaborer des stratégies innovatrices.

Parmi les autres propositions, l'Initiative des terrains fédéraux a également été perçue comme une stratégie potentiellement efficace, plusieurs la considérant comme une façon intuitive pour le gouvernement du Canada de rendre les logements plus abordables, tout en faisant bon usage des terrains fédéraux. Même si le financement de la construction de logements locatifs et le Fonds national de co-investissement pour le logement ont généralement reçu un niveau d'appui moins élevé par rapport aux autres initiatives, de nombreux participants étaient d'avis que ces dernières pourraient contribuer à résoudre les problèmes en matière de logement. Malgré qu'il ait reçu peu d'attention, le Fonds d'accélération de la construction de logements a suscité des réactions favorables, notamment pour son objectif d'accroître la densité dans les grands centres urbains. Toutefois, quelques participants craignaient que cette initiative mette trop d'accent sur la création de logements dans les grandes villes, aux dépens des petites villes et municipalités.

Enjeux autochtones (Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)

Le groupe composé d'Autochtones vivant dans les réserves a discuté de divers enjeux spécifiques à leurs communautés et à l'ensemble des Autochtones au Canada. Lorsque nous leur avons demandé d'identifier les industries et les secteurs les plus importants dans leurs réserves, les participants ont mentionné le pétrole, l'hôtellerie et le divertissement ainsi que la culture et la vente de cannabis.

Au sujet des mesures que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour stimuler le développement économique dans leurs communautés, les participants ont fait trois suggestions importantes : donner aux communautés autochtones l'occasion d'acheter des terres de la Couronne ou des droits d'utilisation des terres autour de leurs réserves, favoriser un dialogue ouvert entre les

communautés autochtones et le gouvernement fédéral afin de déterminer les besoins de chaque réserve, et alléger le fardeau administratif et les obstacles pour les nouvelles entreprises.

Par la suite, les participants ont discuté de ce qu'ils considéraient être les principales préoccupations dans les réserves, notamment la pauvreté, la discrimination et les traumatismes intergénérationnels comme la dépendance, les troubles de santé mentale et la violence conjugale. Plus précisément, les participants ont identifié un certain nombre d'enjeux structurels qui contribuent à l'existence et à la perpétuité de ces problèmes, comme des services de soins de santé insuffisants, l'absence de services de soutien pour les victimes de violence, le coût élevé de la nourriture et l'insécurité alimentaire, et la pénurie de logements abordables. En ce qui a trait aux projets d'infrastructure pour les réserves qui devraient être financés par le gouvernement du Canada, les participants ont mentionné un ensemble de priorités, y compris les logements, les établissements de soins de santé et de traitements, les refuges pour les victimes de violence conjugale, et les installations communautaires, récréatives et sportives à usages multiples pour les jeunes.

Interrogés sur les enjeux autochtones en général et les secteurs sur lesquels le gouvernement du Canada devrait porter son attention, les participants ont identifié plusieurs grandes priorités, comme la réconciliation, l'accès à l'eau potable pour toutes les communautés autochtones, la rareté alimentaire et les prix exorbitants, la qualité de l'éducation par rapport au reste du Canada, et l'importance de trouver des solutions en matière de services de santé communautaires afin de permettre à ceux qui ont besoin de traitements de rester dans les réserves.

Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada n'accordait pas assez d'attention aux enjeux autochtones. Certains avaient l'impression que celui-ci donnait rarement la priorité aux problèmes et aux opinions des Autochtones et que plusieurs de ses mesures visant à répondre aux préoccupations de ces communautés avaient très peu d'effets tangibles sur celles-ci. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada avait fait quoi que ce soit de bien dernièrement relativement aux enjeux autochtones, quelques-uns seulement ont répondu par l'affirmative. Très peu se rappelaient des récentes actions du gouvernement du Canada pour parvenir à une réconciliation. À ce sujet, quelques participants ont mentionné que même si les enjeux autochtones faisaient souvent les manchettes, le gouvernement posait rarement des gestes concrets pour s'attaquer aux causes profondes des problèmes, comme les relations historiques entre le gouvernement du Canada et les Autochtones. En décrivant ce qu'ils aimeraient voir d'un gouvernement fédéral sérieux dans ses efforts de réconciliation, les participants ont fait plusieurs suggestions, notamment des efforts exhaustifs pour réparer les nombreuses injustices historiques subies par les peuples autochtones, une participation constante du gouvernement fédéral à l'assemblée extraordinaire des chefs de l'Assemblée des Premières Nations, une meilleure représentation des peuples autochtones à tous les échelons de gouvernements élus, et l'élimination des barrières qui limitent la mesure dans laquelle les peuples autochtones peuvent décider de leurs propres affaires.

Interrogés à savoir s'ils étaient au courant de l'affaire devant la Cour fédérale qui porte sur l'indemnisation des enfants des Premières Nations lésés par les politiques des services à l'enfance et à la famille, certains participants ont affirmé en avoir entendu parler, mais peu en connaissaient les

détails. Même si quelques-uns étaient satisfaits de savoir que les victimes de politiques antérieures des (services à l'enfance et à la famille) avaient été indemnisées, plusieurs craignaient que les indemnisations soient accompagnées de conditions pour l'utilisation de ces fonds. De plus, certains ont réitéré qu'en plus d'une compensation financière, il fallait privilégier la guérison holistique, notamment en offrant des traitements dans les réserves et en gardant les personnes qui requièrent des soins dans leur communauté, avec leurs proches.

Nous avons également demandé aux participants s'ils étaient au courant d'un accord conclu entre le gouvernement du Canada et la Première Nation de Cowessess pour financer les services à l'enfance et à la famille. Même si quelques-uns avaient entendu dire que les parties en étaient venues à une entente, personne n'était au courant des détails. Nous leur avons expliqué que dans le cadre de l'accord, le gouvernement du Canada investira 38,7 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour aider la Première Nation de Cowessess à mettre en place son système de services à l'enfance et à la famille. Même si un certain nombre de participants étaient en faveur d'une plus grande autodétermination des peuples autochtones dans ce domaine, plusieurs s'entendaient pour dire que la transition vers un système dirigé par les Autochtones devrait se faire graduellement et avec la plus grande prudence. Ceux-ci étaient convaincus de la nécessité d'avoir une autorité réglementaire plus vaste et dirigée par des Autochtones à laquelle chacun des systèmes devrait rendre compte.

Au sujet de l'eau potable, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler des efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves autochtones. Alors que certains se rappelaient avoir vu des manchettes à ce sujet, ils étaient peu nombreux à être au courant des mesures mises en place récemment par le gouvernement fédéral pour résoudre le problème. Nous avons fourni aux participants des renseignements sous forme d'infographie décrivant les efforts déployés par le gouvernement fédéral dernièrement pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les communautés autochtones du Canada. Invités à évaluer les progrès réalisés, la plupart continuaient de croire qu'ils n'étaient pas suffisants et que ce devoir fondamental du gouvernement fédéral envers ses citoyens ne serait rempli que lorsque toutes les communautés autochtones auraient de l'eau potable.

Interrogés sur la situation du logement dans leurs réserves, la plupart des participants étaient très préoccupés. Ceux-ci ont indiqué que les logements adéquats disponibles étaient extrêmement rares, créant ainsi de longues listes d'attente et un problème de surpeuplement qui, aux dires de certains, ajoutait aux défis engendrés par la pandémie et faisait en sorte qu'il était extrêmement difficile pour les personnes ayant reçu un test positif à la COVID-19 ou qui étaient autrement souffrantes de trouver un endroit pour s'isoler en toute sécurité. Les quelques participants qui avaient l'impression que la situation du logement s'était améliorée dans leurs réserves dans les derniers temps ont attribué ce résultat à la construction de petites maisons de style garçonnière dans leurs communautés, et à l'embauche d'entrepreneurs vivant dans les réserves pour effectuer les travaux.

Contenu canadien (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Six groupes ont discuté du contenu canadien, en particulier des industries canadiennes de la télévision, du cinéma et de la musique. Interrogés sur ce qui leur était venu à l'esprit la première fois qu'ils avaient entendu parler de « contenu canadien », les participants ont fourni plusieurs réponses, y compris les chaînes de télévision canadiennes, les séries télévisées et les films produits au Canada, les artistes et les créateurs canadiens, et le contenu éducatif ou culturel axé sur l'histoire, la culture et le patrimoine canadiens.

En ce qui a trait aux préférences pour le contenu canadien par rapport aux productions étrangères, les participants étaient divisés. Certains ont affirmé qu'ils seraient plus enclins à regarder du contenu cinématographique et télévisé s'ils savaient qu'il est canadien alors que pour d'autres, ce sont le sujet et le contenu et non le pays de production qui déterminent leur intérêt à regarder un film ou une série télévisée. La plupart des participants, peu importe leur préférence, ont affirmé que c'est la qualité de la production qui détermine s'ils continueront de regarder ou non le film ou la série. Pour ce qui est de la musique produite par des artistes canadiens, les préférences de certains dépendaient principalement du genre et du style de musique, alors que plusieurs ont admis qu'ils seraient plus enclins à rechercher et à écouter du contenu canadien. Bon nombre de participants étaient d'accord pour dire que le Canada produisait de la musique de qualité, aussi bonne que celle d'ailleurs, et offrait une vitrine pour un éventail d'artistes de talent.

Concernant l'état de l'industrie canadienne du cinéma et de la télévision, les participants avaient des avis partagés quant à savoir si le secteur était actuellement menacé. Ils étaient toutefois un peu plus nombreux à croire qu'il se portait relativement bien, comparativement à ceux qui craignaient pour son avenir. Ces derniers étaient surtout préoccupés par les impacts de la COVID-19 sur la production, les finances et les emplois.

De façon générale, les participants souhaitaient que le gouvernement fédéral appuie les artistes et les créateurs canadiens, en plus de protéger le contenu et les récits canadiens. Dans tous les groupes, les participants étaient entièrement d'accord avec ces objectifs. Un certain nombre d'entre eux s'entendaient également pour dire que le gouvernement devrait investir davantage pour soutenir les créateurs et les artistes canadiens afin qu'ils aient accès aux ressources et aux débouchés qui leur permettraient de faire carrière au Canada plutôt que de devoir s'exiler, aux États-Unis ou ailleurs. Plusieurs étaient d'accord avec l'idée que les géants du Web rendent le contenu canadien plus découvrable sur leurs plateformes. Un nombre un peu plus restreint de participants croyaient qu'il faudrait en faire plus pour mettre en valeur le contenu canadien, en particulier sur les grandes plateformes numériques. Quelques-uns étaient d'accord pour dire qu'il serait important de moderniser les règles qui gouvernent le contenu en ligne, compte tenu de la rapidité à laquelle le paysage médiatique numérique évolue.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant du projet de loi fédéral modifiant la *Loi sur la radiodiffusion*, connu comme le projet de loi C-10, quelques participants se sont rappelés en avoir

entendu parler dans les manchettes, mais aucun n'a pu fournir de détails. À la question à savoir si le gouvernement du Canada devrait jouer un rôle dans la réglementation du contenu servi aux Canadiens par les grandes plateformes en ligne comme Netflix et Spotify, la plupart des participants étaient d'avis que ces décisions revenaient principalement aux auditeurs et que le gouvernement fédéral ne devrait pas réglementer le contenu servi aux auditoires canadiens.

Enjeux spécifiques aux jeunes et aux étudiants de niveau postsecondaire (étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara)

Le groupe composé d'étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara a abordé des questions concernant l'éducation postsecondaire au Canada et d'autres qui touchent les jeunes Canadiens de manière générale.

Interrogés sur la façon dont ils reçoivent habituellement les nouvelles, presque tous les participants ont mentionné les plateformes de médias sociaux comme Facebook, Instagram, TikTok et Snapchat, et plusieurs, Google Actualités. D'autres ont expliqué qu'ils consultaient souvent des sites de nouvelles fiables et des sources faisant autorité, comme CBC et d'autres médias nationaux ou internationaux, pour obtenir des précisions et vérifier l'exactitude des renseignements véhiculés dans les médias sociaux, mais qui ne provenaient pas de ces sources ou qui n'étaient pas liées à celles-ci.

En ce qui concerne les sources de nouvelles et d'informations spécifiques à la COVID-19, les participants ont indiqué qu'ils obtenaient la majorité de ces nouvelles principalement dans les médias sociaux et Google Actualités, ou en discutant avec leur entourage. Interrogés à savoir s'ils recherchaient activement des nouvelles sur la COVID-19, la plupart ont répondu que même si c'était le cas dans le passé, ils le faisaient rarement à ce stade-ci de la pandémie. Ils étaient très peu nombreux à rechercher régulièrement de l'information sur le gouvernement fédéral ou provenant de celui-ci. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient vu des publicités du gouvernement du Canada récemment, un certain nombre de participants ont répondu qu'ils avaient vu des communications de celui-ci sur des plateformes comme YouTube, Instagram et Snapchat, ainsi que dans les médias traditionnels comme la télévision et la radio. Dans la plupart des cas, le contenu de ces publicités était principalement lié à la pandémie et portait souvent sur la campagne de vaccination en cours qui encourage les Canadiens à aller chercher leur troisième dose de vaccin contre la COVID-19.

Les participants étaient peu nombreux à dire que le gouvernement du Canada faisait des efforts pour rejoindre les étudiants ou les privilégier dans ses prises de décisions. Certains croyaient que même s'il était au courant des difficultés éprouvées par les étudiants et les jeunes durant la pandémie, il n'en comprenait toutefois pas la nature, notamment en ce qui concerne la santé mentale. Durant la discussion sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour mieux atteindre les étudiants et les jeunes, plusieurs participants ont indiqué que les médias sociaux jouaient un rôle de premier plan et que les représentants fédéraux devaient en faire davantage pour adapter leurs messages et leur approche en fonction de ces plateformes. Plusieurs participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada pourrait collaborer avec les collèges et les universités pour mieux transmettre les messages importants aux jeunes.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les enjeux les plus importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer, les participants ont identifié plusieurs grands thèmes, comme l'abordabilité des logements, le prix élevé des aliments, la nécessité d'augmenter les salaires en raison de la hausse de l'inflation, et la diminution des coûts de l'éducation postsecondaire. Pour explorer plus à fond les priorités, nous leur avons présenté une liste d'initiatives destinées aux étudiants et aux jeunes et leur avons demandé de choisir celles qui semblaient particulièrement prometteuses. Tous s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait agir afin d'abolir de façon permanente les intérêts fédéraux des prêts d'études canadiens et des prêts canadiens aux apprentis. Plusieurs ont parlé de l'anxiété associée à cette dette et à la difficulté à la rembourser. De plus, les participants ont bien accueilli les propositions visant à permettre aux nouveaux parents de suspendre le remboursement de leurs prêts étudiants et à augmenter le seuil du Programme d'aide au remboursement. Certains croyaient que ces initiatives pourraient s'avérer utiles, mais dans une mesure moindre que celles dont l'objectif premier consiste à réduire les dettes d'études. Presque tous les participants étaient d'accord à ce qu'on continue à élargir les initiatives et les programmes axés sur les compétences et l'emploi destinés aux jeunes. La plupart étaient également d'accord avec la création d'un nouveau volet à la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour les Canadiens en situation de handicap et croyaient que ce groupe de jeunes Canadiens méritaient une meilleure chance que celle qu'on leur donne présentement pour réaliser leur plein potentiel, se tailler une place sur le marché du travail et contribuer à l'économie canadienne.

En ce qui a trait aux autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour aider les étudiants et les jeunes sur le plan des études, les participants étaient d'avis qu'on pourrait en faire davantage pour aider les jeunes inscrits dans les collèges et les universités durant la pandémie de COVID-19. Plusieurs ont exprimé leur frustration d'avoir à payer l'intégralité des frais de scolarité pour ce qu'ils considéraient comme étant des sessions d'études limitées en l'absence de cours en présentiel et d'activités sur le campus. De plus, certains étaient inquiets à l'idée d'intégrer le marché du travail après l'obtention de leur diplôme, et avaient le sentiment qu'en tant qu'étudiants de la COVID-19, les employeurs éventuels auraient l'impression que leur formation et leurs compétences sont inférieures à celles des étudiants ayant fait des études postsecondaires dans un contexte plus « normal ».

Communautés de langue officielle en situation minoritaire (francophones de la région de Sudbury)

Une discussion au sujet des communautés de langue officielle en situation minoritaire a eu lieu dans le groupe de francophones vivant dans la région de Sudbury, en Ontario. Les participants se sont dits préoccupés par la situation de la langue française à Sudbury, et plus précisément de la capacité de léguer leur langue, leur culture et leur patrimoine aux prochaines générations. Beaucoup croyaient particulièrement difficile pour les jeunes ayant des parents francophones de préserver leurs compétences linguistiques dans des milieux où l'anglais domine au quotidien, surtout parmi leurs pairs. Ce défi, selon eux, se posait aussi bien à la maison, qu'à l'école et dans le cadre des activités sociales.

Invités à cerner les défis auxquels se heurtent les francophones de la région, les participants ont mis l'accent sur trois domaines : l'accès à des services de garde d'enfants en français, l'accès à du contenu médiatique de langue française et la transmission de la langue et de la culture françaises à la prochaine génération.

De l'avis de nombreux participants, le gouvernement du Canada pourrait en faire plus pour protéger le français dans des collectivités comme la leur. Ils ont évoqué plusieurs mesures possibles à cet égard, par exemple augmenter la programmation et le contenu de langue française dans les médias, aider les groupes communautaires à offrir davantage de programmes et d'activités en français, promouvoir l'utilisation du français au sein du système scolaire francophone, et accroître les possibilités d'étudier en français aux niveaux primaire, secondaire et postsecondaire pour les personnes intéressées à le faire. Certains ont également suggéré d'accentuer les efforts pour attirer des travailleurs francophones dans leur ville.

Téléphones mobiles (résidents de Winnipeg)

Les enjeux liés aux téléphones mobiles et aux forfaits de téléphonie cellulaire au Canada ont fait l'objet de discussions dans le groupe de Winnipeg. Les participants ont été nombreux à mentionner les coûts croissants de la téléphonie cellulaire, notamment pour les forfaits voix et données, jugés de plus en plus inabornables pour le Canadien moyen. Même si certains tentaient d'économiser en regroupant les services de toute la famille sur une même facture, par exemple, il était généralement admis que les tarifs continueraient d'augmenter au cours des prochaines années.

Les participants savaient que le gouvernement du Canada s'employait à réduire le prix des forfaits de services sans fil, notamment en limitant les coûts et les restrictions imposés aux clients qui souhaitent annuler leur contrat ou changer de fournisseur ainsi qu'en veillant à ce que les appareils mobiles puissent être déverrouillés gratuitement sur demande. Ils ont également formulé d'autres suggestions pour freiner les hausses, par exemple obliger toutes les entreprises de télécommunications à inclure dans leur offre standard un forfait de base à prix modique, stimuler la concurrence sur le marché national et combattre ce que certains assimilaient à des pratiques de « fixation des prix » par les géants canadiens des télécoms.

Enjeux locaux (résidents du Nunavut)

Les participants du groupe du Nunavut se sont penchés sur différents enjeux propres à leur région et à leurs collectivités locales. Nous leur avons d'abord demandé s'ils avaient suivi la question de l'eau contaminée à Iqaluit. La plupart étaient au courant du problème et certains ont mentionné que la communauté faisait face à cet enjeu depuis un moment déjà, soit depuis le second semestre de 2021. Certains avaient l'impression que le problème avait été réglé dans les derniers mois, alors que d'autres avaient entendu dire que la chaîne d'approvisionnement en eau de la communauté avait de nouveau été contaminée. Plusieurs se sont remémoré la présence des membres des Forces armées canadiennes (FAC) ainsi que la distribution d'eau par le gouvernement fédéral et l'aide financière fournie pour régler le problème. Quelques participants étaient d'avis que les représentants gouvernementaux

auraient dû en faire plus pour travailler avec les membres de la collectivité, y compris les Aînés inuits, qui auraient pu donner des conseils utiles, notamment sur la façon de fonctionner dans des conditions de très grands froids, qui sont fréquentes dans la région.

Questionnés sur les autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour aider à résoudre à long terme les problèmes d'eau potable à Iqaluit et dans la région, en général, les participants ont formulé un éventail de réponses. Ils ont proposé de travailler avec la municipalité et le gouvernement territorial à la construction d'une nouvelle usine de traitement de l'eau dans la communauté, de redoubler d'efforts pour régler les problèmes d'eau potable dans le Nord et le reste du Canada et d'améliorer les infrastructures à l'échelle de la région pour prévenir l'apparition de problèmes dans d'autres collectivités autochtones dans l'avenir.

Concernant la situation du logement dans la région, tous les participants considéraient la disponibilité de logements abordables comme un problème grave à Iqaluit et dans un grand nombre d'autres collectivités nordiques. Ils avaient l'impression que le manque de logements dans le territoire touchait de manière disproportionnée les familles inuites et les personnes originaires de la région comparativement aux gens que des entreprises privées recrutaient pour travailler au Nunavut. L'ensemble des participants jugeaient que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour offrir des options de logement abordable aux résidents du Nord. Selon certains, une crise du logement existait depuis la création du territoire et elle avait sans cesse empiré au fil des décennies qui ont suivi. Ils pensaient qu'il fallait privilégier les solutions « communautaires » aux problèmes de logement, notamment en écoutant davantage ce que les Inuits ont à dire dans le cadre de ce processus.

La plupart des participants croyaient que les problèmes de santé mentale constituaient un enjeu sérieux et important au sein de nombreuses collectivités nordiques. Invités à nommer les plus grands défis liés à la santé mentale, les participants ont cité divers facteurs, dont le manque de services en santé mentale, la stigmatisation envers les personnes qui suivent un traitement et un piètre niveau de vie qui, selon eux, ne faisaient qu'aggraver chez de nombreuses personnes les problèmes de santé mentale dont ils souffraient déjà. Une majorité estimait que les jeunes étaient particulièrement touchés par les problèmes de santé mentale et qu'il s'agissait d'un enjeu difficile dans le territoire. Ils étaient nombreux à rejeter le blâme sur le manque d'activités parascolaires pour les jeunes, par exemple de programmes de sports organisés, d'éducation culturelle, de cours d'arts et de musique, qui limitait les occasions qu'ils avaient de socialiser, de se fixer des objectifs, de bâtir leur confiance et de développer des habiletés pratiques.

De plus, les services et les soins pour les aînés étaient nettement insuffisants au Nunavut, aux dires de plusieurs. De nombreuses collectivités, dont Iqaluit, étaient aux prises avec des problèmes d'accessibilité d'après maints participants, car un grand nombre de bâtiments étaient construits au-dessus du niveau sol et accessibles seulement par un escalier, de sorte que les personnes à mobilité réduite y avaient difficilement accès. Certains pensaient par ailleurs que les soins communautaires étaient essentiels pour protéger le bien-être physique et mental des aînés et que les occasions d'interagir avec des proches constituaient un aspect important du processus de guérison. À cet effet, plusieurs participants ont fait allusion au cas d'un aîné de Coral Harbour qui s'était rendu à Ottawa pour recevoir un traitement et qui avait de la difficulté à retourner dans sa collectivité locale. Ils étaient

nombreux à croire que le transport des aînés à l'extérieur de leurs communautés avait des répercussions négatives sur ces derniers ainsi que sur leurs proches, qui ressentaient de la culpabilité et de l'anxiété parce qu'ils n'étaient pas en mesure de leur fournir des soins appropriés. De l'avis général, il fallait en faire plus pour permettre autant que possible aux aînés de rester dans leurs communautés.

Enjeux locaux (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants du groupe de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) ont abordé divers enjeux qui touchaient particulièrement leur province, y compris la décision des États-Unis de refuser l'entrée des cargaisons de pommes de terre en provenance de l'Î.-P.-É., l'embauche de personnel infirmier de Santé Î.-P.-É. par Anciens Combattants Canada (ACC) et l'immigration dans la province.

Pour commencer, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient entendu, vu ou lu au sujet des récents développements liés au commerce de la pomme de terre de l'Î.-P.-É. Tous avaient au moins entendu parler de la question des exportations de pommes de terre de l'Î.-P.-É. bloquées temporairement par les États-Unis après la détection de la galle verruqueuse dans quelques champs de pommes de terre de la province. La plupart estimaient que le gouvernement du Canada avait un important rôle à jouer pour régler ce dossier et contribuer à la reprise des exportations de pommes de terre de l'Î.-P.-É. vers les États-Unis. De l'avis de certains, le gouvernement fédéral devait faire preuve de plus de fermeté lors des négociations avec ses homologues américains et tout mettre en œuvre pour trouver une solution. De rares participants avaient entendu dire que la première suspension des échanges commerciaux de pommes de terre avait été imposée par le Canada et quelques-uns croyaient que l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) était derrière cette décision. Certains ont critiqué les mesures prises par les États-Unis, les jugeant inutilement sévères compte tenu du faible risque que la galle verruqueuse présentait pour la santé. Même si aucun participant n'a déclaré avoir été touché personnellement par cet enjeu, beaucoup pensaient qu'il risquait d'avoir de nombreuses conséquences économiques négatives dans la province, en raison de la place importante qu'occupent les pommes de terre dans les exportations de la province et parce que l'économie de la province avait déjà été malmenée par la pandémie de COVID-19, qui avait occasionné des pertes de revenu dans des secteurs cruciaux, dont l'industrie touristique.

Concernant le rôle de l'ACIA de façon plus générale, la plupart estimaient qu'il était d'une grande importance, puisque l'agence était responsable d'assurer la santé publique et la salubrité des produits alimentaires consommés par les Canadiens et les partenaires commerciaux internationaux. Ils jugeaient essentiel d'appliquer des normes de salubrité des aliments rigoureuses aux exportations canadiennes pour protéger la réputation d'exportateur digne de confiance du Canada à l'international. Invités à se prononcer sur la manière dont l'ACIA s'acquittait de son mandat, les participants avaient des opinions très partagées sur la question; ainsi, il y avait pratiquement autant de personnes qui trouvaient que l'ACIA faisait du bon travail que de gens qui jugeaient son travail mauvais. Selon certains, même si cela peut être frustrant parfois, l'ACIA s'acquittait de sa responsabilité envers la population canadienne et protégeait la réputation des exportations canadiennes sur la scène internationale, comme elle l'avait fait en prenant des mesures après avoir détecté la galle verruqueuse. D'autres avaient toutefois

l'impression que le problème de la galle verruqueuse était minime au départ et se limitait surtout à quelques champs de pommes de terre. Ils pensaient donc que la question avait été montée en épingle et que l'ACIA aurait dû en faire plus pour rassurer les homologues commerciaux américains sur la salubrité des pommes de terre en provenance de l'Î.-P.-É. et renforcer la confiance à l'égard de la rigueur des normes et de la réglementation appliquées par le Canada en matière de salubrité des aliments.

Très peu de participants avaient entendu parler des programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) offerts par le gouvernement du Canada, y compris l'initiative Agri-stabilité. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant du plan du gouvernement du Canada prévoyant 28 millions de dollars pour soutenir les producteurs de l'Île-du-Prince-Édouard touchés par la suspension des échanges commerciaux de pommes de terre avec les États-Unis, bon nombre de participants avaient entendu parler du programme, mais peu ont pu fournir des précisions à ce sujet. La plupart des participants pensaient que cette aide financière serait bénéfique pour les producteurs agricoles de l'Î.-P.-É. et leur permettrait d'assurer la viabilité de leurs établissements à court terme. Certains doutaient cependant qu'une somme de 28 millions de dollars soit suffisante pour compenser les possibles pertes financières subies par les producteurs de pommes de terre et pensaient qu'un financement supplémentaire serait peut-être nécessaire. Interrogés sur les répercussions à long terme que cette situation pourrait avoir selon eux sur l'industrie de la pomme de terre de l'Î.-P.-É., de nombreux participants croyaient que l'image de marque des « pommes de terre de l'Î.-P.-É. » serait considérablement ternie. Du point de vue économique, certains craignaient également que la province puisse perdre l'avantage concurrentiel qu'elle détenait à leur avis dans le secteur.

Lors d'une discussion sur la récente annonce du 8 février 2022 mentionnant que les États-Unis allaient autoriser la reprise des expéditions de pommes de terre de l'Î.-P.-É. vers Porto Rico, presque tous les participants en avaient entendu parler et nombre d'entre eux considéraient qu'il s'agissait d'une excellente nouvelle pour la province et ses producteurs agricoles. Aux yeux d'un petit nombre de participants, il s'agissait d'un exemple de deux poids deux mesures, les pommes de terre étant acceptées à Porto Rico, mais pas sur le continent américain; la majorité estimait toutefois que cette décision visait à répondre à une plus grande demande de produits alimentaires de la part de Porto Rico. Selon bon nombre de participants, la galle verruqueuse affectait surtout l'apparence des pommes de terre et certains croyaient que la valeur nutritive que ces pommes de terre pourraient offrir aux Portoricains devait primer. L'ACIA avait possiblement joué un rôle dans la réouverture partielle des marchés d'après une majorité de participants, qui considéraient que l'annonce était positive pour le Canada et les États-Unis et se voulait un pas dans la bonne direction en vue de la reprise complète du commerce de pommes de terre de l'Î.-P.-É.

Nous avons aussi demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'Anciens Combattants Canada (ACC) récemment. Spontanément, plusieurs participants ont mentionné avoir entendu dire qu'ACC avait pigé dans les rangs de Santé Î.-P.-É. pour recruter du personnel infirmier, ce qui avait entraîné d'après certains une pénurie d'infirmières dans la province, car le personnel infirmier restant n'arrivait plus à répondre aux besoins actuels des résidents de l'Î.-P.-É. Interrogés directement sur la question du personnel infirmier, de nombreux participants estimaient que l'embauche d'infirmières par ACC avait eu des répercussions négatives sur le système de santé de

la province, mais qu'elle avait été salubre pour les infirmières au bout du rouleau après près de deux années de travail en contexte de pandémie de COVID-19. Quelques-uns pensaient que bon nombre des infirmières embauchées avaient cherché activement ce changement temporaire. Au lieu de rejeter le blâme sur les infirmières, bon nombre de participants croyaient que les responsables provinciaux devaient s'efforcer de comprendre les raisons pour lesquelles le personnel infirmier quittait Santé Î.-P.-É. et de préciser les mesures que le gouvernement de la province pourrait prendre pour améliorer les conditions de travail des infirmières, dans le but de prévenir d'autres départs.

Nous avons également demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'immigration récemment, et plus particulièrement en ce qui concerne l'Î.-P.-É. Peu avaient entendu des éléments précis à ce sujet, mais de l'avis général, l'immigration avait récemment augmenté à l'Î.-P.-É. Pour certains, il s'agissait d'une évolution à la fois positive et négative qui pourrait profiter à l'économie sur certains plans, notamment en matière de main-d'œuvre, tout en créant des défis à d'autres égards, comme une demande accrue pour des habitations et une hausse des coûts de logement. Concernant l'immigration de façon plus générale, plusieurs participants se rappelaient avoir entendu parler de récents retards dans le traitement des demandes de résidence permanente ou de citoyenneté canadienne, mais peu se souvenaient de détails précis. De rares participants avaient aussi eu vent de retards dans le traitement des dossiers de regroupement familial à cause de l'« arriéré » de demandes accumulées durant la pandémie. Dans l'ensemble, la plupart des participants considéraient que le processus d'obtention de la résidence permanente ou de la citoyenneté canadienne était assez ardu pour les demandeurs.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des annonces en février

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés de la pandémie de COVID-19 et d'autres actualités nationales et internationales, voici un bref rappel des faits pour la période allant de la fin janvier jusqu'à la fin du mois de février 2022 :

- À la fin du mois de janvier
 - On dénombre 2 998 329 cas de COVID-19 au Canada et 33 373 décès associés au virus.
 - Le bilan quotidien s'établit à 13 977 cas à l'échelle du pays, en baisse de 24 % par rapport à la semaine précédente.
 - Le nombre de cas actifs de COVID-19 est de 180 492.
 - Plus de 76 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées au Canada.
- Du 1^{er} au 7 février
 - Le 1^{er} février. Le gouvernement du Canada annonce les détails du Plan d'intervention pour la gestion des pommes de terre excédentaires. Dans le cadre de ce plan, le gouvernement du Canada consacrera jusqu'à 28 millions de dollars et la province de l'Île-du-Prince-Édouard, jusqu'à 12,2 millions de dollars, au réacheminement des surplus.
 - [Groupes de discussion des parents d'enfants de moins de 12 ans habitant dans la région de Durham, en Ontario \(2 février\) et de la population générale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, au Québec \(3 février\).](#)
 - Le 3 février. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 929 000 \$ qui permettra d'offrir des services Internet haute vitesse à 528 foyers de North West River et de la Première Nation innue Sheshatshiu, à Terre-Neuve-et-Labrador. Ce financement s'inscrit dans l'initiative fédérale visant à ce que 98 % des Canadiens aient accès à Internet haute vitesse d'ici 2026.
 - Le 3 février. Le gouvernement du Canada annonce une première cohorte de 60 projets approuvés dans le cadre du Programme de technologies propres en agriculture (TPA). Doté d'une enveloppe de 17,9 millions de dollars, ce programme finance des projets qui mettront les plus récentes technologies propres à la portée des producteurs et des entreprises agricoles de partout au Canada.
 - Le 4 février. Le gouvernement du Canada annonce l'envoi immédiat de matériel militaire non létal en Ukraine, comprenant de l'équipement de protection individuelle et de transport de charge ainsi que de l'équipement de surveillance et de détection.
- Du 8 au 14 février
 - Le 8 février. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 555 777 \$ pour brancher à Internet haute vitesse 136 foyers de secteurs ruraux en périphérie de North Bay, en Ontario.
 - Le 8 février. Le gouvernement du Canada présente des modifications proposées au *Code criminel*, à la *Loi sur l'identification des criminels* et à d'autres lois fédérales pour répondre

- aux défis que pose la pandémie de COVID-19 pour les tribunaux de juridiction criminelle, et pour moderniser le système de justice pénale.
- Groupes de discussion des parents d'enfants de moins de 12 ans habitant dans des villes de taille moyenne de la Saskatchewan (8 février) et des locataires de la région de l'Okanagan, en Colombie-Britannique (9 février).
 - Le 9 février. Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 41 millions de dollars pour la réalisation de 21 projets qui donneront accès au réseau Internet haute vitesse à 5 806 foyers ruraux de l'Alberta.
 - Groupe de discussion de la population générale du Nunavut (10 février).
 - Le 10 février. Le ministre de la Santé annonce l'allocation d'un financement supplémentaire de 68,4 millions de dollars au cours de la prochaine année à des sites d'isolement volontaire dans tout le pays afin d'améliorer l'accès à des lieux d'isolement sécuritaires.
 - Le 10 février. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 800 000 \$ dans deux projets axés sur les services de soutien en santé mentale pour les Canadiens noirs.
 - Le 14 février. Le gouvernement du Canada lance le Fonds issu des produits du système de tarification fondé sur le rendement, un nouveau programme visant à soutenir les initiatives industrielles qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre (GES) et misent sur les technologies propres et les énergies vertes.
 - Le 14 février. Le gouvernement du Canada autorise la prestation d'une assistance militaire supplémentaire au gouvernement de l'Ukraine pour aider les forces de sécurité de ce pays à se défendre contre les actes d'agression croissants à son endroit. Des armes létales et des articles accessoires d'une valeur de plus de 7 millions de dollars seront remis aux forces armées de l'Ukraine.
 - Le 14 février. Le gouvernement du Canada déclare l'état d'urgence en vertu de la *Loi sur les mesures d'urgence*, pour mettre un terme aux perturbations, aux barrages frontaliers et à l'occupation du centre-ville d'Ottawa.
 - Le 14 février. Le gouvernement du Canada annonce qu'il offrira un prêt pouvant atteindre 500 millions de dollars au gouvernement de l'Ukraine en vertu de la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes* (LABWAC), en plus de l'offre de prêt de 120 millions annoncée le 21 janvier 2022.
- Du 15 au 21 février
 - Le 15 février. Le gouvernement du Canada annonce plusieurs modifications aux mesures frontalières à compter du 28 février 2022, marquant un début d'assouplissement des restrictions de voyage :
 - Les voyageurs de toute provenance qui viennent au Canada et sont considérés comme entièrement vaccinés seront sélectionnés au hasard pour le dépistage à l'arrivée.

- Les voyageurs auront la possibilité de présenter le résultat d'un test antigénique rapide de la COVID-19 ou le résultat d'un test de dépistage moléculaire pour satisfaire aux exigences préalables à l'arrivée.
- Les Conseils de santé aux voyageurs passeront du niveau de risque 3 au niveau de risque 2, ce qui signifie que le gouvernement du Canada ne recommandera plus aux Canadiens d'éviter les voyages à des fins non essentielles.
- **Groupes de discussion des étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, en Ontario (15 février), et des résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19 (16 février).**
- Le 16 février. Le gouvernement du Canada annonce une aide internationale de 19,5 millions pour quatre projets dédiés aux efforts de reconstruction en Haïti.
- **Groupe de discussion de la population générale de Winnipeg (17 février).**
- Le 17 février. Santé Canada homologue le vaccin Nuvaxovid du fabricant Novavax pour prévenir la COVID-19 chez les adultes de 18 ans et plus. Il s'agit d'un vaccin à base de protéines administré selon un régime à deux doses.
- Le 17 février. Le gouvernement du Canada annonce qu'il consacrera jusqu'à 80 millions de dollars à la direction du Réseau d'innovation pour la cybersécurité (RIC) afin de bâtir un écosystème de cybersécurité robuste au Canada.
- Le 17 février. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de près de 6,6 millions de dollars pour la réalisation de dix projets qui permettront de brancher à Internet haute vitesse plus de 2 500 foyers de secteurs ruraux de la Saskatchewan.
- Le 19 février. Le gouvernement du Canada annonce l'allocation de 20 millions de dollars sous la forme de contributions non remboursables aux entreprises d'Ottawa touchées par les manifestations et le blocus illégal.
- Du 21 au 28 février
 - Le 22 février. Le gouvernement du Canada annonce un financement de près de 98 millions de dollars au cours des quatre prochaines années pour consolider les services réglementés de garde d'enfants au Manitoba et appuyer le recrutement et le maintien en poste du personnel de garderies.
 - Le 22 février. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'un financement pouvant atteindre 182,7 millions de dollars à douze organisations bénéficiaires chargées de distribuer le Fonds d'action à la ferme pour le climat dans l'ensemble du pays.
 - **Groupes de discussion de la population générale de l'Île-du-Prince-Édouard (22 février) et des francophones de la région de Sudbury, en Ontario (23 février).**
 - Le 23 février. La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la jeunesse annonce un financement de 1,3 million de dollars destiné à trois projets qui favoriseront l'autonomisation des femmes et des filles noires partout au Canada.
 - **Groupes de discussion de la population générale du Centre-du-Québec et du sud du Québec (24 février).**

- Le 24 février. Santé Canada homologue le premier vaccin contre la COVID-19 mis au point par une société canadienne, le vaccin Covifenz de Medicago, pour prévenir la maladie chez les adultes de 18 à 64 ans.
- Le 25 février. Le gouvernement du Canada annonce que le Canada versera une somme égale aux dons effectués par des Canadiens à la Croix-Rouge canadienne du 24 février 2022 au 18 mars 2022, jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars.
- [Groupe de discussion des Autochtones habitant dans des réserves en Saskatchewan et au Manitoba \(28 février\)](#).
- Le 28 février. Le gouvernement du Canada annonce une aide militaire supplémentaire de 25 millions de dollars pour aider l'Ukraine à maintenir sa souveraineté et son intégrité territoriale.
- Le 28 février. Le gouvernement du Canada annonce qu'il interdira les importations de pétrole brut de la Russie.
- Le 28 février. Le bilan des cas de COVID-19 au Canada s'établit à 3 288 006, et le nombre de décès attribuables au virus, à 36 099. Plus de 81 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 ont été administrées au pays à ce jour.
 - On constate une tendance à la baisse du nombre de cas, qui passe à 5 663 pour la dernière période de sept jours du mois de février (du 23 février au 1^{er} mars). Il s'agit d'une diminution de 5 % par rapport à la semaine précédente.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Dans tous les groupes, les nouvelles du gouvernement fédéral les plus couramment mentionnées ont eu trait à la pandémie de COVID-19, en particulier aux manifestations des « convois de camionneurs » ainsi qu'à la récente invasion de l'Ukraine par la Russie.

En ce qui concerne la pandémie, même s'il y a eu quelques commentaires sur les vaccins, les mesures obligatoires et les plus récents changements apportés aux restrictions de voyage, l'enjeu sur toutes les lèvres était celui des convois de camionneurs venus manifester à Ottawa et à différents postes frontaliers du pays. La nouvelle a été citée dans tous les groupes, avec une fréquence accrue au fil des semaines (alors que les manifestations continuaient). Dans les groupes tenus vers la fin février, la plupart des participants se rappelaient avoir suivi la mise en œuvre (puis le retrait) de la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral. Plusieurs avaient aussi entendu parler d'aspects précis de la Loi et de son application, notamment le fait qu'elle permettait à la police de geler temporairement les comptes bancaires de certains manifestants ou bailleurs de fonds qui soutenaient la cause.

Toujours au sujet de la pandémie, certains participants du groupe du Nunavut ont dit avoir entendu parler d'un soutien fédéral récent apporté à leur région, comprenant la prestation d'une aide financière et le déploiement de personnel médical venant de l'extérieur du territoire.

Parmi d'autres enjeux sur la scène nationale, quelques participants ont mentionné la décision prise par la Banque du Canada de ne pas augmenter les taux d'intérêt pour l'instant, de même que les inquiétudes face à l'inflation et à la montée en flèche des prix du pétrole et du gaz dans maintes régions du pays. Au Nunavut, les participants étaient au courant de l'entente récente conclue entre les gouvernements territorial et fédéral sur la création de services de garde d'enfants abordables ainsi que des efforts en cours pour régler les problèmes d'eau potable à Iqaluit. Ils se rappelaient avoir vu de nombreux avions fédéraux faire des livraisons d'eau potable dans leur communauté. Ils avaient également vu des membres des Forces armées canadiennes (FAC) et d'autres agents fédéraux fournir une assistance sur les lieux pour corriger le problème.

Sur la scène internationale, les tensions croissantes entre la Russie et l'Ukraine ont été signalées dans de nombreux groupes, en particulier ceux qui se sont réunis vers la fin du mois, soit juste avant ou tout de suite après l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022. Les participants ont évoqué diverses nouvelles, mesures et annonces concernant la réponse du gouvernement du Canada à cet événement, entre autres :

- La prestation d'une aide financière et de fournitures militaires à l'Ukraine;
- Le déploiement de troupes des Forces armées canadiennes (FAC) en Europe de l'Est;
- L'imposition de sanctions contre des personnalités et des entités russes;
- La fermeture de l'espace aérien canadien aux avions russes.

Manifestations des convois (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Les manifestations des convois de camionneurs, qui ont pris de l'ampleur tout au long de février, ont fait l'objet de discussions dans dix groupes (énumérés ci-dessus). Dans les groupes tenus au début du mois, nous avons tout d'abord demandé aux participants s'ils savaient que le gouvernement du Canada avait supprimé l'exemption des exigences frontalières accordée à certaines catégories de voyageurs entrant au pays, notamment aux camionneurs. Peu le savaient. Lorsque nous leur avons précisé que, depuis le 15 janvier 2022, les camionneurs canadiens non vaccinés qui reviennent au pays doivent respecter les exigences de dépistage avant l'entrée, à l'arrivée et au huitième jour ainsi que l'exigence de quarantaine, plusieurs se sont souvenus de ce changement et de son lien avec les manifestations. Certains avaient entendu dire que les camionneurs non vaccinés devaient désormais se limiter à des trajets intérieurs, et plusieurs autres ont évoqué les problèmes de chaîne d'approvisionnement que ces règles risquaient de poser. Les participants de l'Okanagan étaient

particulièrement sensibilisés aux problèmes d’approvisionnement, plusieurs indiquant avoir été aux prises avec des difficultés de ce type après les inondations extrêmes survenues dans la province en novembre 2021. Quelques personnes pensaient tout de même que l’impact potentiel de cet enjeu avait été fortement exagéré, puisqu’il leur semblait que la grande majorité des camionneurs étaient pleinement vaccinés et ne seraient donc pas touchés par le retrait de l’exemption.

Dans les groupes tenus plus tard dans le mois, une fois les convois bien campés à Ottawa et à plusieurs postes frontaliers canado-américains, les participants ont pu rapporter davantage de détails entendus aux nouvelles :

- Le fait que des gens des quatre coins du pays se joignaient aux manifestants, avec pour principal objectif de mettre fin aux obligations liées à la COVID-19 et aux restrictions imposées aux personnes qui choisissent de ne pas se faire vacciner;
- Le blocage et la fermeture de nombreuses voies publiques à Ottawa, empêchant le personnel des services d’urgence et les travailleurs essentiels de faire leur travail;
- Les barrages à plusieurs postes frontaliers entre le Canada et les États-Unis qui interrompaient la livraison de biens essentiels au Canada et menaçaient les moyens de subsistance dans des secteurs comme l’industrie automobile, qui dépendent du commerce transfrontalier rapide de pièces et de matériaux;
- La consigne donnée aux médecins, aux infirmiers et aux autres travailleurs de la santé d’Ottawa de ne pas porter leur tenue de travail en public pour éviter d’être harcelés par les manifestants;
- Le cas de résidents d’Ottawa qui ont été accostés ou harcelés par des protestataires parce qu’ils portaient un masque en vaquant à leurs occupations;
- Les perturbations liées au bruit endurées par les résidents d’Ottawa, surtout à cause des klaxonnements incessants;
- La présence de symboles perturbants, dont le symbole nazi et le drapeau confédéré, sur certains lieux de manifestation;
- Les difficultés rencontrées par les forces de l’ordre pour déloger les manifestants.

Invités à se prononcer sur la situation, les participants ont exprimé différents points de vue. Dans l’ensemble, ils étaient plus nombreux à s’opposer aux manifestations qu’à y être favorables étant donné les problèmes signalés plus haut, mais beaucoup comprenaient la frustration des protestataires à l’égard des mesures de santé publique toujours en vigueur. Même s’ils n’étaient pas toujours d’accord avec les méthodes utilisées, certains appuyaient les manifestants dans leur démarche réclamant la fin des mesures relatives à la COVID-19 et des mandats de vaccination, qui se faisait attendre depuis trop longtemps, leur semblait-il. À noter que cette variété de points de vue était présente dans tous les groupes.

Les participants plus critiques des manifestations trouvaient qu’elles s’éternisaient, en particulier celles du centre-ville d’Ottawa. Beaucoup déploraient les torts causés aux résidents ottavien : le bruit, les rues bloquées, le harcèlement, l’anxiété et l’atteinte au droit de mener une vie paisible. De l’avis général, les agissements des protestataires étaient injustes et risquaient de nuire au bien-être physique

et mental des gens habitant près de la Colline du Parlement. Plusieurs participants croyaient aussi que les manifestations avaient perdu de leur sens au fil des semaines et qu'elles n'avaient plus grand-chose à voir avec l'élimination des restrictions, puisque de nombreuses mesures sanitaires avaient été levées ou le seraient bientôt un peu partout au pays. D'autres ont évoqué le risque de violence ou d'activité criminelle lié à ce mouvement, certains faisant référence à la saisie par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) d'une cache d'armes au site de manifestation de Coutts, en Alberta.

Les participants plus solidaires des manifestants et de leurs visées ont souligné le caractère essentiellement pacifique de la démarche et rappelé que ces personnes avaient le droit d'exprimer leur opinion publiquement. Même si certains hésitaient à cautionner les perturbations engendrées, la plupart considéraient comme justifié l'objectif de mettre fin aux obligations liées à la COVID-19 et l'appuyaient eux aussi. Quelques-uns ont parlé avec enthousiasme des Canadiens qui défendent leurs droits et leurs libertés et exprimé avec ferveur leur soutien à la cause. Un petit nombre de participants trouvaient par ailleurs que la couverture médiatique des événements avait montré « un seul côté de l'histoire » et donné une image surtout négative des manifestations.

Outre les opinions franchement pour ou contre les manifestations, il y a eu quelques réactions ambivalentes. Certains participants croyaient que la liberté de réunion pacifique doit être protégée et maintenue, mais s'inquiétaient aussi de l'impact des protestations sur les résidents d'Ottawa et d'ailleurs. Quelques sympathisants de la première heure trouvaient que la situation avait dérapé et que les manifestants faisaient « fausse route ». De façon plus générale, il a été souligné que la pandémie avait semé la discorde sur plusieurs fronts et que certains Canadiens peinaient à trouver un terrain d'entente avec leurs concitoyens, ce qui accentuait l'intensité des manifestations.

Réponse du gouvernement du Canada et *Loi sur les mesures d'urgence* (résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Les cinq groupes susmentionnés ont également discuté de la réponse du gouvernement fédéral aux manifestations, en particulier sa déclaration d'état d'urgence et son adoption subséquente de la *Loi sur les mesures d'urgence* le 14 février 2022. Les cinq rencontres ont eu lieu après cette date.

Presque tous les participants de ces groupes se rappelaient avoir entendu quelque chose au sujet de cette mesure législative. Beaucoup ont mentionné un aspect de la Loi qui permettait aux forces de l'ordre de geler temporairement les comptes bancaires de certains individus prenant part aux manifestations ou à leur financement. Certains s'attendaient à ce que ces pouvoirs accrus aident à mettre fin aux barrages, alors que d'autres, moins nombreux, craignaient qu'ils entraînent de nouveaux conflits ou un risque de violence en attisant les tensions entre les protestataires et les forces policières.

Si la mise en œuvre de la *Loi sur les mesures d'urgence* paraissait une étape nécessaire à quelques participants inquiets des perturbations liées aux manifestations et à leur durée apparemment sans fin, la plupart trouvaient nettement excessive cette intervention du gouvernement fédéral qui limitait le droit des gens à manifester pacifiquement. L'examen des points de vue en fonction de la région révèle

que la majorité des participants d'Edmonton et de Winnipeg contestaient la décision de recourir à la *Loi sur les mesures d'urgence*, tandis que ceux de la région de Sudbury, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Centre-du-Québec et du sud du Québec étaient à peu près également partagés sur le caractère approprié de cette mesure.

En général, les participants qui appuyaient le recours à la *Loi sur les mesures d'urgence* par le gouvernement fédéral jugeaient cette mesure nécessaire pour dégager les rues d'Ottawa puisque le Service de police d'Ottawa (SPO) ne maîtrisait plus la situation. D'après beaucoup, c'était également le moyen le plus expéditif de venir à bout des manifestations à de nombreux postes frontaliers, afin de permettre au transport routier de reprendre. Quelques-uns estimaient que l'invocation de la *Loi sur les mesures d'urgence* était la seule solution réaliste pour mettre un terme aux rassemblements, qui autrement prendraient encore plus d'ampleur, et que négocier avec les protestataires ne mènerait sans doute à rien. D'autres, préoccupés par la nouvelle que des fonds étrangers alimentaient les convois, voyaient dans la *Loi sur les mesures d'urgence* un moyen efficace d'empêcher ce type de dons. Quelques autres ont tenu à préciser que, nonobstant le caractère approprié de la Loi, la situation actuelle aurait pu être évitée si les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral étaient intervenus dès le début pour mettre un frein aux manifestations.

Parmi ceux qui trouvaient la réaction du gouvernement fédéral disproportionnée, beaucoup pensaient qu'il aurait pu envisager d'autres moyens avant d'invoquer la *Loi sur les mesures d'urgence*. Aux yeux de la plupart de ces participants, les manifestations étaient légales et paisibles dans la majorité des cas, et ne constituaient pas une urgence d'ordre public. Plusieurs trouvaient fort alarmant que des protestataires et leurs sympathisants aient vu leurs comptes bancaires gelés et que les forces de l'ordre disposent de tels pouvoirs. Quelques-uns ont exprimé un manque de confiance croissant envers le gouvernement fédéral, à qui ils reprochaient de limiter le droit de manifestation pacifique des Canadiens; ils craignaient également que la *Loi sur les mesures d'urgence* soit volontiers utilisée à l'avenir pour faire taire la dissidence publique.

Nous avons demandé aux participants comment le gouvernement du Canada aurait dû réagir, d'après eux. Ceux qui étaient contre l'utilisation de la *Loi sur les mesures d'urgence* ont répondu que les responsables fédéraux auraient dû tâcher d'établir un dialogue avec les protestataires et écouter leurs griefs. Quelques-uns croyaient qu'au lieu de les condamner, le gouvernement fédéral aurait dû donner suite à leurs revendications en supprimant toutes ses exigences liées à la COVID-19. Tel était selon eux le moyen le plus prudent d'aplanir les tensions et de tourner la page de la pandémie. Peu importe leur opinion des manifestations et du recours à la *Loi sur les mesures d'urgence*, de nombreux participants ont noté que le gouvernement fédéral aurait dû intervenir beaucoup plus tôt et que son inaction était le principal facteur qui avait permis au mouvement de prendre autant d'ampleur.

Deux groupes tenus après l'arrêt des manifestations et l'abrogation de la *Loi sur les mesures d'urgence* le 23 février 2022 (celui de la région de Sudbury et celui du Centre-du-Québec et du sud du Québec) ont répondu à une question supplémentaire au sujet de cette décision. Bien que la plupart des participants se réjouissaient du retrait des mesures d'urgence, ils ont tiré des conclusions très différentes sur ce que cela signifiait. L'abrogation de la Loi semblait une décision raisonnable à certains, qui voyaient là un signe de bonne foi de la part du gouvernement fédéral et la preuve que

cette mesure avait fonctionné comme prévu. Selon d'autres, son retrait rapide montrait au contraire qu'elle n'aurait jamais dû être adoptée et que le gouvernement du Canada avait tout bonnement fait marche arrière sur sa décision initiale. Aucun participant ne souhaitait que la *Loi sur les mesures d'urgence* reste en vigueur plus longtemps.

Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont discuté d'un large éventail d'enjeux liés à la pandémie ainsi que des mesures que le gouvernement du Canada continuait de prendre pour la combattre. Ces conversations ont porté sur la performance fédérale depuis le début de la crise, les mesures de santé publique en vigueur, la vaccination des enfants et la campagne en marche pour encourager les Canadiens à aller recevoir leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19, ou « dose de rappel ».

Évaluation de la gestion de la pandémie (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, résidents du Nunavut, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Pour débiter, nous avons demandé aux participants ce que le gouvernement du Canada avait fait de bien dans sa gestion de la pandémie. La question a reçu quantité de réponses, résumées ci-après :

- La mise en œuvre des mesures de santé publique et les encouragements constants à l'égard de pratiques comme la distanciation sociale, le port du masque et le lavage fréquent des mains. De l'avis général, le gouvernement du Canada avait toujours suivi une approche « fondée sur la science » dans sa gestion de la pandémie. En ce qui concerne ses efforts pour surveiller et contenir la transmission de la COVID-19, certains participants ont mentionné l'achat et la distribution rapides de tests PCR dans les premiers mois de la crise sanitaire;
- Les communications et les mises à jour régulières de la part des représentants fédéraux et des responsables de la santé publique. Les participants trouvaient généralement que le gouvernement du Canada avait réussi à tenir la population informée tout au long de cette période, surtout dans le contexte d'incertitude des premières vagues du virus;
- La restriction des déplacements non essentiels au début de la pandémie, la suspension des vols en provenance des « points chauds » de la COVID-19 dans le contexte de poussées de transmission, et l'adaptation des mesures appliquées aux voyageurs internationaux selon les besoins. Certains estimaient que le gouvernement fédéral avait fait un assez bon travail, dans l'ensemble, sur le plan de la mise en œuvre de ses politiques liées aux voyages;

- Les soutiens financiers tels que la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL) et les initiatives plus récentes comme la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (PCTCC). De l'avis de plusieurs, le gouvernement fédéral avait agi rapidement pour venir en aide aux personnes en difficulté financière durant les premiers mois de la pandémie et continué de soutenir les Canadiens par la suite. Même ceux qui tenaient la PCU en partie responsable de certains problèmes comme la hausse de l'inflation reconnaissent que cette aide avait été d'un énorme secours aux gens;
- Une distribution efficace et à grande échelle des vaccins contre la COVID-19, en particulier lors de la première campagne de vaccination. Certains participants considéraient que le Canada avait fait figure de chef de file mondial par son déploiement des doses aux quatre coins du pays de façon ordonnée et accessible, avec pour résultante un taux de prise vaccinale exceptionnellement élevé au sein de la population;
- L'envoi d'aliments aux collectivités du Nord. Sans le citer nommément, plusieurs participants du Nunavut ont parlé du programme Nutrition Nord Canada et de la collaboration entre le gouvernement du Canada et certains groupes autochtones pour assurer la sécurité alimentaire des communautés éloignées ou isolées.

De façon plus générale, bon nombre de participants estimaient que le gouvernement du Canada avait su composer avec le caractère imprévisible et inusité de la situation. Certains croyaient qu'à l'heure des bilans, beaucoup de gens en arriveraient à la conclusion qu'il avait fait du bon travail pour gérer le virus et s'adapter à sa constante évolution.

Invités à dire dans quels domaines la réponse du gouvernement du Canada aurait pu être meilleure, les participants ont mentionné différents aspects qui leur paraissaient constituer des lacunes :

- Le manque de transparence ou d'explications quant aux raisons scientifiques qui justifient le maintien des mesures obligatoires et des exigences en matière de santé publique. Aux yeux de certains, par exemple, la preuve vaccinale requise pour les vols intérieurs et internationaux n'avait plus de sens à ce stade de la pandémie, sachant que le virus peut être transmis aussi bien par des personnes vaccinées que non vaccinées;
- Le manque de critères et d'objectifs clairs pour « tourner la page » de la pandémie et retrouver un semblant de normalité. Certains ont fait valoir que les responsables provinciaux et fédéraux de la santé publique avaient présenté les vaccins comme le meilleur moyen d'en finir avec les mesures sanitaires et qu'ils étaient déçus de constater qu'en dépit d'un taux de vaccination élevé au pays, nombre d'entre elles s'appliquaient toujours. Plusieurs s'inquiétaient que ces contraintes durent indéfiniment;
- Le caractère tardif de la fermeture des frontières internationales et de l'interdiction des déplacements non essentiels, surtout au début de la pandémie. Certains estimaient que le gouvernement fédéral s'était montré réactif, plutôt que proactif dans sa mise en œuvre des restrictions relatives aux voyages internationaux pour tenter de freiner la propagation du virus. Quelques personnes croyaient qu'il aurait fallu réduire le nombre de voyageurs qui

entrent au Canada, notamment en encadrant de façon plus serrée les déplacements internationaux non essentiels;

- La lenteur de l'approvisionnement en vaccins contre la COVID-19 après leur mise au point et leur homologation à la fin de 2020 et au début de 2021. Même si de nombreux participants ont vanté le déploiement des vaccins par le gouvernement fédéral, certains ont noté que les Canadiens avaient dû attendre plusieurs mois de plus que leurs homologues d'autres pays, les États-Unis par exemple, avant de recevoir leur première dose. Ils attribuaient ce délai à la faiblesse des stocks et à l'incapacité de fabriquer des vaccins localement;
- Une capacité restreinte en matière de tests PCR, exacerbée par la récente vague Omicron. Alors que l'achat et la distribution de ces tests par le gouvernement fédéral au début de la pandémie étaient vus comme un point fort, beaucoup ont témoigné de leur difficulté à se faire tester durant la récente hausse des cas provoquée par le variant Omicron. Selon eux, le gouvernement fédéral aurait dû se procurer un plus grand nombre de trousseaux de dépistage et veiller à ce que les provinces et les territoires soient en mesure d'accroître leur capacité de dépistage en réponse à la demande;
- Une gestion de la PCU et d'autres prestations jugée inefficace. Un certain nombre de participants s'irritaient du manque de surveillance exercée sur la distribution des soutiens financiers tout au long de la pandémie, ce qui avait permis à des particuliers de profiter de ces aides sans y avoir droit. Quelques-uns pensaient aussi qu'il aurait fallu mieux expliquer aux Canadiens, et surtout aux aînés, les conséquences associées à ces prestations. Ils avaient notamment entendu parler d'aînés qui n'étaient plus admissibles à d'autres aides à cause des revenus imposables supplémentaires touchés au titre de la PCU;
- Enfin, un petit nombre de participants croyaient nécessaire d'en faire plus pour aider financièrement les personnes atteintes de la « COVID longue » et incapables de reprendre leur emploi.

Une question supplémentaire posée aux participants de l'Île-du-Prince-Édouard visait à savoir si le gouvernement du Canada s'était montré attentif aux besoins des résidents de la province durant la pandémie. La plupart pensaient qu'il avait géré la pandémie de manière assez uniforme et que l'Île-du-Prince-Édouard n'avait été ni mieux ni moins bien traitée que d'autres régions du pays. Un petit nombre de répondants se sont dits frustrés que les mesures de santé publique soient maintenues chez eux alors qu'elles étaient levées ailleurs, en Alberta par exemple, mais ont admis que la décision était principalement du ressort provincial.

Nous avons demandé aux participants de tous les groupes si la gestion de la pandémie par le gouvernement fédéral leur semblait meilleure, moins bonne ou sensiblement la même à l'heure actuelle qu'aux premiers jours. Leurs opinions ont varié, mais beaucoup ont signalé une baisse de performance, surtout dans les groupes de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec et de l'Okanagan. Les points de vue étaient plus partagés à Sudbury, tandis qu'à Edmonton la plupart croyaient que le travail du gouvernement fédéral était demeuré à peu près égal. De leur côté, la majorité des participants du Nunavut ont noté une amélioration durant cette période.

Chez les participants qui avaient constaté des progrès dans la performance du gouvernement fédéral depuis le début de la pandémie, le sentiment général était que les décideurs avaient acquis une meilleure compréhension de la COVID-19, ce qui rendait leur gestion plus efficace. Plusieurs d'entre eux ont évoqué le caractère chaotique et mal assuré de la réponse initiale à la crise, tout en reconnaissant que le gouvernement fédéral avait affronté du mieux qu'il le pouvait une situation extrêmement difficile et sans précédent.

Parmi ceux qui pensaient que la gestion de la pandémie s'était détériorée, beaucoup ont mentionné le manque de direction de l'approche fédérale actuelle, surtout entourant la levée des restrictions (parfois confondues avec des mesures provinciales ou territoriales). En particulier, certains participants trouvaient que les responsables avaient été avares de directives durant la vague Omicron et que le gouvernement fédéral tardait souvent à réagir aux situations nouvelles, par exemple la découverte de variants préoccupants. À cet égard, beaucoup auraient souhaité un mode de gestion plus proactif. Plusieurs trouvaient aussi que les messages fédéraux diffusés ces derniers temps étaient assez négatifs alors qu'il faudrait plutôt rassurer les Canadiens et saluer leurs efforts des deux dernières années pour contenir le virus. D'autres pensaient que le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle accru dans la réponse mondiale contre la COVID-19 en donnant plus de doses aux pays en développement peu vaccinés. De nombreux participants pensaient également qu'il devrait s'attaquer aux conséquences de la pandémie et des mesures qui y sont associées sur la santé mentale. C'était selon eux un problème de plus en plus préoccupant, susceptible de causer plus de tort aux Canadiens que le virus lui-même. Plusieurs estimaient que pour y remédier, le gouvernement du Canada devrait s'attacher à lever les mesures obligatoires et les exigences de santé publique chaque fois que possible (à nouveau, la source des mesures a parfois prêté à confusion). D'autres croyaient que par la même occasion, cela permettrait d'apaiser les divisions dues aux récentes manifestations à Ottawa et ailleurs au pays.

Chez ceux qui croyaient que la performance du gouvernement du Canada s'était maintenue sensiblement au même niveau tout au long de la pandémie, l'opinion générale était que le gouvernement s'en était tiré dans l'ensemble bien malgré quelques faux pas et qu'il avait tâché de suivre la science et de s'adapter aux nouvelles données et connaissances disponibles.

Mesures de santé publique et prévisions relatives à la COVID-19 (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, résidents du Nunavut, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg, résidents de l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec, Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)

Les groupes énumérés ci-dessus ont discuté des mesures de santé publique en place dans leur région et fait part de leurs prévisions concernant l'évolution de la pandémie.

Pour commencer, nous avons demandé aux participants de nous résumer en un mot ou une phrase ce qu'ils pensaient des restrictions relatives à la COVID-19 dans leur région. L'exercice a suscité toutes sortes de réponses, presque aussi souvent positives que négatives, ainsi qu'un nombre important d'opinions exprimant de l'ambivalence et de l'incertitude à l'égard des mesures de santé publique.

Bien que la plupart des groupes renfermaient une diversité de points de vue, la balance penchait fortement du côté négatif dans ceux de l'Okanagan, du Centre-du-Québec et du sud du Québec.

Les participants qui envisageaient les restrictions sous un jour plus positif ont utilisé des termes comme « satisfait », « suffisant », « content », « acceptable » et « juste ». Les restrictions actuelles leur semblaient être un mal nécessaire à court terme en réponse à la hausse des cas amenée par la vague Omicron. Plusieurs d'entre eux croyaient également que certaines pratiques – la distanciation sociale et le port du masque, par exemple – devraient sans doute se poursuivre même une fois d'autres restrictions levées. Même si peu de gens souhaitaient un resserrement des mesures de santé publique dans leur région, certains participants de provinces comme l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba s'inquiétaient de l'échéancier, très court à leurs yeux, annoncé récemment pour la levée des règles sanitaires dans leurs régions respectives.

Les participants plus réfractaires aux mesures en vigueur ont usé de termes comme « incessant », « limité », « excessif », « en colère » et « absurde » pour présenter leur opinion. Quelques-uns remettaient en question la pertinence ou l'efficacité des mesures, et de nombreux autres les croyaient tout simplement inutiles désormais, vu la transmissibilité accrue du variant Omicron, son caractère jugé bénin et le taux de vaccination relativement élevé des Canadiens. Certains craignaient également que les restrictions s'éternisent ou reviennent périodiquement, surtout dans des provinces comme l'Ontario et le Québec, où les confinements, les fermetures temporaires d'entreprises et les restrictions de capacité avaient refait leur apparition en décembre 2021 après l'émergence du variant Omicron. Même si plusieurs provinces et territoires avaient annoncé la levée de nombreuses mesures de santé publique au cours du mois de février, certains participants croyaient que ce n'était qu'une question de temps avant qu'un autre variant préoccupant soit détecté et qu'on rétablisse les restrictions.

Ceux qui étaient plus ambivalents ou indécis ont eu recours à des termes comme « fatigué », « incohérent » ou « confusion ». Certains ont confié leur lassitude face aux mesures de santé publique et leur impact sur la vie quotidienne, même s'ils continuaient de les suivre et de les trouver nécessaires. Quelques-uns ont indiqué qu'à plusieurs reprises au cours de la pandémie, les responsables provinciaux ou territoriaux de la santé publique avaient été trop prompts à supprimer des restrictions locales pour ensuite les rétablir, et que tout cela manquait de cohérence. D'autres ont mentionné que le caractère variable des restrictions sanitaires en vigueur dans différents pays ou régions portait à confusion, et notamment les règles encadrant les voyages internationaux, qui avaient fréquemment changé ces derniers mois.

La question de savoir s'il fallait alléger les restrictions locales a également suscité des avis divergents. Une majorité de participants estimaient que la plupart des exigences devraient être abolies d'ici peu, mais un nombre non négligeable préconisaient leur retrait graduel, ou leur maintien dans l'immédiat.

Beaucoup croyaient qu'étant donné le risque plus faible associé aux variants récents comme Omicron, il était temps de lever les restrictions, notamment dans l'intérêt des particuliers et des entreprises touchés financièrement par la pandémie. Plusieurs autres pensaient que le retrait des restrictions était également important dans une optique sociétale, car il s'agissait d'une pomme de discorde entre les Canadiens, surtout dans la foulée des manifestations liées aux convois. Quelques participants du groupe d'Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba souhaitaient les voir abolies et pensaient

que des dirigeants autochtones, plutôt que des responsables fédéraux ou provinciaux, devraient déterminer les exigences appropriées pour leurs communautés, le cas échéant. Plusieurs autres étaient favorables à l'élimination des restrictions dans un avenir assez rapproché, pour autant que l'on procède de manière graduelle, et non tout d'un coup. De plus, quelques-uns estimaient que les exigences en matière de preuve de vaccination, en particulier, devraient rester en place pour le moment, afin d'encourager plus de Canadiens à se faire vacciner.

Un nombre restreint de participants étaient contre la levée des restrictions dans la conjoncture actuelle, car ils croyaient que cela poserait des risques pour les groupes vulnérables, par exemple les aînés, les personnes immunodéprimées et les jeunes enfants. Tout en reconnaissant l'impact négatif et les inconvénients des restrictions sanitaires, ces participants avaient tendance à les juger nécessaires à court terme pour assurer la sécurité des Canadiens.

Sur le plan régional, les participants du groupe de l'Okanagan et du groupe de Hamilton et de Niagara étaient unanimes à vouloir que les restrictions prennent fin, et la plupart de leurs pairs des groupes de Sudbury et du Québec abondaient dans leur sens. En revanche, les groupes de Winnipeg et d'Edmonton étaient plus divisés sur cette question. Seul le groupe du Nunavut souhaitait que les mesures de santé publique continuent d'être appliquées dans leur région, plusieurs participants étant particulièrement préoccupés par le retour en classe des enfants depuis la fin janvier 2022.

De l'avis de la plupart, les pires jours de la pandémie étaient révolus, étant donné la faible gravité présumée d'Omicron, le fort taux de vaccination de la population canadienne et l'immunité naturelle au virus que beaucoup de gens avaient sans doute acquise avec la dernière vague de cas. Un petit nombre de participants étaient moins optimistes et croyaient toujours possible que des variants plus virulents fassent leur apparition. À ce sujet, quelques-uns ont mentionné le variant BA.2 découvert notamment au Danemark et au Royaume-Uni. Invités à dire si la COVID-19 poserait toujours problème dans un an, presque tous les participants ont dit s'attendre à ce que le virus continue de circuler sous une forme ou une autre pendant de nombreuses années, mais la plupart pensaient aussi qu'il passerait à l'arrière-plan et deviendrait endémique, comme la grippe et d'autres virus saisonniers. Beaucoup croyaient qu'en toute probabilité, un rappel annuel du vaccin contre la COVID-19 serait nécessaire à l'avenir et que le bilan des cas augmenterait régulièrement au cours de l'automne et de l'hiver, quand plus de gens se réunissent à l'intérieur, créant des conditions propices à la transmission.

Nous avons posé une question supplémentaire aux groupes de Winnipeg, de Sudbury, du Centre-du-Québec et du sud du Québec ainsi qu'au groupe composé d'Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba, sur l'efficacité des mesures de santé publique. Ils devaient nous dire s'ils croyaient que le lavage des mains, l'éloignement physique et le port du masque, entre autres, avaient permis de ralentir la propagation de la COVID-19. Beaucoup pensaient que oui, surtout aux premiers stades de la pandémie, mais d'autres étaient plus sceptiques en raison des avis changeants des responsables de la santé publique relativement à ce qui fonctionne et à ce qui ne fonctionne pas. Ils ont cité le cas des masques en guise d'exemple, en faisant remarquer que l'opinion voulait maintenant que seuls les masques de type N95 empêchent réellement de transmettre ou de contracter le virus. Fait frappant, un nombre considérable de participants ont dit redouter davantage les conséquences négatives de ces mesures, soit l'isolement et ses effets sur le bien-être mental des Canadiens – en particulier les aînés et

les jeunes – ainsi que les répercussions financières des fermetures temporaires d’entreprises et des restrictions de capacité. Un certain nombre de participants vivant dans une réserve au Manitoba ou en Saskatchewan pensaient que l’isolement social entraîné par la pandémie avait exacerbé les problèmes de consommation de substances dans leurs communautés.

Le groupe de Winnipeg s’est aussi vu poser une question supplémentaire concernant l’incidence de la pandémie et des mesures de santé publique sur le centre-ville et les petites entreprises. Tous les participants s’entendaient pour dire que la pandémie avait fait du mal aux entreprises locales et que la majorité des commerces centraux avaient été durement touchés, dans bien des cas au point de devoir fermer pour de bon. Tout en reconnaissant l’utilité des aides fédérales à cet égard, beaucoup les croyaient insuffisantes, la plupart du temps, pour permettre aux entreprises de surmonter les difficultés financières causées par la pandémie.

Vaccination des enfants contre la COVID-19 (parents d’enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, parents d’enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)

Trois groupes ont répondu à une série de questions sur le vaccin contre la COVID-19 destiné aux enfants de 5 à 11 ans. Deux d’entre eux comptaient exclusivement des parents de jeunes enfants. Dans le troisième groupe, composé d’Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba, la moitié des participants avaient des enfants appartenant à cette tranche d’âge.

Les participants qui ont indiqué avoir déjà fait vacciner leurs enfants étaient moins nombreux que ceux qui avaient choisi d’attendre. Dans bien des cas, les premiers avaient fait la démarche dans le but de protéger leurs enfants contre la COVID-19 et d’offrir une sécurité supplémentaire à leurs proches plus à risque, comme les grands-parents. Certains ont également mentionné que cette décision était un moyen de poursuivre le plus normalement possible les activités quotidiennes, par exemple assister à des événements ou emmener les enfants au restaurant. Seuls quelques participants avaient eu une discussion approfondie avec leurs enfants au sujet de la vaccination avant de prendre leur décision. Un nombre assez faible d’entre eux avaient consulté un professionnel de la santé en qui ils avaient confiance, tel un médecin de famille ou quelqu’un de leur entourage travaillant dans le milieu des soins, pour les rassurer quant à l’innocuité du vaccin.

Parmi ceux qui n’avaient pas fait vacciner leurs enfants, peu y étaient réfractaires par principe ou parce qu’ils étaient contre les vaccins en général. En revanche, beaucoup avaient des préoccupations quant aux effets secondaires possibles du vaccin contre la COVID-19, compte tenu de sa période d’utilisation relativement courte et de l’absence de garanties données par les experts médicaux sur ses conséquences à long terme. Certains croyaient également que le virus posait peu de danger pour les jeunes enfants, et c’était le principal facteur qui les avait décidés à s’abstenir de prendre rendez-vous pour l’instant. Certains ont raconté qu’ils avaient récemment contracté la COVID-19 et s’en étaient rapidement remis, d’où leur impression que l’impact général du virus serait sans doute minime si leurs enfants l’attrapait. Un petit nombre de participants ont exprimé leur opposition aux « tactiques coercitives » visant à faire vacciner les enfants, par exemple l’exigence de produire une preuve

vaccinale et la vaccination obligatoire imposées par les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral. Ces tactiques avaient pesé dans leur décision d'attendre.

Nous avons posé une question supplémentaire au groupe de participants autochtones pour savoir s'ils considéraient comme une bonne ou une mauvaise chose l'approbation du vaccin contre la COVID-19 pour les enfants. Beaucoup étaient ambivalents ou incertains à ce sujet. Certains s'interrogeaient sur les raisons pour lesquelles le vaccin pédiatrique faisait l'objet d'une telle promotion, un point qui éveillait leur méfiance. D'autres ont réitéré leurs inquiétudes concernant les effets secondaires possibles du vaccin chez les enfants, surtout en cas de réactions allergiques, et se demandaient s'il fallait le recommander à tous les enfants ou seulement à ceux dont le système immunitaire fragile les rend plus vulnérables face au virus.

Dose de rappel du vaccin contre la COVID-19 (résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec, Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)

À la question de savoir s'ils avaient reçu leur troisième dose du vaccin contre la COVID-19, aussi appelée « dose de rappel », les participants ont donné des réponses qui variaient notamment selon la région. Ceux de Winnipeg ainsi que du Centre-du-Québec et du sud du Québec se l'étaient pour la plupart déjà procurée, contrairement à bon nombre de leurs pairs d'Edmonton et de Sudbury. De rares participants autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba étaient dans ce cas.

Presque tous ceux qui avaient reçu leur troisième dose ont expliqué qu'ils voulaient se protéger ainsi que mettre à l'abri leur famille, leurs amis et d'autres personnes peut-être vulnérables avec lesquelles ils entraient en contact. Quelques-uns étaient partis en vacances récemment ou comptaient voyager à l'étranger dans un proche avenir et souhaitaient prendre toutes les précautions possibles. Par ailleurs, plusieurs ont précisé qu'ils avaient demandé la dose de rappel après avoir entendu la recommandation des responsables de la santé publique et de médecins en ce sens, décidant de s'en remettre à leur expertise en la matière.

Chez ceux qui n'avaient pas encore pris rendez-vous, le principal facteur expliquant ce choix était leurs doutes quant à l'efficacité du vaccin et au fait qu'il puisse réellement leur éviter de contracter ou de transmettre la COVID-19. Plusieurs participants ont précisé qu'ils avaient reçu leurs premières doses, mais que la récente vague d'Omicron, accompagnée d'une hausse fulgurante de la transmission tant chez les vaccinés que les non-vaccinés, leur ôtait l'envie de recevoir une troisième injection dont ils doutaient qu'elle ait beaucoup d'effets. Quelques-uns ont également mentionné le ras-le-bol général lié à la pandémie et confié qu'ils ne voulaient plus rien savoir des mesures de santé publique, y compris de la possibilité de recevoir des doses supplémentaires du vaccin contre la COVID-19.

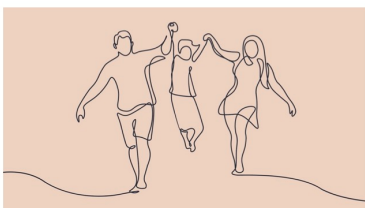
Test publicitaire sur les vaccins contre la COVID-19 (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham)

Nous avons présenté aux parents d'enfants de moins de 12 ans résidant dans la région de Durham en Ontario deux concepts en cours d'élaboration par le gouvernement du Canada pour une éventuelle publicité sur les vaccins contre la COVID-19. Avant d'évaluer les concepts, nous leur avons demandé si leurs enfants avaient été vaccinés. Les réponses ont été partagées – la proportion de parents qui avaient fait vacciner leurs enfants était à peu près égale à celle des personnes qui avaient décidé de ne pas le faire pour l'instant. Les parents qui n'avaient pas fait vacciner leurs enfants ont indiqué, pour la plupart, qu'ils ne prévoyaient pas le faire dans un proche avenir.

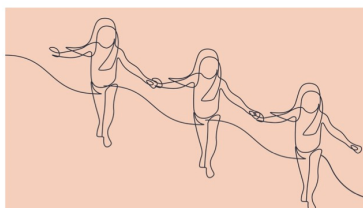
Nous avons ensuite demandé aux participants d'examiner les deux concepts (A et B), précisant qu'il s'agissait de « scénarimages », ce qui signifie qu'ils n'étaient donc pas dans leur forme finale. Les scénarimages contenaient plutôt des images, des illustrations graphiques et une courte narration pour donner aux participants une idée de ce à quoi pourrait ressembler une vidéo de 30 secondes produite par des professionnels. Les participants ont également été informés que ces publicités avaient été spécialement conçues pour être diffusées sur les médias sociaux et les plateformes numériques.

Concept A : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants

Storyboard



VO: We all want to protect our children. So, how does COVID-19 vaccination fit into that?
We see a simple line drawing of a parent with their child.



VO: COVID-19 vaccines can help keep kids safe from severe illness and potential long-term effects if they get the virus.
We see the child start to run as if they're playing.



VO: Doses for children 5 to 11 are smaller, which is all they need for good protection.
We see the line become an outline of a 5 year old playing with his dad and an 11 year old hugging her mom.



VO: Millions of children in Canada and around the world have already been safely vaccinated and severe reactions are very rare.
We see even more kids appear, and they all start walking together.



VO: Vaccination can help protect your child from getting seriously sick from COVID-19.
We see just one child hold hands with a parent and the line turns into the vaccine icon.



Canada

Le scénarimage ci-dessus n'a été évalué qu'auprès de groupes anglophones, aucune version française n'a donc été produite. Il comporte six cadres d'animation tirés d'une campagne publicitaire de santé publique. Le premier montre un simple dessin au trait d'une mère et d'un père tenant leur enfant par la main. La voix hors champ dit : « We all want to protect our children. So how does COVID-19 vaccination fit into that? » Le deuxième cadre montre ensuite l'enfant qui commence à courir, comme pour jouer, la voix hors champ disant : « COVID-19 vaccines can help keep kids safe from severe illness and potential long-term effects if they get the virus. » Le troisième cadre montre la ligne qui se transforme et illustre la silhouette d'un enfant de cinq ans jouant avec son père et d'une enfant de onze ans serrant sa mère dans ses bras. La voix hors champ dit : « Doses for children 5 to 11 are smaller, which is all they need for good protection. » L'image suivante montre l'arrivée d'autres enfants, et ils commencent tous à marcher ensemble. La voix hors champ dit : « Millions of children in Canada and around the world have already been safely vaccinated and severe reactions are very rare. » Enfin, le cinquième cadre montre un enfant tenant la main de ses parents, et la ligne se transforme, devenant le symbole du vaccin. La voix hors champ dit : « Vaccination can help protect your child from getting seriously sick from COVID-19. »

Les premières réactions au concept A ont été généralement favorables, la plupart ayant trouvé le ton réjouissant et rempli d'espoir. Les participants ont également estimé que le concept était direct et précis, se concentrant sur les avantages de faire vacciner les enfants et de pouvoir ainsi reprendre les activités auxquelles les enfants et les familles prenaient plaisir avant le début de la pandémie.

Les participants ont particulièrement apprécié l'utilisation d'images familières auxquelles ils pouvaient s'identifier, commentant positivement les images de mères, de pères et d'enfants s'étreignant, jouant et s'amusant en famille.

Parallèlement, plusieurs participants ont formulé des critiques sur des éléments ou des aspects de ce concept. Ainsi :

- certains ont trouvé le concept générique et ordinaire, faisant référence à l'approche créative qui consiste en un trait continu pour dessiner des parents et des enfants s'adonnant à diverses activités. Les images « sans visage » et le style artistique général employé dans ce concept ont été jugés peu engageants par quelques participants;
- quelques-uns ont trouvé que les images et le style du concept manquaient d'inspiration et estimaient que l'approche créative (c.-à-d. les dessins au trait) ne plairait pas à un public adulte. Ces participants pensaient qu'une approche moins abstraite serait plus efficace;
- alors que la publicité présentait ce qui a été décrit comme des scènes heureuses, certains ont jugé que le scénario lui-même aurait pu être plus motivant. Les participants ont indiqué qu'il faudrait plutôt, dans le texte de la narration, reconnaître ce que les parents et les enfants avaient enduré au cours de la pandémie avant de se concentrer sur les activités que tout le monde peut maintenant recommencer à pratiquer;
- les participants ont également fait remarquer que, selon eux, la publicité ne produirait aucun effet direct sur les parents qui manifestent un certain scepticisme quant à la vaccination des enfants de ce groupe d'âge. Ils estimaient que ceux-ci ne seraient probablement pas influencés par la brève référence à la rareté des réactions graves chez les enfants canadiens qui ont été vaccinés. La plupart des participants ont convenu que cette question, ainsi que d'autres préoccupations des parents concernant les vaccins pour les enfants, devait être abordée plus clairement.

Lorsque les participants ont été interrogés sur le message principal, la plupart d'entre eux ont réitéré leurs commentaires initiaux, à savoir que l'annonce était principalement axée sur la promotion de la vaccination des enfants et sur les avantages qui y sont associés. Comprenant que le concept devait être une courte vidéo de 30 secondes, les participants ont toutefois estimé que l'explication portant sur la nécessité du vaccin pour les enfants était quelque peu insuffisante.

La publicité a également suscité un certain nombre d'autres questions et commentaires :

- certains se sont demandé pourquoi le gouvernement du Canada mettait l'accent sur les vaccins pour les enfants, étant donné qu'ils croyaient, d'après les informations fournies précédemment par les responsables de la santé publique, que ceux-ci n'avaient pas été touchés par le virus aussi gravement que les adultes;
- d'autres voulaient obtenir davantage de données sur le nombre d'enfants qui ont été gravement touchés par la COVID-19 et estimaient que ce type d'information contribuerait à étayer un argument en faveur de la vaccination des enfants. Ils souhaitaient voir et entendre plus d'informations sur les risques pour les enfants de contracter la COVID-19;
- comme nous l'avons souligné précédemment, plusieurs ont mentionné que l'annonce semblait davantage s'adresser aux parents qui étaient prédisposés à faire vacciner leurs enfants, sans avoir encore pris rendez-vous. Ils pensaient que les images, le ton et le récit pourraient les inciter à passer à l'action.

Plusieurs participants ont fait remarquer que la décision de faire vacciner leurs enfants était très personnelle et qu'elle devait être laissée aux parents en fonction de leur propre évaluation des risques et compte tenu de leur situation. Ainsi, relativement peu de participants ont estimé qu'un message selon lequel il fallait « assurer la sécurité des enfants » motiverait les parents. La plupart d'entre eux pensaient que la majorité des parents auraient le sentiment que toute décision prise en matière de vaccination, qu'il s'agisse de faire vacciner leurs enfants ou d'attendre, serait prise en tenant compte de la sécurité de leurs enfants.

Dans l'ensemble, peu de participants ont indiqué que le concept A les inciterait à se rendre sur le site Web pour obtenir plus d'informations ou à envisager de faire vacciner leurs enfants de 5 à 11 ans. Nous avons fait remarquer aux participants que l'annonce indique spécifiquement que les enfants de cette tranche d'âge reçoivent une dose plus faible et que c'est tout ce qui est nécessaire pour assurer une protection suffisante. Les parents, cependant, n'ont pas été particulièrement influencés par cette information. La plupart d'entre eux étaient déjà au courant de ce fait ou supposaient que ce serait le cas étant donné que les instructions sur la plupart des médicaments en vente libre recommandent pour les enfants des doses plus faibles que celles des adultes. Si certains se sont dits rassurés par cette information, la plupart des membres du groupe ont continué à remettre en question l'efficacité du vaccin par rapport aux risques que courent les enfants de tomber gravement ou mortellement malades après avoir contracté la COVID-19.

Les recommandations visant à améliorer l'efficacité du concept sont les suivantes :

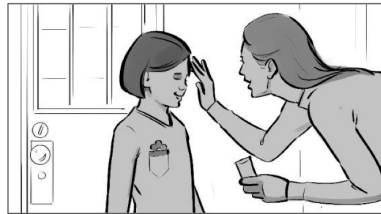
- commencer le récit en reconnaissant les effets dévastateurs et l'isolement provoqués par la pandémie avant de passer à un message plus optimiste soulignant que les vaccins représentent une voie vers une liberté accrue et une meilleure qualité de vie pour les familles;
- fournir plus d'informations sur les vaccins pour enfants, en particulier des données et des statistiques concrètes sur l'efficacité des vaccins et leurs effets secondaires. Certains voulaient plus d'informations sur l'expérience d'autres pays où les vaccins ont été administrés plus tôt aux enfants de ce groupe d'âge.

Concept B : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants

Storyboard



VO: We do everything we can to keep our kids safe. So, how can we help protect them against COVID-19?
We see a parent putting a helmet on their kid before skating.



VO: COVID-19 vaccines can help keep children safe from severe illness and potential long-term effects of the virus.
We see another parent putting sunscreen on their child before going outside.



VO: Millions of children in Canada and around the world have already been safely vaccinated and real world data shows that serious side effects are extremely rare.
We move to a different parent reaching to hold their child's hand before safely crossing the street.



VO: Help protect your child. Book their COVID-19 vaccination appointment.
We see a parent and child at a vaccine clinic.

**Learn more and book your child's appointment at
Canada.ca/covid-vaccine**

Canada

Le scénarimage ci-dessus n'a été évalué qu'auprès de groupes anglophones, aucune version française n'a donc été produite. Il comporte six cadres d'animation tirés d'une campagne publicitaire de santé publique. Le scénarimage commence par la représentation d'un parent mettant un casque sur la tête de son enfant qui s'apprête à aller patiner. La voix hors champ dit : « We do everything we can to keep our kids safe. So, how can we help protect them against COVID-19? » Le deuxième cadre montre un autre parent qui applique de la crème solaire sur le visage de son enfant avant de sortir, la voix hors champ disant : « COVID-19 vaccines can help keep children safe from severe illness and potential long-term effects of the virus. » Le troisième cadre montre une autre scène où un parent tient la main de son enfant avant de traverser la rue en toute sécurité. La voix hors champ dit : « Millions of children in Canada and around the world have already been safely vaccinated and real world data shows that serious side effects are extremely rare. » Le quatrième cadre montre pour sa part un parent et un enfant dans une clinique de vaccination et le message en voix hors champ se termine par les mots : « Help protect your child. Book their COVID-19 vaccination appointment. » Enfin, le cinquième cadre, sans voix hors champ, consiste en un écran blanc sur lequel apparaît un texte en noir et en caractères gras qui se lit comme suit : « Learn more and book your child's appointment at Canada.ca/covid-vaccine ». Le scénarimage se termine par le logo du gouvernement du Canada sur un écran blanc.

Nous avons ensuite montré le concept B aux participants et leur avons posé des questions semblables. Les réactions à ce concept ont été généralement plus favorables. Nombre d'entre eux étaient d'avis que ce concept était plus efficace pour exploiter le rôle protecteur des parents et l'étendre à la vaccination. Ils l'ont également trouvé plus réaliste, tant du point de vue des images que des émotions ressenties par des parents désireux de protéger leurs enfants dans diverses situations de la vie quotidienne.

La plupart d'entre eux ont estimé que le principal message ou la leçon à tirer de ce concept était que les parents devraient prendre des mesures pour mieux protéger leurs enfants en les faisant vacciner contre la COVID-19. Les participants ont réagi favorablement à l'approche créative, qu'ils ont préférée à celle du concept A, ainsi qu'aux scénarios mettant en scène des parents qui interagissent avec leurs enfants et les protègent. Ils ont décrit ce concept comme étant plus réaliste et indiqué qu'il s'adressait à eux de manière plus pertinente et qu'ils s'y retrouvaient plus facilement, en tant que parents de jeunes enfants. Les participants ont davantage adhéré à un message qui mettait l'accent sur leur rôle dans la protection de leurs enfants, plutôt que sur la possibilité de participer à nouveau à certaines activités une fois que d'autres enfants auraient été vaccinés.

Plusieurs ont toutefois suggéré plusieurs améliorations possibles, notamment :

- mettre davantage l'accent sur le fait que la vaccination permet aux familles de reprendre leurs activités habituelles – selon eux, cette idée ressortait plus clairement dans le concept A;
- inclure d'autres exemples de ce que les parents font pour assurer la sécurité de leurs enfants, comme les emmener régulièrement chez le dentiste ou l'optométriste.

Dans la dernière partie de cette discussion, les participants ont été invités à choisir le concept qui, à leur avis, était le plus efficace pour communiquer l'importance de faire vacciner les enfants âgés de 5 à 11 ans. Tous les participants ont exprimé une préférence pour le concept B, estimant qu'il présentait des visuels plus attrayants et une approche réaliste à laquelle ils pouvaient s'identifier. Étant donné la gravité de la COVID-19, les participants ont également fait remarquer que les messages axés plus clairement sur la protection des enfants contre les effets négatifs possibles du virus étaient plus significatifs que ceux qui insistent sur la levée des restrictions et le retour à la normale. Enfin, la plupart ont estimé que le fait de mettre l'accent sur la sécurité était l'approche la plus efficace.

Résultats détaillés – Partie II : Autres enjeux

Garde de jeunes enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, résidents du Nunavut)

Trois groupes ont pris part à des discussions sur la garde des jeunes enfants, notamment sur l'abordabilité et la disponibilité de tels services. Pour commencer, les participants ont été invités à décrire ce qui constituait selon eux le plus grand défi en matière de garde de jeunes enfants dans leur province ou territoire respectif. Divers thèmes ont été couramment soulevés dans tous les groupes, dont les suivants :

- Le coût et l'abordabilité – Plusieurs participants ont qualifié d'exorbitants les frais de garde d'enfants dans leur région et pensaient qu'ils décourageaient de plus en plus de parents, surtout des mères, de rester sur le marché du travail. Cela représentait selon eux un défi de taille pour les jeunes familles qui peinaient déjà à composer avec le coût élevé de la vie;
- Le peu de places disponibles – Beaucoup ont décrit le manque de places en garderie dans leur région, qui se traduisait par des listes d'attente de plusieurs années, y compris pour ceux qui avaient les moyens de payer les frais de garde, faisant en sorte qu'il était difficile pour les parents de choisir une garderie en fonction de leurs besoins ou de simplement trouver une place pour leur enfant. De plus, selon les participants, le nombre limité de places disponibles avait fait augmenter encore plus les prix, les exploitants de garderie n'ayant pas hésité à facturer des coûts plus élevés en raison de la demande accrue;
- La pénurie de personnel qualifié – Un certain nombre de participants estimaient qu'il n'y avait pas suffisamment d'éducateurs de la petite enfance dûment formés dans leurs communautés. Ils attribuaient cette situation à la faible rémunération versée aux titulaires de ce poste par rapport aux autres éducateurs et préposés aux soins, qui faisait en sorte que moins de personnes envisageaient cette carrière;
- Le manque de flexibilité ou d'accessibilité – À l'échelle des groupes, divers participants ont soulevé le manque de choix à la disposition des parents qui ont besoin de services de garde à l'extérieur de la traditionnelle journée de travail de « 9 h à 17 h », qui engendrait un problème d'accessibilité pour ceux dont l'horaire de travail est atypique;
- La réglementation insuffisante – Quelques participants croyaient par ailleurs que les garderies n'étaient pas soumises à une réglementation et à une surveillance appropriées. Certains se sont dits préoccupés par les fournisseurs de services de garde d'enfants « non agréés », tandis que d'autres craignaient que des établissements, guidés par l'appât du gain, n'en viennent à accepter plus d'enfants que le nombre dont ils peuvent raisonnablement s'occuper.

Au Nunavut, les participants ont également cité des défis de taille comme la difficulté à recruter des éducateurs de la petite enfance dans les collectivités nordiques et à leur trouver des logements

abordables et adéquats. À leur avis, cela nuisait grandement à la capacité d'accroître l'accès à des services de garde de jeunes enfants abordables dans le territoire. De plus, certains ont mis en relief le manque d'infrastructures de base, en particulier dans les petites collectivités, faisant en sorte qu'il était difficile de trouver des lieux pouvant être exploités en toute sécurité comme garderies. D'après eux, même si les frais de garde diminuaient et que la région recrutait un plus grand nombre d'éducateurs de la petite enfance, le manque d'espace convenable continuerait de poser de défis en matière de garde de jeunes enfants au sein de nombreuses collectivités nordiques.

Quelques participants de chaque groupe avaient des enfants qui allaient présentement à la garderie. Nous avons invité ces participants à parler de leur propre expérience quant au coût et à la disponibilité. Tandis que certains recevaient une aide financière, provenant de leur gouvernement provincial ou dans le cadre de programmes de remboursement pour étudiants, la plupart ont déclaré payer des frais de garde élevés, souvent de l'ordre de 50 \$ ou plus par jour, par enfant. De rares participants disaient payer des frais moindres; toutefois, ceux-ci se rapportaient habituellement à des services de garde avant ou après l'école plutôt qu'à ceux offerts toute la journée aux parents de jeunes enfants. Invités à relater leur expérience pour ce qui est d'obtenir une place en garderie, certains avaient été chanceux (p. ex., place disponible au bon moment ou obtenue grâce à l'aide d'une connaissance), mais la plupart ont qualifié le processus d'assez difficile. À la lumière de leur récente expérience ou de l'expérience partagée par des connaissances, les participants dont aucun enfant n'allait présentement à la garderie étaient généralement d'accord avec les points de vue formulés par les parents d'enfants fréquentant la garderie.

Nous avons posé une série de questions aux participants concernant l'initiative en matière de garde de jeunes enfants du gouvernement fédéral, plus précisément sur son impact dans leur province ou territoire.

Dans le groupe de l'Ontario, ils étaient nombreux à connaître les ententes intervenues entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires relativement à la mise en œuvre d'un programme de garde de jeunes enfants abordable à l'échelle du pays et certains se rappelaient l'objectif visant à réduire les frais de garde d'enfants de 10 \$ par enfant, par jour en moyenne. Spontanément, un certain nombre de participants se souvenaient d'avoir entendu dire que parmi les provinces et les territoires, l'Ontario était la seule qui n'avait pas encore conclu un accord avec le gouvernement fédéral. Invités à se prononcer à ce sujet, les participants ont formulé des avis partagés. Quelques-uns ont exprimé de la frustration, voyant dans ces tergiversations une possible tactique de négociation de la part du gouvernement ontarien. Selon d'autres, les négociations avec leur province étaient peut-être plus complexes ou prenaient plus de temps en raison de la taille de l'Ontario par rapport aux autres provinces et territoires. Quelques-uns souhaitaient une plus grande transparence de la part du gouvernement fédéral et de la province quant aux raisons pour lesquelles aucun accord n'avait encore été mis en place.

Tous les participants de ce groupe appuyaient les efforts du gouvernement fédéral en vue de la création de services de garde de jeunes enfants plus abordables, qui constituait selon eux une priorité importante pour le gouvernement du Canada. L'abordabilité des services de garde présenterait une gamme d'avantages, non seulement pour les parents, mais aussi pour la société et l'économie en

général, en réduisant le coût de la vie (et lié au travail) des familles et en permettant à plus de gens de retourner ou de rester sur le marché du travail. Bien qu'en faveur de l'objectif général visant à offrir des services de garde de jeunes enfants plus abordables, un petit nombre de participants craignaient que les frais moindres assumés par les parents n'engendrent une diminution de revenus pour les fournisseurs de services de garde d'enfants et que ces derniers peinent à payer leurs dépenses et à fournir des services appropriés.

Au sein du groupe de parents de la Saskatchewan, seuls quelques-uns étaient au courant de l'accord sur les services de garde de jeunes enfants abordables entre le gouvernement du Canada et leur province. Pour faciliter la discussion, les participants ont obtenu les renseignements suivants sur les principaux objectifs de l'entente :

- *Offrir une réduction de 50 % des frais moyens facturés aux parents d'ici la fin de 2022 pour atteindre une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2025-2026 pour toutes les places en services de garde réglementés;*
- *Créer davantage de places en services de garde réglementés de grande qualité et abordables, principalement par l'intermédiaire de fournisseurs de services de garde d'enfants publics, à but non lucratif et en milieu familial;*
- *Remédier aux obstacles à la prestation de services de garde flexibles et inclusifs;*
- *Valoriser les éducatrices et éducateurs de la petite enfance et leur offrir des possibilités de formation et de perfectionnement professionnel.*

Tous les participants pensaient que cet accord aiderait les familles saskatchewanaises. Chez les utilisateurs actuels et potentiels des services de garde, la plupart croyaient que le programme leur serait utile sur plusieurs plans, par exemple en atténuant leurs soucis financiers et la difficulté de trouver une place en garderie, ce qui leur permettrait de retourner au travail ou aux études et de songer à avoir d'autres enfants, maintenant que cela coûterait moins cher pour les élever. Quant aux participants dont les enfants ne fréquentaient plus la garderie ou seraient trop vieux en 2025-2026 quand l'accord aura été pleinement mis en œuvre, même s'ils ne pourraient en bénéficier personnellement, la majorité d'entre eux jugeait cet accord important et considérait qu'il serait d'une grande aide pour maintes familles saskatchewanaises. Un petit nombre de participants s'inquiétaient à l'idée que les garderies « en milieu familial » ne soient pas admissibles à ce soutien supplémentaire, en particulier celles qui ne sont pas agréées.

La plupart des participants du groupe du Nunavut avaient eu vent de la récente entente sur les services de garde de jeunes enfants abordables que le gouvernement du Canada avait conclue avec leur territoire en janvier. Tout comme ceux du groupe de l'Ontario, ils se souvenaient de l'objectif d'offrir des services de garde à 10 \$ par jour (en moyenne). Quelques-uns avaient entendu dire que des sommes additionnelles servant à financer des améliorations aux infrastructures seraient octroyées aux garderies et qu'une aide financière accrue serait offerte aux fournisseurs de services de garde d'enfants et à leurs employés. Nous avons fourni les éclaircissements suivants aux participants à propos des priorités sur lesquelles portait l'entente :

- *Offrir une réduction de 50 % des frais moyens facturés aux parents d'ici la fin de 2022 pour atteindre une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2024 pour toutes les places en services de garde agréés;*
- *Créer plus de places en service de garde;*
- *Augmenter les salaires des travailleuses et des travailleurs en service de garde.*

Même si la plupart jugeaient que l'accord aiderait les familles du Nunavut, certains ont de nouveau fait part de leur crainte que les enjeux liés à la garde de jeunes enfants persistent à cause du manque d'espace et des problèmes de recrutement de personnel qualifié dans la région. Enfin, quelques-uns doutaient que l'entente puisse être mise en œuvre dans le délai précisé, car il faudrait plus de temps selon eux pour apporter les améliorations nécessaires aux infrastructures et relever d'autres défis, comme fournir des logements aux travailleurs en garderie. Malgré ce qui précède, les participants continuaient de croire que l'entente ferait en sorte qu'élever des enfants coûterait moins cher aux familles de la région.

Soins de santé (résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Questionnés sur ce qu'ils pensaient en général de la qualité et de la disponibilité des soins de santé dans leur région, plusieurs participants ont formulé des avis positifs, mais un grand nombre étaient fort préoccupés par le manque d'accès généralisé à un médecin de famille. De plus, un certain nombre de participants de collectivités rurales disaient avoir de la difficulté à trouver des spécialistes dans leur coin et beaucoup ont affirmé devoir se rendre dans une grande ville pour recevoir les traitements dont ils avaient besoin.

À l'échelle régionale, les participants des deux groupes du Québec ont été particulièrement élogieux à propos des soins qu'ils obtenaient généralement, la plupart d'entre eux estimant que le système de santé de leur région fonctionnait très bien actuellement. Certains étaient très satisfaits de l'efficacité des soins d'urgence et de la disponibilité des médecins généralistes dans leur région. Les participants de la Saskatchewan l'étaient tout autant, à commencer par ceux qui habitaient à Moose Jaw et à Lloydminster, qui ont décrit la vaste gamme de services de soins de santé de grande qualité offerts dans leur région. De rares participants ont cependant relevé une insuffisance de ressources en santé mentale là où ils vivaient. Dans le groupe d'Edmonton, certains ont parlé en termes positifs du système lorsqu'il était soumis à des conditions « normales », mais bon nombre pensaient qu'il avait été mis à

rude épreuve lors de la pandémie de COVID-19 et que cela nuisait à la capacité des professionnels de la santé à répondre aux besoins actuels des patients. Quelques-uns disaient avoir l'impression qu'il manquait de médecins de famille et d'autres professionnels de la santé dans leur région, tandis qu'un petit nombre de participants estimaient que le gouvernement de l'Alberta n'avait pas soutenu suffisamment le système de santé de la province, notamment en ce qui concerne le traitement des problèmes de santé mentale et des dépendances.

Seuls les participants du groupe de la région de l'Okanagan avaient une vision plus négative que positive de la situation des soins de santé dans leur région. Pratiquement tous les participants de ce groupe ont fait état de la difficulté à trouver un médecin de famille dans leur coin et certains citoyens, par exemple de Penticton, devaient même voyager pendant plusieurs heures pour aller consulter un médecin généraliste dans la grande région de Vancouver (GRV). Quelques participants qui avaient récemment quitté une autre province, comme l'Alberta, pour s'établir en Colombie-Britannique, se rappelaient d'avoir été surpris de la difficulté à trouver un médecin de famille et pensaient que ce problème n'était pas aussi important ailleurs au pays. En effet, alors que la plupart des autres groupes croyaient que leur système de santé respectif pouvait être amélioré moyennant des changements mineurs, un grand nombre de participants du groupe de la région de l'Okanagan jugeaient que leur système de santé devait faire l'objet de changements majeurs, sinon d'une réforme complète selon certains. Les participants des groupes qui espéraient que leur système fasse l'objet de changements moins importants ont cité fréquemment l'accès accru à des médecins de famille, à des spécialistes et à des services de santé mentale parmi les points à améliorer; certains souhaitaient qu'il soit davantage possible de communiquer avec les professionnels de la santé par d'autres moyens, comme par courriel ou par message texte.

Lorsque nous leur avons demandé de préciser les défis les plus pressants en matière de soins de santé dans leur communauté (outre la pandémie actuelle de COVID-19), les participants ont soulevé divers enjeux communs, dont les suivants :

- L'accessibilité – Beaucoup ont repris des commentaires antérieurs concernant l'impression qu'il manquait de médecins de famille et de spécialistes dans leur communauté. Plusieurs ont dit souhaiter l'ouverture d'un plus grand nombre de cliniques sans rendez-vous dans leur région, afin d'aider les personnes sans médecin de famille qui nécessitaient des soins. Quelques-uns croyaient qu'il était difficile à l'heure actuelle d'obtenir rapidement des soins dans une clinique sans rendez-vous ou à l'urgence, à moins d'être gravement malade;
- Le retard dans les rendez-vous ou interventions reportés ou annulés à cause de la pandémie – Un certain nombre de participants ont souligné les longues listes d'attente d'opérations, de rendez-vous et d'autres interventions médicales qui avaient dû être reportés, voire annulés à cause de la pandémie de COVID-19. Certains avaient entendu parler de listes d'attentes de plusieurs années pour subir une intervention chirurgicale simple, mais nécessaire, tandis que d'autres ont formulé des inquiétudes à l'idée que des maladies possiblement graves ne soient pas traitées parce que les patients n'avaient pas été en mesure de consulter un spécialiste;
- Le surmenage ou l'« épuisement » des professionnels de la santé – Les participants étaient nombreux à penser que les pressions exercées sur le système de santé, intensifiées par la

pandémie, étaient stressantes et éreintantes pour les travailleurs de la santé. Beaucoup craignaient que ces conditions de travail n'empêchent les professionnels de la santé d'offrir des soins adéquats et d'autres, qu'elles n'incitent un grand nombre de travailleurs de la santé à quitter le secteur. Certains jugeaient la situation des infirmières particulièrement préoccupante et en connaissaient qui avaient décidé d'arrêter de travailler dans le secteur de la santé pour de bon à cause du surmenage et du stress;

- Le recrutement de professionnels de la santé dans les collectivités rurales – Quelques participants de communautés rurales de la Saskatchewan et du Québec croyaient qu'il fallait en faire davantage pour recruter et conserver les médecins dans leurs régions;
- Les coûts élevés – Un petit nombre de participants avaient l'impression que le coût de certains médicaments ou interventions était de plus en plus élevé. Il s'agissait d'un problème croissant selon eux, surtout pour ceux non couverts par un régime d'assurance auprès de leur employeur;
- La pression sur le système – Certains étaient d'avis que le système de santé de leur région était soumis à une forte pression et qu'il en était ainsi bien avant la pandémie de COVID-19. Il s'agissait d'un problème présent au sein de collectivités telles que Prince Albert en Saskatchewan, dont le système, en plus de répondre aux besoins de la population locale, devait aussi prendre en charge les patients de communautés nordiques éloignées transportés par avion pour recevoir des soins;
- Le traitement des problèmes de santé mentale et des dépendances – Plusieurs jugeaient inadéquats les soins de santé mentale offerts dans leur région, notamment ceux destinés aux populations marginalisées et aux personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie et de dépendance;
- Les restrictions imposées aux visiteurs – Quelques participants croyaient que les restrictions imposées aux visiteurs dans les hôpitaux en raison de la pandémie avaient des répercussions sur les soins des patients dans leur région, car la possibilité d'interagir avec des proches jouait selon eux un grand rôle dans le processus de guérison. Un petit nombre de participants déploraient quant à eux de ne pouvoir accompagner leurs proches à des rendez-vous importants, p. ex. leur conjointe enceinte à ses visites de suivi de grossesse.

Invités à dire s'ils avaient eu connaissance récemment d'annonces ou d'initiatives du gouvernement fédéral à propos des soins de santé, très peu de participants se souvenaient d'avoir entendu quelque chose à ce sujet, outre la fourniture de matériel pour lutter contre la pandémie, comme des trousseaux de tests antigéniques rapides ou des masques N95. Pour faciliter la discussion, nous avons informé les participants que même si la prestation des soins de santé relevait principalement des provinces, une grande partie du financement des systèmes de santé provinciaux provenait du gouvernement fédéral sous la forme de transferts pour les soins de santé. À la question visant à savoir s'ils souhaitaient que le gouvernement fédéral affecte des sommes supplémentaires à ces paiements de transfert plutôt qu'à d'autres priorités, la plupart des participants pensaient que le gouvernement devait investir davantage dans les soins de santé et que cela pouvait aider à régler les problèmes les plus pressants. Aucun participant n'était catégoriquement contre la hausse des paiements de transfert, mais quelques-uns

craignaient que le gouvernement fédéral n'ait pas les moyens de les augmenter, car la pandémie et l'aide financière accordée pendant la crise sanitaire lui avaient déjà coûté assez cher. Un petit nombre de participants croyaient par ailleurs que les dépenses inefficaces de la part des administrateurs posaient davantage problème que le manque de financement et qu'une surveillance et une reddition de comptes accrus seraient nécessaires pour s'assurer de l'affectation appropriée des hausses des transferts fédéraux.

Invités à dire si le gouvernement fédéral devrait augmenter les transferts en santé, mais en y attachant des conditions (par exemple, exiger que les sommes soient consacrées à des priorités précises, comme les services en santé mentale, la pénurie de médecins ou la réforme des soins de longue durée), une majorité de participants étaient favorables à cette approche, jugeant qu'elle contribuerait grandement à se pencher sur des priorités essentielles et à assurer la prestation de soins uniformes au pays, en particulier dans les régions rurales. Chez les rares participants qui pensaient qu'aucune condition ne devait être imposée, l'impression générale était que les décisions touchant les dépenses en santé devraient rester du ressort des gouvernements provinciaux et que des directives du gouvernement fédéral risquaient de nuire à la capacité des provinces à répondre aux besoins particuliers de leurs populations respectives. À l'échelle régionale, les groupes d'Edmonton et de la Saskatchewan étaient majoritairement en faveur de l'imposition de certaines conditions aux augmentations des transferts fédéraux en santé, tandis que ceux de la région de l'Okanagan et du Québec avaient des opinions plus partagées.

Lorsque nous leur avons demandé à quels enjeux en matière de santé la priorité devrait être accordée si le gouvernement fédéral en venait à attacher des conditions à la hausse des paiements de transferts, les participants ont cité les éléments suivants :

- La construction de plus d'établissements de soins de santé, y compris des cliniques sans rendez-vous;
- L'embauche d'un plus grand nombre de médecins et d'infirmières, dont des efforts accrus pour attirer des médecins de l'étranger et simplifier le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers;
- Des incitatifs supplémentaires pour recruter et conserver des travailleurs de la santé dans les collectivités rurales et éloignées;
- Davantage de soutien pour les soins « intraprovinciaux » offerts en matière de problèmes de santé chroniques;
- Des investissements supplémentaires dans les soins de longue durée;
- Un plus grand choix d'options de soins de santé pour les jeunes Canadiens et les enfants;
- Une attention accrue aux questions de santé mentale.

Questionnés au sujet des traitements de santé mentale, pratiquement tous les participants jugeaient qu'accroître le financement dans ce domaine devrait être prioritaire. Beaucoup avaient l'impression que partout au pays, les Canadiens n'avaient pas accès à suffisamment de thérapies ou de médicaments et que la stigmatisation qui existait toujours à l'égard des problèmes de santé mentale faisait en sorte que ceux qui en souffraient étaient nombreux à ne pas demander des soins appropriés. De plus, un nombre considérable de participants estimaient que les problèmes de santé mentale

avaient été aggravés par près de deux ans de mesures de santé publique, d'isolement et d'anxiété en raison de la pandémie de COVID-19. Des participants s'inquiétaient pour les jeunes Canadiens, en particulier, ainsi que pour les jeunes parents qui ressentaient peut-être une pression accrue pour subvenir aux besoins de leurs familles tout en veillant à ce que leurs proches restent en santé et en sécurité pendant la pandémie. À part les options de traitement de santé mentale offertes habituellement, certains pensaient qu'il fallait financer davantage les programmes sportifs et de loisirs destinés aux personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, tels que les sports organisés, le yoga, la méditation et autres activités de groupe. Plusieurs croyaient en outre qu'un recours accru aux consultations individuelles virtuelles pouvait être utile, par exemple, auprès des gens de petites collectivités qui n'ont pas accès à des professionnels de la santé mentale en personne. De l'avis de quelques participants, il était possible d'en faire plus pour réduire les coûts des traitements de santé mentale, c.-à-d. des services de thérapie et de consultation, ainsi que les frais, assez élevés, liés à l'évaluation des troubles, dont le trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité (TDAH). Un petit nombre de participants souhaitaient qu'on prête plus d'attention aux problèmes de santé mentale au sein des groupes marginalisés, p. ex. les sans-abri et les toxicomanes. Enfin, certains voulaient que davantage d'efforts soient consacrés aux populations, dont les Autochtones, qui continuaient de ressentir des traumatismes intergénérationnels.

Logement et location résidentielle

(parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg)

Dans sept groupes, les participants ont discuté de logement et plus particulièrement de logements locatifs. Le nombre de locataires variait considérablement d'un groupe à l'autre. Tous les participants des régions de l'Okanagan, de Hamilton et de Niagara étaient des locataires, tout comme la plupart à Edmonton et environ la moitié à Winnipeg. D'autre part, les locataires étaient peu nombreux dans les groupes du Québec, de la région de Durham en Ontario et de la Saskatchewan.

Dans les quatre groupes comptant le plus de locataires, nous avons demandé aux participants dans quelle mesure il était facile ou difficile de trouver des logements locatifs abordables dans leurs régions. La plupart ont répondu que c'était très difficile, et quelques-uns de l'Okanagan ont affirmé que c'était

quasiment impossible en raison du nombre limité de logements locatifs disponibles dans la région. Les participants à Edmonton et Winnipeg se rappelaient également avoir eu beaucoup de difficultés à trouver des logements locatifs en raison des prix élevés, de la forte demande et de l'état généralement lamentable des logements locatifs abordables dans leurs régions. Même si quelques étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara s'entendaient pour dire qu'il était possible de trouver des logements locatifs abordables dans les villes comme St. Catherine's ou Hamilton, ils croyaient toutefois qu'il fallait avoir plusieurs colocataires ou s'éloigner des campus pour se permettre ces loyers. Dans tous les groupes, certains étaient d'avis que c'était particulièrement difficile pour les personnes vivant seules de trouver des logements abordables. D'autres s'entendaient également pour dire que les locataires avec des enfants ou des animaux de compagnie devaient surmonter des obstacles supplémentaires, étant donné le nombre limité de logements disponibles en raison des règlements imposés par de nombreux propriétaires de logements locatifs.

Lorsque nous avons demandé aux participants si le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans la réglementation des loyers au Canada, les partisans étaient plus nombreux que les opposants, mais plusieurs demeuraient incertains. À l'échelle régionale, les participants du Québec et ceux des régions d'Hamilton et de Niagara étaient majoritairement favorables à la réglementation fédérale des loyers. En Saskatchewan, dans la région de l'Okanagan, à Edmonton et dans la région de Durham, les participants étaient davantage divisés ou incertains, alors qu'à Winnipeg, ils étaient plus nombreux à s'opposer à une réglementation de la sorte.

Parmi ceux en faveur de la réglementation fédérale des loyers, plusieurs s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait logiquement intervenir, comme il le fait pour d'autres enjeux économiques comme l'inflation. D'autres étaient d'avis que le logement abordable est un droit humain fondamental et que c'est pour cette raison que le gouvernement fédéral doit veiller à ce que tous les Canadiens aient accès à un logement.

Interrogés à savoir ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour contribuer à rendre les logements plus abordables au pays, les participants qui étaient favorables à une intervention fédérale ont suggéré, entre autres, de limiter les hausses annuelles de loyer, d'établir un « plafond » pour les loyers, ou de limiter le nombre d'immeubles que peut posséder un propriétaire. Certains aimeraient que des mesures soient mises en place pour aider les locataires, sans nuire aux finances des propriétaires, comme des subventions au loyer ou des allègements fiscaux pour les propriétaires qui offrent des logements abordables. Quelques participants étaient d'avis que la réglementation des loyers devrait être limitée à certaines régions où les prix sont particulièrement élevés, notamment dans les grandes villes comme Toronto et Vancouver, ainsi que dans les communautés du Nord.

Parmi les opposants à la réglementation fédérale des loyers, certains s'inquiétaient des répercussions négatives sur les propriétaires, notamment en ce qui concerne leur droit d'utiliser leurs propriétés comme bon leur semble. Un certain nombre de ces participants jugeaient important de tenir compte des circonstances des propriétaires qui dépendent des revenus de location pour joindre les deux bouts et qui doivent augmenter les loyers pour couvrir les coûts liés à l'inflation, aux taux d'intérêts, aux réparations et à l'entretien de leurs propriétés. Certains avaient l'impression que les problèmes de logement que l'on observe dans presque toutes les régions du Canada étaient surtout attribuables à la

pénurie de logements et que le gouvernement fédéral devrait concentrer ses efforts pour accroître le nombre de logements disponibles au lieu de réglementer les loyers. Sur ce dernier point, quelques participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada pourrait adopter une stratégie utilisée dans d'autres pays, comme le Royaume-Uni, et qui consiste à créer une offre de logements sociaux entièrement financés et administrés par le gouvernement fédéral qui aurait un droit de regard sur les loyers de ces propriétés. Un petit nombre de participants, en particulier à Winnipeg, à Edmonton, en Saskatchewan et dans la région de l'Okanagan, étaient d'avis que le gouvernement du Canada ne devrait pas intervenir pour réglementer les loyers puisque cela nuirait au principe fondamental du « libre marché ». D'autres s'entendaient pour dire que cette responsabilité devrait relever principalement des gouvernements provinciaux et territoriaux puisque selon eux, les fonctionnaires à ce niveau ont une meilleure compréhension de la situation du logement dans chaque province ou territoire.

À la question à savoir si le gouvernement du Canada devrait offrir des subventions ou des incitatifs aux propriétaires de logements locatifs en échange d'engagements contraignants à ne pas augmenter leurs loyers, quelques participants se sont dits favorables, mais un plus grand nombre étaient incertains ou contre l'idée, en particulier à Edmonton et Winnipeg. Parmi ceux en faveur, certains croyaient que ce projet était réalisable et susceptible de plaire aux propriétaires qui seraient autrement réticents à une réglementation fédérale. Certains ont aimé l'idée d'offrir un incitatif afin d'encourager les investissements à long terme dans les logements abordables, ce qui à leurs yeux représente un avantage pour les Canadiens. Quelques-uns avaient des préoccupations et des questions au sujet de ce projet. Certains avaient l'impression que des ententes de ce genre devraient s'échelonner sur plusieurs années, de manière à rassurer les locataires que leur loyer ne monterait pas en flèche à la fin de l'entente. D'autres croyaient que le succès de cette initiative dépendait d'un niveau élevé de responsabilisation et de confiance entre les locataires et les propriétaires.

Parmi les plus sceptiques, quelques-uns craignaient que les propriétaires soient peu nombreux à accepter une telle entente puisque selon eux, l'incitatif était insuffisant. Certains se demandaient comment il serait possible de réglementer un tel système et croyaient qu'il serait difficile de surveiller adéquatement le marché locatif privé. D'autres étaient inquiets à l'idée de verser des subventions aux propriétaires qui, selon eux, sont déjà largement privilégiés parce qu'ils possèdent des logements locatifs. Sur ce dernier point, quelques participants ont expressément rejeté l'idée d'inclure les logements locatifs de propriété étrangère sous prétexte que les acheteurs étrangers étaient en grande partie responsables de la hausse des coûts des logements et qu'ils en avaient déjà considérablement profité aux dépens du marché canadien du logement. Certains craignaient que des propriétaires tentent de contourner les règles en augmentant les frais connexes, comme les services publics et le stationnement, même en maintenant le loyer de base.

Parmi ceux qui ont le plus hésité vis-à-vis les subventions fédérales offertes aux propriétaires, plusieurs s'inquiétaient du fonctionnement et de la mise en application d'un tel programme. Certains étaient d'avis que ces ententes devraient être révisées sur une base régulière pour tenir compte de l'augmentation des coûts, notamment du taux d'inflation actuel qui est plutôt élevé. Quelques participants se demandaient comment les mêmes règles s'appliqueraient aux sociétés de location et aux propriétaires qui louent des chambres dans leurs résidences pour gagner un revenu supplémentaire. Un petit nombre étaient d'avis qu'il pourrait y avoir des options plus pratiques pour le

gouvernement du Canada de s'impliquer afin de rendre les logements plus abordables, notamment en créant un programme pour permettre à un plus grand nombre de Canadiens de devenir propriétaires. À ce sujet, quelques-uns ont suggéré que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour encourager une densification accrue dans les centres urbains. Selon eux, cette stratégie permettrait d'augmenter considérablement l'offre de logements dans ces centres, tout en freinant la hausse vertigineuse des prix des logements.

Interrogés à savoir si le gouvernement du Canada devrait adopter une loi pour interdire aux propriétaires d'augmenter les loyers au-delà d'un prix plafond, les participants avaient des avis partagés. Même si certains ont mieux accueilli cette idée que la précédente, plusieurs doutaient de la viabilité du projet. Sur le plan régional, les opinions étaient partagées, sauf en Saskatchewan et à Winnipeg où les participants étaient généralement contre cette idée.

Ceux en faveur d'un plafonnement des loyers estimaient que cette mesure était nécessaire pour freiner la hausse constante et rapide des loyers et que si on laissait la place au « libre marché », les propriétaires tenteraient naturellement de maximiser leurs profits. Certains participants croyaient que cette stratégie serait particulièrement efficace pour modifier le comportement des grandes sociétés de location ou des biens nantis qui possèdent plusieurs propriétés et qui exigent des loyers exorbitants. Bien qu'en faveur de l'initiative, plusieurs s'entendaient pour dire que tout plafonnement des loyers devrait être adapté en fonction du marché locatif de chaque ville ou région, et révisé sur une base régulière pour tenir compte d'autres facteurs comme l'inflation.

Parmi les nombreux opposants au projet, plusieurs avaient l'impression qu'il causerait préjudice aux propriétaires en les empêchant de tirer profit de leurs propriétés et en ne tenant pas compte des coûts liés aux rénovations, aux impôts fonciers et à l'entretien général. Bon nombre de participants craignaient également qu'une telle loi contribue à diminuer l'offre de logements locatifs puisque les propriétaires ne jugeraient plus financièrement rentable de louer leurs propriétés. Sur ce dernier point, plusieurs craignaient que les propriétaires privilégient la location à court terme, notamment sur les plateformes comme Airbnb, ce qui leur permettrait de réclamer des tarifs plus élevés, tout en diminuant l'offre de logements locatifs.

Logements abordables (locataires de la région de l'Okanagan, étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara, résidents d'Edmonton ayant reçu un test positif à la COVID-19, résidents de Winnipeg)

Dans ces quatre groupes, les participants ont discuté des logements abordables de façon plus générale. Pour commencer, nous leur avons présenté plusieurs initiatives en matière de logement envisagées par le gouvernement fédéral, et leur avons demandé d'identifier celles qui seraient les plus efficaces pour rendre les logements plus abordables au Canada, et d'en discuter. Ces initiatives étaient les suivantes :

- **Fonds d'innovation pour le logement abordable** : *Financement d'idées uniques et de techniques de construction novatrices qui révolutionnent le secteur du logement abordable.*

- **Initiative des terrains fédéraux** : L'utilisation de terrains et d'immeubles fédéraux excédentaires pour aménager des lieux d'habitation abordables, durables, accessibles et socialement inclusifs.
- **L'Incitatif à l'achat d'une première maison** : Un programme qui permet d'emprunter 5 ou 10 % du prix d'achat d'une habitation pour la mise de fonds. Les bénéficiaires du programme remboursent le même pourcentage de la valeur de la maison au moment de sa vente ou dans un délai de 25 ans.
- **Fonds d'accélération de la construction de logements** : Fonds mis à la disposition des municipalités pour augmenter l'offre de logements dans les plus grandes villes du Canada au moyen de mesures telles que le zonage d'inclusion, la densification accrue, la réduction des délais d'approbation des projets de construction et la mise en valeur de terrains vacants ou sous-utilisés.
- **Fonds national de co-investissement pour le logement – volet construction de logements** : Prêts à faible coût remboursables et prêts-subventions à des fins d'immobilisations pour bâtir des logements abordables, des refuges, des logements de transition et des logements offrant du soutien.
- **Financement de la construction de logements locatifs** : Prêts à faible coût pour encourager la construction d'immeubles d'appartements durables partout au Canada.

Toutes les initiatives ont reçu un certain appui des participants, mais l'Incitatif à l'achat d'une première maison et le Fonds d'innovation pour le logement abordable ont été désignés comme susceptibles d'avoir le plus grand impact.

En ce qui concerne l'Incitatif à l'achat d'une première maison, plusieurs étaient d'avis qu'elle aiderait les premiers acheteurs, en particulier les jeunes Canadiens qui occupent un emploi à temps plein, mais qui ont de la difficulté à épargner pour une mise de fonds suffisante, compte tenu des prix qui ne cessent d'augmenter. Cependant, quelques participants craignaient que cette initiative n'ait pas assez loin pour aider les Canadiens qui souhaitent acheter une première maison, et ont affirmé qu'il faudrait en faire davantage pour freiner la hausse vertigineuse des prix des logements dans l'ensemble du pays. À Edmonton, Winnipeg et dans les régions de Hamilton et de Niagara, nous avons demandé aux participants s'il devrait y avoir un Incitatif à l'achat d'une première propriété spécifiquement pour les jeunes Canadiens. La plupart s'entendaient pour dire que cette initiative était intéressante, surtout pour ceux qui occupent un emploi à temps plein et qui n'ont pas de partenaire pour les aider à économiser pour une mise de fonds. Quelques-uns ont suggéré d'exiger des participants au programme une preuve qu'ils gagnent un salaire stable et fiable leur permettant d'effectuer les versements hypothécaires mensuels sans manquer à leur obligation. Un petit nombre de participants ont mis en doute l'utilité ou la pertinence d'un tel programme, prétextant que l'accès à la propriété n'était pas nécessairement la meilleure option pour de nombreux jeunes Canadiens qui préfèrent voyager, déménager ou changer de carrière, et pour qui toutes ces activités pourraient s'avérer plus difficiles avec une hypothèque à rembourser.

Le Fonds d'innovation pour le logement abordable, qui pourrait fournir des solutions viables et à long terme aux problèmes de logement au Canada, a été perçu comme étant particulièrement prometteur. Plusieurs y ont vu une solution viable pour résoudre les problèmes de logement au Canada, en misant sur la créativité des Canadiens pour élaborer des stratégies innovatrices. Certains ont ajouté que cette initiative pourrait inciter les jeunes Canadiens à acquérir une maison tout en encourageant les solutions spécifiques à chaque région pour résoudre les problèmes de logement.

L'Initiative des terrains fédéraux a également été perçue comme étant une stratégie efficace et intuitive pour le gouvernement du Canada d'apporter son soutien afin de rendre les logements plus abordables, tout en faisant bon usage des terrains fédéraux vacants. Certains s'entendaient pour dire que cette initiative permettrait de tirer le meilleur parti des bases inoccupées des Forces armées canadiennes (FAC) qui, dans plusieurs cas, incluent déjà des logements qui pourraient facilement être convertis en logements abordables. D'autres ont aimé l'idée de créer des projets « socialement inclusifs ». Quelques participants seulement souhaiteraient avoir une meilleure définition de ce que sont les terrains « vacants », estimant qu'il pourrait y avoir plusieurs terrains fédéraux ne pouvant être aménagés, surtout dans les régions où la conservation de l'environnement doit être privilégiée.

Bien que le financement de la construction de logements locatifs et le Fonds national de co-investissement pour le logement aient généralement reçu un appui plus faible par rapport aux autres initiatives, plusieurs participants croyaient qu'ils pourraient également s'avérer utiles pour résoudre un certain nombre de problèmes liés au logement. En particulier, le Fonds national de co-investissement pour le logement a été perçu comme étant un moyen viable de fournir des logements aux Canadiens à faibles revenus et aux populations marginalisées qui disposent de peu de ressources pour dénicher eux-mêmes un logement. De la même façon, l'accent sur la construction de logements locatifs abordables a été considéré comme une méthode efficace pour répondre aux besoins en logements des personnes qui pourraient avoir de la difficulté à acheter une maison dans un avenir prévisible.

Bien qu'il ait reçu peu d'attention de la part des participants, le Fonds pour l'accélération de la construction de logements a reçu des commentaires positifs, notamment pour son objectif de densification accrue dans les grands centres urbains. Quelques participants se sont dits préoccupés par l'importance accordée à la création de logements dans les grandes villes et craignaient que ce soit aux dépens des petites villes et des municipalités. D'autres s'inquiétaient de la réduction des délais d'approbation des projets de construction et de la mise en valeur rapide, et avaient l'impression que cela pouvait entraîner des oublis ou des erreurs à l'étape de la planification et de la construction.

À Winnipeg, les participants ont eu droit à une question additionnelle au sujet de l'itinérance dans leur région. La plupart ont répondu qu'il s'agissait d'un problème majeur aggravé par la pandémie de COVID-19 et ses conséquences financières négatives sur de nombreux Canadiens. Certains craignaient que ce fléau prenne plus d'ampleur compte tenu du taux d'inflation actuel plutôt élevé. Quelques participants avaient entendu parler de récentes mesures mises en place par le gouvernement du Canada pour lutter contre l'itinérance, mais très peu d'entre eux se rappelaient avoir entendu une annonce selon laquelle on prévoyait affecter des fonds supplémentaires afin d'aider ces Canadiens à trouver un logement abordable. Interrogés à savoir s'ils avaient entendu parler de l'Initiative pour la création rapide de logements, tous les participants ont répondu par la négative.

Enjeux autochtones (Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)

Le groupe composé d'Autochtones vivant dans les réserves a discuté de plusieurs enjeux spécifiques à leurs communautés et à l'ensemble des peuples autochtones au Canada.

Pour commencer, nous avons demandé aux participants d'identifier les industries et les secteurs les plus importants dans leurs réserves. Ceux-ci ont fourni plusieurs réponses, notamment le pétrole, l'hôtellerie et le divertissement, ainsi que la culture et la vente de cannabis. Quelques participants ont mentionné que les industries étaient très peu nombreuses dans leurs réserves. Cette situation était généralement attribuable au manque de contrôle sur les ressources, à un manque de leadership à l'échelle locale, aux difficultés administratives à faire approuver les initiatives et les projets par le gouvernement fédéral, et au manque de débouchés. Ces participants s'entendaient pour dire qu'il y avait trop d'obstacles au développement économique dans leurs réserves et que les gouvernements fédéral et provinciaux devaient en faire davantage pour favoriser l'autosuffisance des communautés autochtones.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour stimuler le développement économique dans leurs communautés, les participants ont fait les trois suggestions suivantes :

- Donner aux communautés autochtones l'occasion d'acheter des terres de la Couronne ou des droits d'utilisation des terres autour de leurs réserves, et privilégier les offres d'entreprises autochtones à celles d'entreprises privées non autochtones;
- Entamer un dialogue ouvert avec les communautés autochtones pour déterminer ce dont elles ont besoin de la part du gouvernement fédéral, plutôt que de prescrire des solutions, et ce, communauté par communauté; et
- Alléger le fardeau administratif et les obstacles pour les nouvelles entreprises.

Par la suite, les participants ont discuté de ce qu'ils considéraient être les principaux enjeux auxquels sont confrontées les réserves, notamment la pauvreté, la discrimination et les traumatismes intergénérationnels, comme les dépendances, les troubles de santé mentale et la violence conjugale. Plus précisément, les participants ont identifié plusieurs enjeux structurels qui contribuent à créer et à perpétuer ces problèmes, notamment :

- Les services de soins de santé insuffisants : certains participants ont mentionné cet enjeu et plus particulièrement l'absence de soutiens et de services essentiels pour les personnes aux prises avec des troubles de santé mentale et de dépendance, ce que plusieurs considèrent être un problème important au sein de leurs communautés. Les participants s'entendaient pour dire que le niveau de soins dans les réserves est nettement inférieur à ceux qu'on retrouve dans la majorité des autres communautés canadiennes, et qu'il faudrait offrir des services supplémentaires dans les réserves, comme des centres de désintoxication, pour répondre aux besoins des personnes qui souhaitent obtenir de l'aide, mais doivent quitter leur communauté pour ce faire, ce qui constitue un obstacle majeur.
- Le manque de soutien pour les victimes de violence : il s'agit d'un problème de taille pour les victimes de violence conjugale, d'agression sexuelle et de violence faite aux enfants qui, de l'avis de plusieurs, s'est aggravé en raison de la pandémie de COVID-19 et de l'isolement social accru. Les refuges et les services de soutien communautaires qui permettraient aux victimes d'obtenir de l'aide et de guérir dans un environnement qui leur est familier ont été qualifiés d'essentiels.

- Le prix élevé des aliments : pour les communautés qui doivent déjà composer avec un fort taux de pauvreté, le prix élevé des aliments et l'insécurité alimentaire représentent un fardeau considérable (et un obstacle à la santé et au mieux-être) pour lequel il importe de trouver une solution, comme le plafonnement du prix des produits de base.
- La pénurie de logements : cet enjeu a également été décrit comme un grave problème pour les communautés dans les réserves. Des participants ont cité plusieurs exemples de familles qui vivent de 15 à 20 personnes dans un logement insalubre et dans des conditions lamentables.

En ce qui concerne les projets d'infrastructures dans les réserves pour lesquels le gouvernement devrait offrir un financement, les participants ont identifié un ensemble de priorités sociales, notamment :

- le logement
- les établissements de soins de santé et de traitements
- les refuges pour les victimes de violence conjugale
- des installations communautaires, récréatives et sportives à usages multiples, surtout pour les jeunes

Interrogés au sujet des enjeux plus vastes touchant les Autochtones et des secteurs où le gouvernement du Canada devrait concentrer son attention, les participants ont identifié plusieurs priorités, notamment :

- La réconciliation : plusieurs participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait faire plus d'efforts vers la réconciliation avec les Autochtones au Canada. Certains étaient d'avis que des changements majeurs s'imposent dans les relations entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones et qu'il faudrait notamment revoir la *Loi sur les Indiens* et permettre aux communautés autochtones d'exercer un plus grand contrôle sur leurs affaires;
- L'eau potable : aux dires des plusieurs, la pénurie d'eau potable dans les réserves et dans les communautés autochtones du Nord est un problème persistant qui affecte de nombreuses communautés autochtones. Certains ont souligné les problèmes d'entretien dans les installations de traitement des eaux dans plusieurs réserves et le manque de financement de la part du gouvernement fédéral. La majorité s'entendait pour dire que c'était au gouvernement fédéral de répondre à ce besoin fondamental et qu'il devait s'y mettre de toute urgence.
- La pénurie alimentaire : les participants s'entendaient pour dire que la situation était courante et particulièrement problématique dans les communautés éloignées du Nord.
- Les soins de santé communautaires : plusieurs ont mentionné le manque d'établissements de soins de santé et de traitements au sein des communautés autochtones, que ce soit pour les problèmes médicaux complexes ou les services en santé mentale et de lutte à la dépendance, forçant ainsi les personnes nécessitant des soins à sortir de leur milieu pour les recevoir ce qui, de l'avis de certains, aurait un impact négatif sur leur santé globale.

- L'égalité en matière d'enseignement : quelques participants étaient d'avis que la qualité de l'enseignement dans les réserves, tant sur le plan des ressources que du personnel, était bien en deçà du niveau offert dans d'autres communautés au Canada. Les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait déployer des efforts supplémentaires pour s'assurer que la qualité de l'enseignement offert dans les réserves soit la même que dans les autres régions du Canada.

Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada ne portait pas suffisamment d'attention aux enjeux autochtones. Certains croyaient que ces enjeux et les opinions des peuples autochtones étaient rarement privilégiés et que plusieurs mesures prises par le gouvernement fédéral pour aborder leurs préoccupations avaient très peu d'impact sur ces communautés. Quelques participants ont exprimé leur frustration face au gouvernement du Canada qui, selon eux, consacre des ressources importantes pour les initiatives d'aide à l'étranger, tandis que dans de nombreuses communautés autochtones au Canada, les besoins essentiels ne sont toujours pas comblés. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement du Canada avait fait quoi que ce soit de bien relativement aux enjeux autochtones, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Bien que certains aient cité la Commission de vérité et réconciliation du Canada (TRC) comme un élément positif, plusieurs étaient d'avis qu'un nombre important des quatre-vingt-quatorze appels à l'action mis de l'avant par la Commission n'avait toujours pas reçu une attention suffisante de la part du gouvernement fédéral.

Très peu de participants se rappelaient les récentes mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour en venir à une réconciliation. À ce sujet, quelques-uns ont mentionné que même si les enjeux autochtones faisaient souvent l'objet d'une grande attention dans l'actualité, le gouvernement posait rarement des gestes concrets pour s'attaquer aux causes profondes des problèmes, comme les relations historiques entre le gouvernement du Canada et les Autochtones. Plusieurs étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait reconnaître son rôle dans le maintien du système des pensionnats de l'époque, à défaut de quoi il serait impossible de réaliser des progrès importants vers la réconciliation. Un petit nombre de participants se sont dits déçus du manque de participation des représentants fédéraux, y compris du premier ministre, durant la première Journée nationale de la vérité et de la réconciliation qui a eu lieu le 30 septembre 2021.

En décrivant ce qu'ils aimeraient voir d'un gouvernement fédéral sérieux dans ses efforts de réconciliation, les participants ont fait plusieurs suggestions, notamment :

- Des efforts exhaustifs pour réparer les nombreuses injustices historiques subies par les peuples autochtones qui vont au-delà d'une indemnisation financière et qui mettent l'accent sur la guérison des traumatismes intergénérationnels dont souffrent de nombreux Autochtones;
- Une participation constante du gouvernement fédéral à l'assemblée extraordinaire des chefs de l'Assemblée des Premières Nations, en présence du premier ministre à la période de questions avec les délégués;
- Une meilleure représentation des peuples autochtones à tous les échelons de gouvernements élus, jusqu'au poste de premier ministre; et

- L'élimination des barrières qui limitent la mesure dans laquelle les peuples autochtones peuvent décider de leurs propres affaires. Quelques participants ont réitéré leur désir de voir le gouvernement fédéral réexaminer et actualiser les lois existantes, comme la *Loi sur les Indiens*.

Interrogés à savoir s'ils étaient au courant de l'affaire devant la Cour fédérale qui porte sur l'indemnisation des enfants des Premières Nations lésés par les politiques des services à l'enfance et à la famille, certains participants ont affirmé en avoir entendu parler, mais peu en connaissaient les détails. Ceux qui en avaient entendu parler avaient l'impression qu'il était question du retrait massif d'enfants autochtones de leurs familles et de leur placement dans le système d'aide à l'enfance, aussi connu sous le nom de « rafle des années soixante ». Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué qu'en janvier 2022, on avait annoncé que les groupes autochtones et le gouvernement du Canada avaient conclu une entente de principe en matière d'indemnisation et de réforme à long terme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations. Nous leur avons également présenté les renseignements suivants concernant l'indemnisation prévue dans l'entente :

- *20 milliards de dollars d'indemnisation pour les enfants des Premières Nations (ainsi que pour leurs parents et leurs proches aidants) qui ont été retirés de leur foyer entre 1991 et le mois de mars 2022. L'indemnisation couvre également les enfants qui ont subi les conséquences négatives d'une interprétation étroite du principe de Jordan entre 2007 et 2017, ainsi que les enfants qui n'ont pas reçu ou ont été retardés dans la réception d'un service ou d'un produit public essentiel entre le 1^{er} avril 1991 et le 11 décembre 2007.*
- *20 milliards de dollars pour réformer le programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations. Cela comprendra des fonds pour soutenir les enfants qui, en raison de leur âge, sortent du système de protection de l'enfance et des services de prévention, y compris les services de soutien en santé mentale et de soutien culturel afin de s'assurer que les familles restent ensemble.*

Même si certains étaient heureux d'apprendre que les personnes lésées par les politiques des services à l'enfance et à la famille seraient indemnisées, plusieurs craignaient qu'on leur impose des conditions quant à l'utilisation de ces fonds. Un certain nombre de participants avaient le sentiment que les modalités du soutien financier et des indemnités étaient souvent établies par le gouvernement fédéral alors qu'il conviendrait de laisser aux peuples autochtones le choix des priorités pour répondre à leurs besoins particuliers. D'autres s'inquiétaient également de l'impact négatif d'une indemnisation financière, pensant qu'une entrée soudaine d'argent pourrait aggraver les problèmes de toxicomanie et de dépendance qui prévalent dans leurs communautés, puisque les consommateurs disposeraient alors d'un revenu supplémentaire pour se procurer de l'alcool et des drogues illicites. Certains ont réitéré qu'en plus de l'indemnisation financière, il faudrait mettre l'accent sur la guérison holistique et offrir notamment des services de traitement dans les réserves et des solutions permettant aux personnes nécessitant des soins de rester avec leurs proches. Quelques participants s'entendaient également pour dire que pour réaliser des progrès vers la réconciliation, il fallait maintenir le dialogue entre les Autochtones et les dirigeants fédéraux.

Nous avons également demandé aux participants s'ils étaient au courant d'une entente conclue entre le gouvernement du Canada et la Première Nation de Cowessess concernant des mesures de soutien aux services à l'enfance et à la famille. Même si quelques-uns en avaient entendu parler, aucun n'était au courant des détails. Nous leur avons expliqué que dans le cadre de l'accord, le gouvernement du Canada investira 38,7 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour aider la Première Nation de Cowessess à mettre en place son système de services à l'enfance et à la famille. Bien qu'un certain nombre étaient en faveur d'une plus grande autodétermination pour les Autochtones dans ce domaine, plusieurs croyaient que la transition vers un système dirigé par des Autochtones devrait se faire graduellement et avec la plus grande prudence. Même si bon nombre de participants étaient favorables à ce qu'on étende cette approche à d'autres bandes autochtones, la majorité jugeait important de mettre sur pied un organisme réglementaire autochtone plus vaste auquel chacun des systèmes devrait rendre compte. Quelques-uns ont mentionné que des programmes de services à l'enfance et à la famille existaient déjà dans leurs réserves et que ceux-ci avaient permis d'aider les membres de leurs communautés. De façon générale, les participants étaient d'avis que pourvu que des règlements et des mécanismes de reddition de comptes appropriés soient établis afin d'assurer le bon fonctionnement de ces systèmes, l'autodétermination autochtone dans ce domaine pourrait être une priorité à mettre à l'ordre du jour pour le gouvernement fédéral.

En ce qui concerne l'eau potable, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves. Même si certains se rappelaient d'avoir vu des gros titres à ce sujet, peu d'entre eux étaient au courant des récentes mesures prises par le gouvernement fédéral pour résoudre le problème. Même si quelques-uns avaient entendu dire que des progrès avaient été réalisés dans certaines communautés en Colombie-Britannique, la majorité était d'accord pour affirmer que très peu d'actions concrètes avaient été posées pour lever ces avis. Certains étaient d'avis qu'une des entraves majeures était la difficulté pour les représentants du gouvernement fédéral et des peuples autochtones à déterminer quelles étaient les communautés qui nécessitaient des travaux dans les centres de traitement des eaux existants ou la construction de nouvelles installations. Aux dires de certains, même si plusieurs de ces centres étaient techniquement en état de fonctionner, ceux-ci pourraient se détériorer rapidement s'ils n'étaient pas adéquatement entretenus. Les participants ont indiqué qu'il faudrait faire entendre davantage la voix des Autochtones pour établir la marche à suivre dans chacune des communautés.

Nous avons présenté aux participants une infographie fournissant de l'information supplémentaire sur les plus récents efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves.

Mis à jour le 24 février 2022



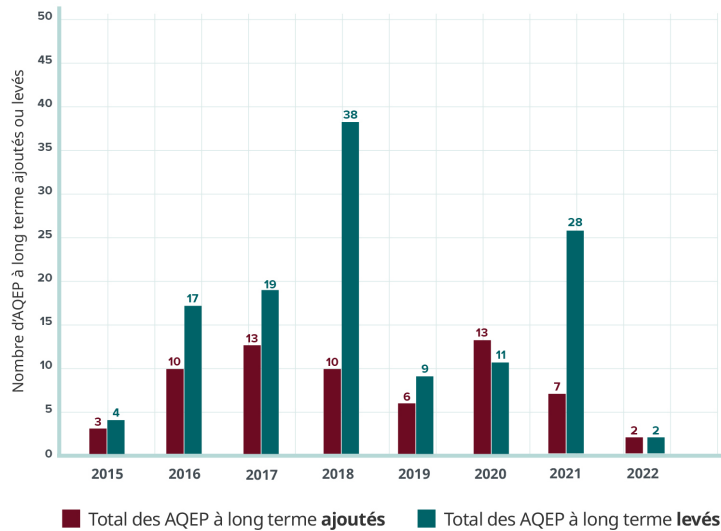
128

avis à long terme sur la
qualité de l'eau potable
levés depuis novembre
2015

36 avis à long terme sur la
qualité de l'eau potable

en vigueur dans

29 communautés



Nous avons demandé aux participants de partager leurs premières impressions. Même si quelques-uns constataient certains progrès, ceux-ci souhaitaient qu'on trouve des solutions permanentes, et non seulement temporaires, aux problèmes d'eau potable dans les réserves. D'autres ont mentionné que plusieurs de ces avis avaient été levés en 2021, alors que les enjeux autochtones faisaient souvent les manchettes. Tous espéraient que ce rythme soit maintenu, même si les enjeux touchant les peuples autochtones étaient moins présents aux yeux du public. Invités à évaluer les progrès du gouvernement du Canada dans ce dossier, la plupart des participants avaient toujours l'impression que les progrès étaient insuffisants et que cette obligation fondamentale du gouvernement fédéral à l'égard de ses citoyens ne serait pas remplie jusqu'à ce que toutes les communautés autochtones aient accès à de l'eau potable.

Invités à décrire la situation relative au logement dans leurs réserves, la plupart des participants l'ont qualifiée de très préoccupante. Ils ont parlé de la pénurie de logements adéquats, des longues listes d'attente et du surpeuplement qui, selon certains, avaient aggravé les situations engendrées par la pandémie et compliqué la vie des personnes ayant reçu un test positif à la COVID-19 ou qui n'étaient pas en état de trouver un endroit où s'isoler en toute sécurité.

Les quelques participants qui avaient l'impression que la situation du logement était beaucoup mieux dans leurs réserves l'ont attribuée à la construction de petites maisons de style « garçonnière » dans leurs communautés et à l'embauche d'entrepreneurs provenant des réserves pour les travaux. D'autres ont indiqué que des solutions créatives semblables devraient être considérées dans les réserves comme la leur, de manière à pouvoir construire plus de logements plus rapidement afin de répondre à la demande dans les communautés. Quelques participants croyaient également que le gouvernement du Canada devrait démontrer une plus grande flexibilité en permettant aux communautés autochtones d'affecter un pourcentage plus élevé des fonds qu'elles reçoivent du fédéral pour accroître le nombre de logements dans les réserves.

Contenu canadien (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, résidents du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans de villes de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, francophones de la région de Sudbury, résidents du Centre-du-Québec et du sud du Québec)

Dans ces six groupes, les participants ont discuté de contenu canadien et en particulier, des industries canadiennes de la télévision, du cinéma et de la musique.

Nous leur avons demandé ce qu'ils avaient pensé en entendant parler de « contenu canadien » la première fois. Voici les réponses que nous avons obtenues :

- les chaînes de télévision canadiennes comme CBC, CTV et CP24;
- les productions cinématographiques et les émissions de télé produites par des créateurs canadiens et tournées au Canada, y compris des séries comme Letterkenny, Trailer Park Boys et Corner Gas;
- les artistes et les créateurs canadiens;
- les créateurs de contenu sur les plateformes de médias sociaux comme TikTok et Instagram, en particulier ceux qui représentent les cultures autochtones, métis et inuites; et
- le contenu éducatif ou culturel axé sur l'histoire, la culture et le patrimoine canadiens.

Les autres commentaires reflétaient diverses perspectives concernant la qualité du contenu canadien. Quelques participants étaient d'avis que dans la plupart des cas, il était difficile de distinguer le contenu canadien du contenu produit aux États-Unis, alors que d'autres jugeaient que les productions canadiennes étaient de qualité inférieure. Même si pour certains, le contenu canadien mettait en

vedette un éventail de créateurs et de récits, d'autres souhaiteraient qu'on fasse des efforts supplémentaires pour accroître la diversité dans les productions canadiennes.

Dans les deux groupes du Québec et dans celui composé de francophones de la région de Sudbury en Ontario, nous avons posé des questions supplémentaires sur les perceptions quant au contenu canadien. Dans l'ensemble, certains avaient l'impression que le contenu canadien était généralement de qualité supérieure. Ils étaient par contre plus nombreux à croire le contraire, en raison du manque de financement, comparativement à d'autres pays, comme les États-Unis. Quelques participants avaient des opinions plus ambivalentes et croyaient que la qualité du contenu canadien, en particulier dans l'industrie du cinéma et de la télévision, variait considérablement d'une production à l'autre.

En ce qui a trait aux préférences pour le contenu canadien plutôt qu'aux productions étrangères, les participants étaient plutôt divisés. Certains ont affirmé qu'ils seraient plus enclins à regarder du contenu cinématographique et télévisé s'ils savaient qu'il est canadien alors que pour d'autres, ce sont le sujet et le contenu et non le pays de production qui déterminent leur intérêt à regarder un film ou une série télévisée. La plupart des participants, peu importe leurs préférences, ont affirmé que la qualité de la production était le facteur déterminant qui les incitait à continuer le visionnement. Dans le groupe du Centre-du-Québec et du sud de la province, quelques participants ont mentionné que même s'ils recherchaient habituellement du contenu québécois, ils étaient moins attirés par le contenu canadien de manière plus générale.

Pour ce qui est de la musique produite par des artistes canadiens, les préférences de certains dépendaient principalement du genre et du style de musique, alors que plusieurs ont admis qu'ils seraient plus enclins à rechercher et à écouter du contenu canadien. Bon nombre de participants étaient d'accord pour dire que le Canada produisait de la musique de qualité, aussi bonne que celle d'ailleurs, et mettait en vedette un éventail d'artistes talentueux. Certains ont fait valoir que le financement de la production importait moins dans le domaine de la musique, et qu'on pouvait produire de l'excellente musique de n'importe quel endroit. Dans ces groupes, les participants avaient l'impression que la musique produite au Canada était plus typiquement canadienne que les séries télévisées ou les films produits ici, et qu'il était plus facile de transmettre la culture et les valeurs canadiennes par la musique en permettant aux artistes d'intégrer le caractère unique de l'expérience canadienne dans leurs œuvres. Certains ont identifié la musique de langue française comme un sous-genre de la musique canadienne qu'ils seraient très tentés de rechercher et d'écouter.

Concernant l'état de l'industrie canadienne du cinéma et de la télévision, les participants avaient des avis partagés quant à savoir si le secteur était actuellement menacé. Ils étaient toutefois un peu plus nombreux à croire qu'il se portait relativement bien, comparativement à ceux qui craignaient pour son avenir. Sur le plan régional, bien qu'aucun participant des régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord ne croyait que l'industrie fût menacée, ceux de la région de Sudbury, du Centre-du-Québec et du sud du Québec avaient des avis plus partagés.

Les participants qui craignaient pour l'avenir de l'industrie canadienne du cinéma et de la télévision étaient surtout préoccupés par les impacts de la COVID-19 sur la production, les finances et les emplois. Parmi ceux qui se sont montrés plus optimistes à l'égard de la santé de l'industrie, certains ont reconnu les défis, comme la dominance des productions américaines et la compétition de plus en

plus féroce, mais seulement quelques-uns y voyaient une menace pour l'industrie canadienne du cinéma et de la télévision dans son ensemble. D'autres étaient d'avis qu'il y aurait de plus en plus de débouchés et un marché sain pour le contenu canadien et ce, pour des années à venir, compte tenu de la forte demande pour du nouveau contenu sur les plateformes de diffusion en continu comme Netflix (parmi tant d'autres).

Dans tous les groupes, nous avons présenté aux participants plusieurs énoncés décrivant des mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour appuyer le contenu canadien et leur avons demandé de choisir ceux qu'ils soutenaient le plus à partir de la liste qui suit :

- *Le gouvernement du Canada doit protéger le contenu et les récits canadiens.*
- *Le gouvernement du Canada doit soutenir les artistes et les créateurs canadiens.*
- *Les géants du Web doivent rendre le contenu canadien plus découvrable sur leurs plateformes.*
- *Les géants du Web doivent en faire davantage pour mettre en valeur le contenu canadien sur leurs plateformes.*
- *Les règles relatives au contenu en ligne sont désuètes et nous devons les moderniser.*
- *Le gouvernement du Canada doit uniformiser les règles du jeu entre les radiodiffuseurs traditionnels et les géants étrangers du Web.*
- *Les géants étrangers du Web doivent payer leur juste part pour soutenir les créateurs canadiens.*

Les participants souhaitaient voir le gouvernement fédéral appuyer les artistes et les créateurs canadiens et protéger le contenu et les récits canadiens. Dans tous les groupes, ces objectifs ont reçu un appui considérable. Plusieurs s'entendaient également pour dire qu'il faudrait investir davantage dans les créateurs et les artistes canadiens pour faire en sorte qu'ils aient accès aux ressources et aux débouchés nécessaires pour établir leur carrière au Canada plutôt que d'être forcés de s'exiler à l'étranger, notamment aux États-Unis. En ce qui concerne le contenu et les récits canadiens, certains aimeraient que le gouvernement fédéral non seulement protège, mais qu'il encourage les perspectives « typiquement canadiennes », y compris celles qui reflètent la culture d'expression française ou autochtone.

Bon nombre de participants étaient favorables à l'idée que les géants du Web rendent le contenu canadien plus découvrable sur leurs plateformes. Un nombre légèrement plus faible étaient d'avis qu'on devrait en faire davantage pour mettre en valeur le contenu canadien, surtout sur les grandes plateformes numériques. Lorsque nous leur avons demandé quelle était selon eux la différence entre rendre le contenu canadien plus « découvrable » et le « mettre en valeur », les participants des trois groupes en français avaient l'impression que « découvrable » signifiait la capacité de trouver du contenu canadien pour quiconque le cherche, alors que « mettre en valeur » voulait dire qu'il était activement mis en évidence sur la plateforme.

Quelques participants étaient d'accord pour dire qu'il était important de moderniser les règles relatives au contenu en ligne, compte tenu de l'évolution rapide du paysage médiatique numérique.

Les participants étaient relativement peu nombreux à dire que le gouvernement du Canada devrait uniformiser les règles du jeu entre les radiodiffuseurs traditionnels et les géants étrangers du Web. Ceux-ci n'étaient pas particulièrement favorables à ce que des efforts soient déployés pour forcer ces

plateformes numériques à payer leur juste part pour soutenir le contenu canadien. Bien que quelques participants dans les deux groupes du Québec aient exprimé une certaine ouverture vis-à-vis ces initiatives puisque selon eux, les créateurs et les radiodiffuseurs canadiens étaient souvent en situation de désavantage concurrentiel face aux créateurs américains, ceux de la Saskatchewan et de la région de l'Okanagan en Colombie-Britannique étaient essentiellement contre ce qu'ils considèrent comme une ingérence induite dans le libre-marché.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler du projet de loi fédérale modifiant la Loi sur la radiodiffusion, connu comme le projet de loi C-10, quelques participants se sont rappelés d'avoir vu des manchettes à ce sujet, mais personne n'a pu fournir de détails. En discutant pour savoir si le gouvernement du Canada devrait intervenir pour réglementer le contenu présenté sur les grandes plateformes numériques comme Netflix et Spotify, la plupart des participants étaient d'avis que la décision devrait revenir aux auditeurs et que le gouvernement fédéral ne devrait pas être responsable de la réglementation du contenu présenté aux auditoires canadiens. Bien que plusieurs croyaient qu'on devrait offrir des sections canadiennes et une certaine quantité de contenu canadien aux auditeurs, la plupart avaient l'impression que c'était déjà le cas sur la majorité des grandes plateformes de diffusion en continu au Canada et qu'il était inutile d'ajouter des règlements. Même si quelques participants étaient d'accord à ce qu'on établisse des règles, en particulier pour assurer l'équité pour les créateurs de contenu canadien, promouvoir et protéger les récits canadiens, la plupart étaient d'avis qu'il revenait aux consommateurs de choisir le type de contenu qu'ils souhaitent regarder, peu importe le pays d'origine. Sur le plan régional, alors que les groupes de la région de Sudbury, et celles du sud et du Centre-du-Québec étaient un peu plus favorables à ce que le gouvernement fédéral assume ce rôle, ceux de la Saskatchewan, de la région de l'Okanagan, de la région de Durham en Ontario, et des régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et de la Côte-Nord au Québec étaient surtout contre l'idée.

Enjeux spécifiques aux jeunes et aux étudiants de niveau postsecondaire (étudiants de niveau postsecondaire des régions de Hamilton et de Niagara)

Dans ce groupe, les participants ont discuté de l'enseignement postsecondaire au Canada et de questions touchant les jeunes Canadiens de manière plus générale.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada avait fait récemment pour soutenir les étudiants ou les jeunes adultes, peu de participants avaient souvenir de quoi que ce soit. Quelques-uns se rappelaient de la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), même s'ils n'ont pu la nommer spécifiquement, qu'ils ont décrite comme étant des « subventions » accordées à l'été 2020. À ce sujet, certains ont exprimé leur

appréciation envers le gouvernement fédéral pour son engagement à fournir cette aide sous forme de subvention et non de prêt, croyant que l'obligation de rembourser ces montants aurait assurément ajouté à l'anxiété des étudiants durant la pandémie.

Interrogés à savoir comment ils recevaient les nouvelles, presque tous les participants ont mentionné les plateformes de médias sociaux comme Facebook, Instagram, TikTok et Snapchat, et plusieurs ont fait allusion à Google Actualités. Ils ont également été nombreux à préciser qu'ils se tournaient souvent vers des sources de nouvelles réputées et faisant autorité, comme CBC et d'autres médias nationaux et internationaux, pour obtenir des détails et vérifier l'exactitude des renseignements véhiculés dans les médias sociaux, mais qui ne provenaient pas de ces sources ou qui n'étaient pas liées à celles-ci.

En ce qui concerne les sources de nouvelles et d'informations liées à la pandémie de COVID-19, les participants ont encore une fois mentionné qu'ils obtenaient la majorité de leurs nouvelles dans les médias sociaux et sur Google Actualités d'abord, ou par le bouche-à-oreille. Quelques-uns ont également indiqué qu'ils avaient suivi le nombre de cas et d'autres statistiques sur des sites Web comme Worldometer. Lorsque nous leur avons demandé s'ils cherchaient activement de nouvelles informations sur la COVID-19, la plupart ont répondu que même si c'était le cas dans le passé, ils le faisaient rarement à ce stade de la pandémie. Quelques-uns seulement ont indiqué qu'ils recherchaient régulièrement de l'information au sujet du gouvernement du Canada ou provenant de celui-ci. Dans ces cas, les participants cherchaient de l'information concernant les industries qui les emploient (comme le secteur de la construction) ou des manchettes sur des sujets qui les intéressent particulièrement.

Interrogés à savoir s'ils avaient vu des publicités du gouvernement du Canada récemment, un certain nombre de participants ont mentionné avoir vu des communications du gouvernement fédéral sur des plateformes comme YouTube, Instagram et Snapchat, ainsi que dans les médias traditionnels comme la télévision et la radio. Dans la plupart des cas, le contenu de ces publicités traitait principalement de la pandémie et souvent sur la campagne de vaccination en cours qui encourage les Canadiens à obtenir leur troisième dose de vaccin contre la COVID-19. Quelques-uns se rappelaient également avoir vu des publicités du gouvernement fédéral sur les ressources en santé mentale offertes à ceux qui souffraient toujours après presque deux ans de pandémie.

Les participants étaient très peu nombreux à croire que le gouvernement du Canada faisait des efforts pour atteindre les étudiants ou les privilégier dans ses décisions. Certains ont mentionné que même si le gouvernement fédéral savait que les étudiants et les jeunes avaient éprouvé des difficultés durant la pandémie, il ne saisissait toutefois pas la nature de celles-ci, surtout en ce qui a trait à la santé mentale. Par conséquent, certains étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour inclure l'opinion des jeunes dans les politiques et les communications au sein du gouvernement fédéral.

D'autres ont indiqué que même s'ils voyaient souvent des publicités du gouvernement du Canada, il leur semblait qu'elles s'adressaient rarement aux étudiants ou aux jeunes Canadiens. Quelques participants avaient l'impression que le gouvernement fédéral tentait probablement de rejoindre les jeunes Canadiens, mais qu'il n'utilisait pas les plateformes comme Instagram, TikTok et autres à leur plein potentiel. En discutant des moyens que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour rejoindre

les étudiants et les jeunes, plusieurs s'entendaient pour dire que les médias sociaux étaient essentiels et qu'il faudrait en faire davantage pour adapter les messages et les approches à chacune des plateformes. Plusieurs croyaient également que le gouvernement du Canada pourrait travailler de concert avec les collèges et les universités pour mieux transmettre les messages importants aux étudiants puisque, selon eux, ceux-ci sont plus attentifs aux communications émises par leurs établissements scolaires et qu'ils porteraient une plus grande attention (et accorderaient plus de légitimité) aux messages provenant du gouvernement fédéral qui seraient transmis par ces établissements.

Lorsque nous leur avons demandé quel était l'enjeu le plus important pour eux personnellement et sur lequel le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus, les participants ont fourni plusieurs réponses que nous avons regroupées en quatre thèmes principaux :

- Abordabilité des logements – Plusieurs participants ont exprimé des inquiétudes envers la hausse des prix des logements au pays. Ils avaient l'impression que les jeunes Canadiens en particulier auraient beaucoup de difficultés à accéder à la propriété si rien n'était fait dans l'immédiat.
- Prix des aliments – D'autres étaient d'avis que les prix des biens essentiels, comme la nourriture, avaient considérablement augmenté dans les derniers mois, en particulier pour les aliments santé, laissant très peu d'options alimentaires saines aux jeunes Canadiens qui doivent composer avec un budget serré.
- Hausse des salaires – Certains s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire davantage pour augmenter les salaires, surtout pour les jeunes qui travaillent dans le secteur des services ou l'industrie hôtelière. Cela étant dit, certains ont également reconnu qu'il pourrait s'agir d'un problème relevant du provincial et non du fédéral.
- Réduction des coûts des études postsecondaires – Outre les frais de scolarité élevés, les participants ont également mentionné l'augmentation des coûts connexes, comme les cotisations étudiantes, les permis de stationnement, les manuels scolaires et les autres dépenses habituellement encourues par les étudiants. Les participants s'entendaient pour dire que tous ces frais devaient être particulièrement difficiles à gérer en temps de pandémie puisque les étudiants étaient toujours tenus de payer le plein prix, même s'ils n'ont pas pu utiliser tous ces services en raison des cours dispensés principalement en ligne.

Afin de poursuivre la discussion sur les priorités, nous avons présenté aux participants une liste d'initiatives ayant pour but d'aider les étudiants et les jeunes, et leur avons demandé de choisir celles qui selon eux seraient particulièrement prometteuses :

- *Permettre aux nouveaux parents de suspendre le remboursement de leurs prêts étudiants jusqu'à ce que leur plus jeune enfant ait cinq ans*
- *Continuer à élargir les initiatives et les programmes axés sur les compétences et l'emploi qui sont destinés aux jeunes*
- *Créer un nouveau volet à la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour les Canadiens en situation de handicap*

- *Élargir les voies d'accès à la résidence permanente pour les étudiants internationaux et les travailleurs étrangers temporaires au moyen du système d'Entrée express (utilisé pour gérer les demandes d'immigration présentées par des travailleurs qualifiés)*
- *Faire passer à 50 000 \$ le seuil du Programme d'aide au remboursement pour les étudiants emprunteurs qui sont célibataires et apporter les modifications appropriées aux seuils pour les familles de diverses tailles*
- *Éliminer définitivement les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis*

Tous les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait éliminer complètement les intérêts fédéraux sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis. Plusieurs ont parlé de l'anxiété associée à cette dette et de la difficulté à la rembourser, surtout pour les étudiants qui souhaitent décrocher un diplôme supérieur ou suivre une formation professionnelle. À ce sujet, certains croyaient qu'il était dans l'intérêt du gouvernement fédéral de pouvoir compter sur une population et une main-d'œuvre bien instruites, et que les intérêts sur les prêts étudiants étaient injustement punitifs pour ceux qui s'engageaient sur cette voie. De façon générale, les participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada devrait en faire davantage pour encourager les étudiants à faire leurs études et à suivre une formation en augmentant les bourses d'études et autres soutiens financiers sans exiger d'être remboursé.

Les participants ont également aimé les propositions concernant la suspension du remboursement des prêts étudiants pour les nouveaux parents et l'augmentation du seuil du Programme d'aide au remboursement. D'après eux, ces initiatives pourraient s'avérer utiles, quoique beaucoup moins que les mesures visant à réduire les énormes dettes d'études.

Presque tous les participants étaient favorables à ce que l'on continue à élargir les initiatives et les programmes axés sur les compétences et l'emploi qui sont destinés aux jeunes. Même si certains aimeraient en apprendre davantage sur ces programmes, l'impression générale était que ceux-ci pourraient s'avérer utiles pour bien des jeunes au début de l'âge adulte, surtout les programmes qui visent à développer des compétences pratiques comme la gestion des finances personnelles. La plupart des participants étaient également d'accord avec la création d'un nouveau volet à la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour les Canadiens en situation de handicap et s'entendaient pour dire que ces jeunes Canadiens méritaient qu'on leur donne une meilleure chance de réaliser leur plein potentiel, d'intégrer le marché du travail et de contribuer à l'économie canadienne. Relativement peu de participants ont démontré un intérêt pour l'initiative qui vise à élargir les voies d'accès à la résidence permanente pour les étudiants internationaux au moyen du système d'Entrée express.

En discutant des mesures additionnelles que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour appuyer les étudiants et les jeunes sur le plan de l'éducation, bon nombre de participants étaient d'avis qu'on pourrait en faire davantage pour aider ceux qui étaient inscrits dans les collèges et les universités durant la pandémie de COVID-19. Plusieurs ont exprimé leur frustration d'avoir à payer l'intégralité des frais de scolarité pour ce qu'ils considéraient comme étant des sessions d'études limitées en l'absence de cours en présentiel et d'activités sur le campus. De plus, certains étaient inquiets à l'idée d'intégrer le marché du travail après l'obtention de leur diplôme, et avaient le

sentiment qu'en tant qu'étudiants de la COVID-19, les employeurs éventuels pourraient avoir l'impression que leur formation et leurs compétences étaient moindres que celles des étudiants ayant fait des études postsecondaires dans un contexte plus « normal ». Les participants étaient généralement d'avis que le gouvernement fédéral devrait offrir un soutien financier accru et de meilleures perspectives d'emplois à ceux qui ont fait des études supérieures durant la pandémie.

Communautés de langue officielle en situation minoritaire (francophones de la région de Sudbury)

Une discussion au sujet des communautés de langue officielle en situation minoritaire a eu lieu entre des francophones vivant dans la région de Sudbury, en Ontario. La situation de la langue française à Sudbury était un motif de préoccupation pour plusieurs participants, qui se demandaient notamment comment faire pour que la prochaine génération conserve sa maîtrise du français dans un milieu où l'anglais prévaut. Quelques-uns ont évoqué les difficultés pratiques rencontrées par les jeunes au quotidien :

- Dans les familles comptant un parent anglophone, les enfants ont tendance par défaut à parler anglais à la maison;
- Même dans les écoles de langue française, l'anglais s'imisce couramment dans les conversations et limite la possibilité pour les élèves de s'immerger entièrement dans l'univers du français;
- La domination de la culture anglophone, surtout dans les médias, les médias sociaux et en ligne, qui fait en sorte que les jeunes francophones vivent en anglais une bonne partie de la journée.

La plupart des participants croyaient que la langue française était menacée au Canada en dehors du Québec. Développant ce point de vue, certains ont fait remarquer que la notion voulant que le Canada soit un pays ayant deux langues officielles « égales » tenait davantage de la fiction que de la réalité à l'heure actuelle. Les participants ont évoqué leur propension à mener la plupart de leurs activités quotidiennes en anglais, y compris au travail, malgré le fait que le français est leur langue maternelle. Quelques-uns ont mentionné que leurs collègues de travail étaient souvent surpris d'apprendre qu'ils parlent français.

Nous avons présenté aux participants une série d'énoncés se rapportant au fait d'être francophone dans la région, en les invitant à choisir jusqu'à trois éléments de la liste qui décrivent les défis les plus pressants des résidents francophones :

- *Accéder à des services de garde d'enfants en français;*
- *Accéder à l'information provenant du gouvernement du Canada en français;*
- *Accéder à du contenu médiatique (radio, télévision, Internet, journaux) en français;*
- *Attirer des francophones venant de l'extérieur de la région pour s'installer ici;*

- *S'assurer que la communauté francophone demeurera forte pour les années à venir;*
- *Avoir le sentiment de faire partie de la communauté francophone d'ici;*
- *Retenir les jeunes francophones dans la région;*
- *Vivre en français dans votre région (par exemple, participer à des sports/activités, faire les courses, etc.);*
- *Parler en français à un(e) représentant(e) du gouvernement du Canada;*
- *Transmettre la langue et la culture françaises à la prochaine génération.*

Trois domaines ont plus particulièrement retenu l'attention : l'accès à des services de garde d'enfants en français, l'encouragement à la création de contenu médiatique en français, et la transmission de la langue et de la culture françaises à la prochaine génération. Bon nombre de participants ont parlé de la difficulté de trouver des services de garde de langue française en raison de la pénurie de personnel francophone dans la région. Au chapitre du contenu médiatique en français, plusieurs ont souligné la prépondérance des médias, des radiodiffuseurs et des émissions (y compris les nouvelles locales) de langue anglaise, et le caractère assez restreint de la programmation francophone. D'autres ont mentionné qu'ils croisaient rarement des francophones dans leur vie de tous les jours. De l'avis général, la domination de l'anglais dans la communauté de Sudbury, en particulier dans le milieu scolaire, compliquait la tâche des parents souhaitant inculquer à leurs enfants l'amour de la langue et la culture françaises.

Dans l'ensemble, les participants croyaient que le gouvernement du Canada pourrait en faire davantage pour protéger et promouvoir la langue française dans les villes et les régions hors Québec, beaucoup estimant que les gouvernements provinciaux ne s'en occupaient pas suffisamment. Dans l'optique de certains, la protection de la langue française est vitale pour reconnaître l'identité et l'expérience franco-ontarienne ainsi que pour préserver le patrimoine et l'histoire de cette communauté dans la province. Il a également été mentionné que la responsabilité face au français revient non seulement aux gouvernements, mais aussi aux particuliers (et en premier lieu aux parents) qui doivent veiller à ce que sa maîtrise soit léguée aux jeunes générations.

Lorsque nous leur avons demandé par quels moyens précis le gouvernement fédéral pourrait protéger la langue française, les participants ont suggéré ce qui suit :

- Encourager l'élargissement de la programmation et du contenu de langue française dans les médias, plus précisément la télévision;
- Offrir ou soutenir davantage d'activités en français dans les communautés minoritaires francophones;
- Maintenir l'intégrité des écoles de langue française en veillant à ce que les élèves aient des liens avec la communauté francophone à l'extérieur du système scolaire;
- Accroître les possibilités pour les jeunes qui parlent français d'exercer et d'entretenir leurs compétences linguistiques tout au long de leurs études, notamment en offrant plus de cours en français aux niveaux primaire, secondaire et postsecondaire.

Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour appuyer les communautés francophones à l'extérieur du Québec, les participants ont répété plusieurs des suggestions qui

précèdent. Ils ont insisté sur la nécessité d'offrir plus de cours en français dans les écoles et les universités, plus de programmes et d'activités parascolaires en français et plus d'incitatifs à l'embauche d'enseignants francophones. Certains ont également suggéré de trouver des moyens d'attirer des travailleurs francophones dans la région.

Téléphones mobiles (résidents de Winnipeg)

Les participants de ce groupe ont discuté d'enjeux liés aux téléphones mobiles et au coût des services sans fil. En ce qui concerne leur expérience personnelle des services sans fil, la plupart des participants trouvaient que leurs factures de téléphonie cellulaire avaient augmenté ces dernières années. Certains avaient l'impression que les fournisseurs de téléphonie cellulaire canadiens pratiquent des tarifs nettement plus élevés que ceux d'autres pays. Selon le sentiment général, le coût des téléphones et des services mobiles était de plus en plus inabordable pour le Canadien moyen. Plusieurs participants ont fait part de leurs stratégies pour maintenir leurs factures de téléphonie cellulaire à un niveau raisonnable, notamment la fidélité à un même fournisseur pendant une longue période et l'achat d'un forfait familial. Beaucoup ont dit que ces frais étaient une fréquente source de stress financier dans leur ménage.

La plupart des participants s'attendaient à ce que les factures de téléphonie cellulaire continuent d'augmenter au cours des prochaines années, en parallèle avec la hausse du prix d'autres biens et de services essentiels des ménages. Plusieurs ont mentionné que rien ne poussait réellement les entreprises de télécommunications canadiennes à réduire les frais de leur clientèle, même s'ils avaient supposé qu'une concurrence accrue dans le secteur exercerait une pression à la baisse sur les prix.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour faire baisser les factures de téléphonie cellulaire, les participants ont mentionné ce qui suit :

- L'instauration de règles qui encadrent la durée des contrats et limitent le montant que les entreprises peuvent facturer pour les frais de résiliation;
- L'instauration de règles qui évitent aux clients d'être « bloqués » chez un fournisseur¹;
- En lien avec le point précédent, des mesures garantissant aux Canadiens que des options s'offrent à eux s'ils souhaitent changer d'entreprises de télécommunications.

Plusieurs suggestions ont été formulées à l'intention du gouvernement du Canada en vue de limiter la hausse des factures de téléphonie cellulaire pour l'avenir :

¹ Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a annoncé qu'à compter du 1^{er} décembre 2017, tous les particuliers et les petites entreprises clientes de fournisseurs de services sans fil auront le droit de faire déverrouiller sur demande leurs téléphones cellulaires et autres appareils mobiles, et ce, sans frais, et que tous les appareils nouvellement achetés devront être fournis déverrouillés.

- Veiller à ce que les entreprises de télécommunications offrent un forfait de base à prix modique, afin que tous les Canadiens aient accès aux services de téléphonie cellulaire, quels que soient leur revenu ou leurs moyens. De l'avis de certains participants, les forfaits à bas prix actuellement offerts restent hors de portée pour une partie des Canadiens;
- Favoriser une concurrence plus forte dans le secteur des télécommunications et prendre des mesures pour attirer des entreprises étrangères sur le marché intérieur. Dans l'optique de certains participants, l'augmentation de la concurrence réduirait les prix pour les consommateurs;
- Lutter contre la « fixation des prix » par les entreprises de télécommunications canadiennes, une pratique que plusieurs attribuaient au manque de concurrence sur le marché canadien des télécommunications.

Enjeux locaux (résidents du Nunavut)

Les participants du groupe susmentionné se sont penchés sur différents enjeux propres à leur région et à leurs collectivités locales.

Nous leur avons d'abord demandé s'ils avaient suivi la question de l'eau contaminée à Iqaluit. La plupart étaient au courant du problème et certains ont mentionné que la communauté faisait face à cet enjeu depuis un moment déjà, soit depuis le second semestre de 2021. Certains avaient l'impression que le problème avait été réglé dans les derniers mois, alors que d'autres avaient entendu dire que la chaîne d'approvisionnement en eau de la communauté avait de nouveau été contaminée. De l'avis général, beaucoup d'informations contradictoires circulaient à propos de la situation de l'approvisionnement en eau. De rares participants pensaient que le gouvernement fédéral avait bien géré la crise de l'eau au cours des premiers mois, soit en octobre et en novembre 2021, alors qu'il avait assuré le transport d'eau potable dans la région et du soutien sur le terrain par l'entremise des membres des Forces armées canadiennes (FAC). Quelques-uns espéraient que cette aide du gouvernement fédéral soit prolongée et serve à la construction d'une nouvelle usine de traitement de l'eau à Iqaluit.

Nous avons demandé aux participants de repenser au début de la crise de l'eau et d'expliquer dans leurs propres mots ce qui les avait plongés dans cette situation. Même si plusieurs participants ignoraient en grande partie les facteurs ayant contribué à la crise de l'eau, aux dires d'un petit nombre, le problème était attribuable à la détérioration progressive d'un réservoir de stockage de produits chimiques abandonné qui avait fini par contaminer à l'arsenic la chaîne d'approvisionnement en eau. Invités à dire s'ils savaient comment le gouvernement fédéral avait réagi à la situation, des participants se sont remémoré la présence de membres des FAC ainsi que la distribution d'eau et l'aide financière fournie pour régler le problème. Beaucoup avaient l'impression que l'intervention avait été le fruit des efforts concertés du gouvernement fédéral et du gouvernement du Nunavut. Quelques participants étaient d'avis que les représentants gouvernementaux auraient dû en faire plus pour travailler avec les membres de la collectivité, y compris les Aînés inuits, qui auraient pu donner des conseils utiles,

notamment sur la façon de fonctionner dans des conditions de très grands froids, qui sont fréquentes dans la région.

Interrogés sur les autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour aider à résoudre à long terme les problèmes d'eau potable à Iqaluit les participants ont formulé un éventail de réponses, dont les suivantes :

- travailler avec la ville d'Iqaluit et le gouvernement du Nunavut à la construction d'une nouvelle usine de traitement de l'eau dans la communauté;
- redoubler d'efforts pour régler les problèmes d'eau potable au sein des autres collectivités autochtones dans le Nord et ailleurs au Canada, qui étaient fort répandus et touchaient actuellement un grand nombre d'Autochtones;
- améliorer les infrastructures à l'échelle de la région. Beaucoup de bâtiments et d'installation tombaient en ruine selon plusieurs et ne répondaient plus aux besoins de la population grandissante de la région. Pour éviter que ce type de problème ne se reproduise à l'avenir, certains croyaient qu'il était essentiel de réparer de manière préventive les infrastructures en place.

Concernant la situation du logement dans la région, tous les participants considéraient la disponibilité de logements abordables comme un problème grave à Iqaluit et au sein d'un grand nombre d'autres collectivités nordiques. Plusieurs participants avaient entendu dire qu'une quinzaine de personnes vivaient parfois dans la même résidence et que cette pratique était courante, en raison, selon eux, d'un nombre nettement insuffisant de logements. Ils étaient nombreux à croire que trouver un endroit décent et abordable pour vivre dans la région s'avérait une tâche extrêmement difficile, sauf pour les employés du gouvernement du Nunavut dont le logement était fourni. D'autres ont ajouté qu'il arrivait que des travailleurs du gouvernement provincial ou des enseignants soient logés par leur employeur, mais qu'une fois arrivés à la retraite, ils doivent quitter leur logement et peinent à se reloger dans un marché locatif de plus en plus cher. Ils avaient l'impression que le manque de logements dans le territoire touchait de manière disproportionnée les familles inuites et les personnes originaires de la région comparativement aux gens que des entreprises privées recrutaient pour travailler au Nunavut. L'ensemble des participants jugeaient que le gouvernement fédéral devait en faire plus pour offrir des options de logement abordable aux résidents du Nord. Aucun participant ne se souvenait de mesures prises récemment par le gouvernement du Canada pour régler pour remédier à la situation du logement, outre le financement mentionné par quelques-uns. Certains étaient d'avis que malgré l'accès à des sommes considérables pour le logement, ni les organismes dirigés par des Inuits ni les gouvernements fédéral et territorial ne voulaient assumer la responsabilité de l'aménagement et de la construction des logements. Par ailleurs, d'autres estimaient qu'une crise du logement existait depuis la création du territoire et qu'elle n'avait fait qu'empirer durant les décennies qui ont suivi. Quelques-uns étaient d'avis qu'il fallait privilégier les solutions « communautaires » aux problèmes de logement, notamment en écoutant davantage ce que les Inuits ont à dire dans le cadre de ce processus.

La plupart des participants croyaient que les problèmes de santé mentale constituaient un enjeu sérieux et important au sein de nombreuses collectivités nordiques. Invités à nommer les facteurs qui contribuaient le plus à cet enjeu, les participants en ont cité plusieurs :

- Le manque de services en santé mentale – Beaucoup pensaient que les options de soutien en santé mentale étaient limitées au Nunavut, en particulier celles destinées aux jeunes de la région. De plus, quelques participants avaient l'impression que les services offerts n'étaient pas suffisamment adaptés aux réalités, aux difficultés et aux traumatismes intergénérationnels uniques vécus par les Autochtones;
- La stigmatisation – La stigmatisation liée aux problèmes de santé mentale était largement considérée comme un obstacle important faisant en sorte que de nombreuses personnes ne demandaient pas l'aide ou ne suivaient pas le traitement dont elles avaient besoin;
- Le piètre niveau de vie – De l'avis de certains, les problèmes de santé mentale dans le Nord étaient aggravés par l'insécurité alimentaire, le manque de ressources financières, les logements inadéquats et la difficulté à subvenir à d'autres besoins fondamentaux.

Une majorité estimait que les jeunes étaient particulièrement touchés par les problèmes de santé mentale et qu'il s'agissait d'un enjeu difficile dans le territoire. Ils étaient nombreux à rejeter le blâme sur le manque d'activités parascolaires pour les jeunes, par exemple de programmes de sports organisés, d'éducation culturelle, de cours d'arts et de musique, qui limitait les occasions qu'ils avaient de socialiser, de se fixer des objectifs, de bâtir leur confiance et de développer des habiletés pratiques. Selon eux, faute de se voir proposer ce genre de programmes, beaucoup de jeunes se mettaient à consommer des substances nocives, comme de l'alcool ou des drogues illicites et prenaient part à des activités potentiellement dangereuses. Questionnés à propos du suicide chez les jeunes, les participants estimaient ne pas disposer d'assez de temps pour discuter d'un sujet aussi douloureux et délicat.

Les services et les soins pour les aînés étaient nettement insuffisants au Nunavut, aux dires de plusieurs. De nombreuses collectivités, dont Iqaluit, étaient aux prises avec des problèmes d'accessibilité d'après maints participants, car un grand nombre de bâtiments étaient construits au-dessus du niveau sol et accessibles seulement par un escalier, de sorte que les personnes à mobilité réduite y avaient difficilement accès. Beaucoup avaient entendu parler d'aînés qui n'avaient pu obtenir des soins dans leurs collectivités et avaient dû être transportés dans d'autres régions du Canada, loin de chez eux et de leurs réseaux de soutien. Ce genre de situation était déplorable selon plusieurs participants. Ils pensaient que les soins communautaires étaient essentiels pour protéger le bien-être physique et mental des aînés et que la possibilité d'interagir avec des proches jouait un grand rôle dans le processus de guérison. À leur avis, c'est surtout lors des périodes de confinement et d'imposition de mesures de santé publique pour lutter contre la pandémie de COVID-19 que les aînés s'étaient sentis isolés de leurs communautés.

À cet effet, plusieurs participants ont fait allusion au cas d'un aîné de Coral Harbour qui s'était rendu à Ottawa pour recevoir un traitement et qui avait eu de la difficulté à retourner dans sa collectivité locale. De nombreux résidents du Nunavut s'étaient alors adressés au gouvernement fédéral pour qu'il aide à transporter cet aîné chez lui. Ils étaient nombreux à croire que le transport de ces aînés à l'extérieur de leurs communautés avait des répercussions négatives sur ces derniers ainsi que sur leurs proches, qui ressentaient de la culpabilité et de l'anxiété parce qu'ils n'étaient pas en mesure de leur fournir des soins appropriés. De l'avis général, il fallait en faire plus pour permettre autant que possible

aux aînés de rester dans leurs communautés, notamment en construisant davantage d'établissements de soins spécialisés pour les personnes âgées et en intégrant plus de pratiques de guérison traditionnelles inuites aux services de santé locaux. Invités à dire quel ordre de gouvernement devrait être responsable des soins des aînés dans la région, les participants estimaient que le gouvernement fédéral et leur territoire avaient tous deux un rôle important à jouer à cet égard.

Enjeux locaux (résidents de l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants du groupe de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) ont abordé divers enjeux qui touchaient leur province, y compris l'interdiction d'importer des pommes de terre de l'Î.-P.-É. imposée récemment par les États-Unis, l'embauche de personnel infirmier de Santé Î.-P.-É. par Anciens Combattants Canada (ACC) et l'immigration dans la province.

Pour commencer, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient entendu, vu ou lu au sujet des récents développements liés au commerce de la pomme de terre de l'Î.-P.-É. Tous avaient au moins entendu parler de la question des exportations de pommes de terre de l'Î.-P.-É. bloquées temporairement par les États-Unis. Décrivant ce qu'ils avaient entendu, les participants ont mentionné que la galle verruqueuse avait été détectée dans quelques champs de pommes de terre de l'Î.-P.-É., ce qui avait entraîné l'interruption temporaire de toutes les exportations de pommes de terre vers les États-Unis et causé des difficultés économiques pour les producteurs et les exportateurs de la province. Certains avaient l'impression que la suspension des échanges commerciaux avait été imposée par les responsables fédéraux, tandis que d'autres pensaient qu'elle faisait suite à la décision du gouvernement américain d'interdire l'entrée de cargaisons de pommes de terre de l'Î.-P.-É. tant qu'il n'aurait pas la certitude que le problème avait été réglé. Quelques participants ont exprimé de la frustration, car, selon eux, la galle verruqueuse affectait surtout l'apparence des pommes de terre et n'avait pas d'incidence sur leur valeur nutritive ou leur salubrité. Ils trouvaient donc que la suspension du commerce n'aurait jamais dû être imposée. Un petit nombre avaient entendu dire que l'importation de pommes de terre de l'Î.-P.-É. était toujours interdite sur le continent américain, mais que l'interdiction d'importation à Porto Rico avait été levée récemment, plus précisément au début du mois.

Lorsque nous leur avons demandé les sources qu'ils consultaient habituellement pour se renseigner sur cet enjeu, un certain nombre de participants ont cité les télédiffuseurs et radiodiffuseurs traditionnels, comme CBC et Radio-Canada. Certains ont également mentionné Google ou des médias sociaux tels que YouTube et Facebook, tandis que d'autres se tenaient habituellement au courant grâce au bouche-à-oreille auprès de la famille, des amis et des collègues.

La plupart estimaient que le gouvernement du Canada avait un important rôle à jouer pour régler ce dossier et contribuer à la reprise des exportations de pommes de terre de l'Î.-P.-É. vers les États-Unis. De l'avis de certains, le gouvernement fédéral devait faire preuve de plus de fermeté lors des négociations avec ses homologues américains et tout mettre en œuvre pour trouver une solution. De rares participants ont répété avoir entendu dire que la suspension des échanges commerciaux de

pommes de terre avait été imposée par le Canada et quelques-uns ont mentionné que l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) était derrière cette décision. Un certain nombre de participants pensaient que le gouvernement fédéral et la province devaient en faire plus pour aider les producteurs, aux prises avec des difficultés financières croissantes à cause de cette situation.

Pour faciliter la discussion, nous avons précisé aux participants qu'en octobre 2021, les États-Unis ont demandé à l'ACIA de suspendre la délivrance de certificats d'exportation pour les pommes de terre de l'Î.-P.-É. à la suite de la détection de la galle verruqueuse dans quelques champs. Ces certificats d'exportation de l'ACIA servent principalement à confirmer que le produit répond à des normes et à des exigences canadiennes précises. Le 22 novembre 2021, les États-Unis ont donné l'ordre à leurs agents frontaliers de refuser l'entrée des cargaisons de pommes de terre de l'Î.-P.-É., indépendamment de la certification de l'ACIA. Après cette explication, de nombreux participants comprenaient mieux la situation, sachant que la décision émanait des États-Unis. Certains ont critiqué les mesures prises par les États-Unis, les jugeant inutilement sévères compte tenu du faible risque que la galle verruqueuse présentait pour la santé. Quelques participants pensaient que d'autres questions commerciales, y compris celles relatives à l'industrie automobile, avaient peut-être influé sur la décision des États-Unis, qui se servaient des pommes de terre de l'Î.-P.-É. comme « pouvoir de négociation » afin d'obtenir des concessions de la part du gouvernement du Canada à l'égard de préoccupations commerciales d'une tout autre nature.

Même si aucun participant n'a déclaré avoir été touché personnellement par cet enjeu, beaucoup pensaient qu'il risquait d'avoir de nombreuses conséquences économiques négatives dans la province, en raison de la place importante qu'occupent les pommes de terre dans les exportations de la province et parce que l'économie de la province avait déjà été malmenée par la pandémie de COVID-19, qui avait occasionné des pertes de revenu dans des secteurs cruciaux, dont l'industrie touristique. Certains craignaient également que la suspension des échanges commerciaux de pommes de terre de l'Î.-P.-É. nuise à l'exportation de produits de la pomme de terre (comme les frites) transformés dans la province par des entreprises telles que McCain Foods et Les Fermes Cavendish.

Lors d'une discussion sur le rôle de l'ACIA, en général, nous avons mentionné aux participants que le mandat de l'agence consistait avant tout à veiller à la santé et au bien-être des Canadiens, à l'environnement et à l'économie en préservant la salubrité des aliments, la santé des animaux et la protection des végétaux et à assurer un accès au marché international aux exportations canadiennes de produits alimentaires. La plupart estimaient qu'il s'agissait d'un rôle d'une grande importance, notamment parce qu'il consistait à assurer la santé publique et la salubrité des produits alimentaires consommés par les Canadiens et les partenaires commerciaux internationaux. Ils jugeaient essentiel d'appliquer des normes de salubrité des aliments rigoureuses aux exportations canadiennes pour protéger la réputation d'exportateur digne de confiance du Canada à l'international. Après avoir pris connaissance de ces autres éclaircissements, le groupe a été invité à qualifier la manière dont l'ACIA s'acquittait de son mandat. Les participants avaient des opinions très partagées sur la question; ainsi, il y avait pratiquement autant de personnes qui trouvaient que l'ACIA faisait du bon travail que de gens qui jugeaient son travail mauvais. Selon certains, même si cela peut être frustrant parfois, l'ACIA s'acquittait de sa responsabilité envers la population canadienne et protégeait la réputation des exportations canadiennes sur la scène internationale, comme elle l'avait fait en prenant des mesures

après avoir détecté la galle verruqueuse. D'autres avaient toutefois l'impression que le problème de la galle verruqueuse était minime au départ et se limitait surtout à quelques champs de pommes de terre. Ils pensaient donc que la question avait été montée en épingle et que l'ACIA aurait dû en faire plus pour rassurer les homologues commerciaux américains sur la salubrité des pommes de terre en provenance de l'Î.-P.-É. et renforcer la confiance à l'égard de la rigueur des normes et de la réglementation appliquées par le Canada en matière de salubrité des aliments. Quelques-uns hésitaient à se prononcer, estimant en savoir trop peu sur les possibles risques posés par la galle verruqueuse pour déterminer si l'ACIA avait bien géré la situation.

Très peu de participants avaient entendu parler des programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) offerts par le gouvernement du Canada, y compris l'initiative Agri-stabilité. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant du plan du gouvernement du Canada prévoyant 28 millions de dollars pour soutenir les producteurs de l'Île-du-Prince-Édouard touchés par la suspension des échanges commerciaux de pommes de terre avec les États-Unis, bon nombre de participants avaient entendu parler du programme, mais peu ont pu fournir des précisions à ce sujet. Nous avons fourni le résumé suivant aux participants en guise d'éclaircissements :

Les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) du gouvernement du Canada sont des outils qui offrent aux producteurs agricoles une protection contre les pertes de revenu et de production, et qui les aident à gérer les risques menaçant la viabilité de leur exploitation.

Agri-stabilité est l'un de ces programmes. Il protège les producteurs canadiens contre les baisses du revenu agricole attribuables notamment aux pertes de production, à la hausse des coûts et aux enjeux liés aux échanges commerciaux. Un producteur de l'Î.-P.-É. peut recevoir un paiement lorsque son revenu agricole moyen baisse de 15 %.

En décembre 2021, le gouvernement du Canada a annoncé un plan potentiel de 28 millions de dollars pour soutenir les producteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. Le financement allant jusqu'à 28 millions de dollars sera en partie consacré au réacheminement des pommes de terre excédentaires vers les transformateurs, les emballeurs et les banques alimentaires. Des fonds seront également disponibles pour les producteurs qui doivent détruire leurs pommes de terre excédentaires.

La plupart des participants pensaient que cette aide financière serait bénéfique pour les producteurs agricoles de l'Î.-P.-É. et leur permettrait d'assurer la viabilité de leurs établissements à court terme. Certains doutaient cependant qu'une somme de 28 millions de dollars soit suffisante pour compenser les possibles pertes financières subies par les producteurs de pommes de terre et pensaient qu'un financement supplémentaire serait peut-être nécessaire. Des participants pensaient par ailleurs que l'aide fédérale devrait être accordée en priorité aux petits établissements agricoles plutôt qu'aux grandes sociétés, puisque les producteurs indépendants disposeraient possiblement de ressources financières moindres pour les aider durant cette période difficile. Quelques-uns s'inquiétaient à l'idée que certains groupes puissent difficilement obtenir cet aide, dont les travailleurs étrangers temporaires, compte tenu de l'impression que ces derniers n'étaient pas employés officiellement par les établissements agricoles sur lesquels ils travaillaient. Aucun participant ne pensait que ce programme permettrait de remédier suffisamment aux difficultés auxquelles faisaient face les producteurs agricoles de l'Î.-P.-É., tandis que de nombreux participants ont affirmé de nouveau que la

somme de 28 millions de dollars serait sûrement insuffisante et qu'une trop grande proportion de ces fonds serait possiblement affectée aux grandes sociétés et entreprises. Interrogés sur les répercussions à long terme que cette situation pourrait avoir selon eux sur l'industrie de la pomme de terre de l'Î.-P.-É., de nombreux participants croyaient que l'image de marque des « pommes de terre de l'Î.-P.-É. » serait considérablement ternie. Du point de vue économique, certains craignaient également que la province puisse perdre l'avantage concurrentiel qu'elle détenait à leur avis dans le secteur.

Lors d'une discussion sur la récente annonce du 8 février 2022 mentionnant que les États-Unis avaient accepté de reprendre les importations de pommes de terre de table de l'Î.-P.-É. à Porto Rico, presque tous les participants en avaient entendu parler et nombre d'entre eux considéraient qu'il s'agissait d'une excellente nouvelle pour la province et ses producteurs agricoles. Aux yeux d'un petit nombre de participants, il s'agissait d'un exemple de deux poids deux mesures, les pommes de terre étant acceptées à Porto Rico, mais pas sur le continent américain; la majorité estimait toutefois que cette décision visait à répondre à une plus grande demande de produits alimentaires de la part de Porto Rico. Selon bon nombre de participants, la galle verruqueuse affectait surtout l'apparence des pommes de terre et certains croyaient que la valeur nutritive que ces pommes de terre pourraient offrir aux Portoricains devait primer. L'ACIA avait possiblement joué un rôle dans la réouverture partielle des marchés d'après une majorité de participants, qui considérait que l'annonce était positive pour le Canada et les États-Unis et se voulait un pas dans la bonne direction en vue de la reprise complète du commerce de pommes de terre de l'Î.-P.-É.

Appelés à évaluer la gestion globale de la situation par l'ACIA et le gouvernement du Canada, un certain nombre de participants continuaient de se questionner sur le bien-fondé du problème, qui, de mineur, avait pris inutilement des proportions démesurées. Ils pensaient que l'ACIA avait réagi rapidement après la détection de la galle verruqueuse, mais qu'elle avait été beaucoup plus lente à revendiquer la reprise des échanges commerciaux et à rétablir la confiance des États-Unis quant aux normes de salubrité rigoureuses appliquées aux exportations certifiées par l'ACIA.

Nous avons aussi demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'Anciens Combattants Canada (ACC) récemment. Spontanément, plusieurs participants ont mentionné avoir entendu dire qu'ACC avait pigé dans les rangs de Santé Î.-P.-É. pour recruter du personnel infirmier, ce qui avait entraîné d'après certains une pénurie d'infirmières dans la province, car le personnel infirmier restant n'arrivait plus à répondre aux besoins actuels des résidents de l'Î.-P.-É. De rares participants se sont souvenus d'avoir vu des communications plus générales, notamment de l'information sur l'admissibilité des vétérans à des prestations d'invalidité liées à l'hypoacousie et aux acouphènes causés en partie par leur service dans les Forces armées canadiennes.

Interrogés directement sur la question du personnel infirmier, de nombreux participants estimaient que l'embauche d'infirmières par ACC avait eu des répercussions négatives sur le système de santé de la province, mais qu'elle avait été salubre pour les infirmières au bout du rouleau après près de deux années de travail en contexte de pandémie de COVID-19. Certains pensaient que bon nombre des infirmières embauchées avaient cherché activement ce changement temporaire. Quelques participants avaient personnellement entendu parler d'infirmières qui avaient récemment quitté leur poste à Santé Î.-P.-É. pour aller travailler à ACC. Lors d'une discussion sur les possibles impacts que ces départs

auraient à long terme, des participants croyaient que le système de santé de l'Î.-P.-É. était déjà soumis à une pression considérable à cause de la pandémie et qu'une pénurie de personnel infirmier ne ferait qu'aggraver la situation. Au lieu de rejeter le blâme sur les infirmières ou ACC, bon nombre de participants croyaient que les responsables provinciaux devaient s'efforcer de comprendre les raisons pour lesquelles le personnel infirmier quittait Santé Î.-P.-É. et de préciser les mesures que le gouvernement de la province pourrait prendre pour améliorer les conditions de travail des infirmières, dans le but de prévenir d'autres départs. Selon un petit nombre de participants, au lieu de recruter seulement du personnel infirmier, ACC pouvait aussi faire des efforts pour embaucher des professionnels de domaines connexes qui ont suivi une formation en sciences de la santé, comme les pharmaciens ou les biologistes.

En ce qui concerne ACC, les participants se sont penchés sur les impacts économiques liés au fait que bon nombre de fonctionnaires du gouvernement fédéral travaillaient actuellement de la maison, y compris ceux et celles d'ACC, plutôt qu'à leurs bureaux au centre-ville de Charlottetown. Plusieurs estimaient que les politiques de « télétravail » actuelles avaient grandement nui aux entreprises du centre-ville, surtout celles des secteurs de la restauration et de l'hôtellerie. Certains disaient connaître personnellement des propriétaires de restaurants et de cafés qui avaient vu leur chiffre d'affaires baisser considérablement ou avaient dû carrément fermer leurs portes à cause de diminution de l'achalandage dans les commerces de leur quartier.

Nous avons également demandé aux participants s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'immigration récemment, et plus particulièrement en ce qui concerne l'Î.-P.-É. Peu avaient entendu des éléments précis à ce sujet, mais de l'avis général, l'immigration avait récemment augmenté à l'Î.-P.-É. Pour certains, il s'agissait d'une évolution à la fois positive et négative qui pourrait profiter à l'économie sur certains plans, notamment en matière de main-d'œuvre, tout en créant des défis à d'autres égards, comme une demande accrue pour des habitations et une hausse des coûts de logement. Invités à discuter de la question des travailleurs étrangers temporaires, certains avaient l'impression que ces ouvriers jouaient un rôle important au sein des secteurs de l'agriculture et de l'aquaculture de la province. Quelques-uns sont revenus sur les débats qui ont eu lieu durant la pandémie de COVID-19 visant à déterminer si les travailleurs étrangers temporaires pouvaient être considérés comme des travailleurs « essentiels » et autorisés à poursuivre leur travail dans la province en cas d'urgence sanitaire.

Discutant de l'immigration de façon plus générale, plusieurs participants avaient entendu parler de récents retards dans le traitement des demandes de résidence permanente ou de citoyenneté canadienne, mais peu se souvenaient de détails précis. De rares participants avaient aussi eu vent de retards dans le traitement des dossiers de regroupement familial à cause de l'« arriéré » de demandes accumulées durant la pandémie. Dans l'ensemble, la plupart des participants considéraient que le processus d'obtention de la résidence permanente ou de la citoyenneté canadienne était assez ardu pour les demandeurs. De l'avis de certains, les longs délais de traitement nuisaient à la capacité des nouveaux arrivants à s'établir pleinement et à commencer leur nouvelle vie au Canada. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit en lien avec le parrainage de réfugiés à l'Î.-P.-É., quelques participants avaient eu vent d'efforts menés par divers groupes publics et privés pour faire venir davantage de réfugiés dans la province, mais peu en connaissaient les détails.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – February 2022 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants. Recruit 9 for Nunavut group.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.
- Incentive will be \$125 per person for those participating in the Nunavut group and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Wed., February 2 nd	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Durham Region – Ontario	Parents of Children Under 12	DN
3	Tues., February 8 th	7:00-9:00	6:00-8:00 (CST)	Mid-size Centres Saskatchewan	Parents of Children Under 12	DN
4	Wed., February 9 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PST)	Okanagan Region – British Columbia	Renters	DN
5	Thurs., February 10 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Nunavut	General Population	TBW
6	Tues., February 15 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Hamilton & Niagara Region – Ontario	Post-Secondary Students	TBW
7	Wed., February 16 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MST)	Edmonton	Tested Positive for COVID-19	DN
8	Thurs., February 17 th	7:00-9:00	6:00-8:00 (CST)	Winnipeg	General Population	TBW
9	Tues., February 22 nd	5:00-7:00	6:00-8:00 (AST)	Prince Edward Island	General Population	DN
12	Mon., February 28 th	8:00-10:00	7:00-9:00 (CST)	Saskatchewan & Manitoba	Indigenous Peoples Living on Reserve	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Durham Region – Ontario	<p>Cities could include (but are not limited to): Oshawa, Whitby, Ajax, municipality of Clarington, Pickering, township of Scugog, township of Uxbridge, township of Brock.</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Mid-size Centres Saskatchewan	<p>Cities could include: Prince Albert, Moose Jaw, Lloydminster, Swift Current, Yorkton.</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Okanagan Region – British Columbia	<p>Cities include: Kelowna, Vernon, Penticton, Lake Country, Summerland, Coldstream, Peachland, Armstrong, Spallumcheen, Osoyoos.</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Nunavut	<p>Cities could include (but are not limited to): Iqaluit, Arviat, Rankin Inlet, Baker Lake.</p> <p>AIM FOR NO MORE THAN 4 FROM IQALUIT. AIM FOR A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 5
Hamilton & Niagara Region – Ontario	<p>Cities include: <u>Hamilton.</u> <u>Niagara Region:</u> St. Catharines, Niagara Falls, Welland, Fort Erie, Grimsby, Lincoln, Thorold, Port Colborne, Niagara-on-the-lake, Pelham, Wainfleet.</p>	CONTINUE – GROUP 6

	ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM HAMILTON AND 4 PARTICIPANTS FROM NIAGARA REGION. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Edmonton	City includes: Edmonton. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 7
Winnipeg	City includes: Winnipeg. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 8
Prince Edward Island	Cities could include (but are not limited to): Charlottetown, Summerside, Stratford, Cornwall. MAX 4 PARTICIPANTS FROM MAJOR CENTRES (CHARLOTTETOWN). ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 9
Saskatchewan & Manitoba	Cities could include (but are not limited to): <u>Saskatchewan</u> : Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Lloydminster, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville, Melfort, Humboldt, Meadow Lake. <u>Manitoba</u> : Winnipeg, Brandon, Steinbach, Thompson, Portage la Prairie, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin, Flin Flon. ENSURE 4 FROM EACH PROVINCE. MAX 2 PARTICIPANTS FROM MAJOR CITIES (SASKATOON/REGINA AND WINNIPEG/BRANDON). ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 12

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1 OR 3** Do you have any children under the age of 12?

- Yes **CONTINUE TO Q3a**
- No **THANK AND END**
- VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 1 OR 3** Could you please tell me the ages of these children?

Child	Age
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY AGE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP. ALL MUST HAVE AT LEAST 1 CHILD BETWEEN THE AGES OF 5 AND 11.

4. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

- Own **THANK AND END**
- Rent **CONTINUE**
- VOLUNTEERED** Living at home **THANK AND END**
- VOLUNTEERED** Other **THANK AND END**
- VOLUNTEERED** Don't know/not sure **THANK AND END**

5. **ASK ONLY IF GROUP 6** Are you currently enrolled in a post-secondary program?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

5a. **ASK ONLY IF GROUP 6** Which of the following post-secondary institutions are you enrolled in?

University – Undergraduate	CONTINUE
University – Post graduate	
College	
Technical/Trade School	
Fine Arts School	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY POST-SECONDARY INSTITUTION.

6. **ASK ONLY IF GROUP 7** Have you tested positive for COVID-19, either through a rapid antigen test or a PCR test?

Yes **CONTINUE**
 No **THANK AND END**
 Don't know/not sure **THANK AND END**

7. **ASK ONLY IF GROUP 7** Since the beginning of the pandemic, approximately how many times have you tested positive?

Once **CONTINUE**
 Twice **CONTINUE**
 Three or more times **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

8. **ASK ONLY IF GROUP 7** Which of the following best describes the symptoms you experienced when you had COVID-19? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** If you tested positive more than once, please select the option that best describes the most severe symptoms you experienced.

I did not have any symptoms (was asymptomatic) **CONTINUE**
 I had very mild symptoms **CONTINUE**
 I felt bad for a few days **CONTINUE**
 I felt bad for an extended period of time **CONTINUE**
 I had very serious symptoms requiring treatment, but not hospitalization **CONTINUE**
 I had to be hospitalized **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF NUMBER OF TIMES TESTED POSITIVE FOR COVID-19 AND SEVERITY OF SYMPTOMS.

9. **ASK ONLY IF GROUP 12** Do you identify as...

First Nations **CONTINUE**
 Métis **THANK AND END**
 Inuit **THANK AND END**
 None of the above **THANK AND END**

10. **ASK ONLY IF GROUP 12** Do you currently live on a First Nations reserve?

Yes, which one? _____ **CONTINUE**
 No **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF RESERVATIONS.

11. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-29	
30-39	
40-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

**ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP.
POST-SECONDARY STUDENTS IN GROUP 6 MAY SKEW YOUNGER (18-29).
PARENTS IN GROUP 1 & 3 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).**

12. **[DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

**ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.
PARENTS IN GROUP 1 & 3 MAY SKEW FEMALE BUT TRY FOR A 50/50 SPLIT MALE/FEMALE.**

13. Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX.
INDIGENOUS PEOPLES LIVING ON RESERVE IN GROUP 12 WILL BE INDIGENOUS**

14. Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance

Health Care and Social Assistance
 Information and Cultural Industries
 Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student
 Retired
 Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS. POST-SECONDARY STUDENTS IN GROUP 6 MAY SKEW TO FULL-TIME STUDENT.

15. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

16. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**
 3-5 **CONTINUE**

17. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet
 Participant has a computer/webcam

18. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

19. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

20. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

21. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.25**

22. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

23. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**

24. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

25. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less
Some high school
High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma
College, CEGEP or other non-university certificate or diploma
University certificate or diploma below bachelor's level
Bachelor's degree
Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

26. Which of the following categories best describes your total household income in 2021? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

27. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – février 2022 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	3 février	18 h-20 h	18 h-20 h (HNE)	Région du Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord – Québec	Population générale	M. Proulx
10	23 février	18 h-20 h	18 h-20 h (HNE)	Région du Grand Sudbury – Ontario	Population générale	M. Proulx
11	24 février	18 h-20 h	18 h-20 h (HNE)	Centre-du-Québec/Québec du Sud	Population générale	M. Proulx

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Région du Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord – Québec	<p>Les villes peuvent notamment comprendre :</p> <p><u>Bas-Saint-Laurent</u> : Rimouski, Rivière du Loup, Matane.</p> <p><u>Gaspésie</u> : Gaspé, Chandler, Sainte-Anne-des-Monts.</p> <p><u>Côte-Nord</u> : Sept-Îles, Baie-Comeau.</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.</p>	CONTINUER – GROUPE 2
Région du Grand Sudbury – Ontario	<p>Les villes de la région du Grand Sudbury peuvent notamment comprendre :</p> <p>Sudbury, Val Therese, Chelmsford, Garson, Lively, Hanmer, Azilda, Val Caron, Espanola.</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX</p>	CONTINUER – GROUPE 10

	PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	
Centre-du-Québec/Québec du Sud	<p>Les villes peuvent notamment comprendre :</p> <p><u>Centre-du-Québec</u> : Drummondville, Victoriaville, Bécancour.</p> <p><u>Sud du Québec (Lanaudière, Laurentides, Montérégie, Chaudière-Appalaches)</u> : Joliette, L'Assomption, Mascouche, Blainville, Boisbriand, Mirabel, Beloeil, Boucherville, Brossard, Lévis, Saint-Georges, Thetford-Mines.</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</p>	CONTINUER – GROUPE 11
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER
25 à 29	
30 à 39	
40 à 54	
55 ans ou plus	
	ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.

RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE
--	------------------------------

5. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D’HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

6. Êtes-vous un étudiant international?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **CONTINUER**

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

7. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d’activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d’entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l’information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services

d’assainissement

Services d’enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein **PAS D’ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA**

RÉPONSE

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D’EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D’ACTIVITÉ.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo? **CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALA UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.**

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (plusieurs choix possibles)

Blanc

Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)

Chinois

Noir

Latino-américain

Philippin

Arabe

Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)

Coréen ou japonais

Autochtone

Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – February 2022 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-15 minutes) Durham Region Parents of Children under 12, Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12, Okanagan Region Home Renters, Nunavut, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Prince Edward Island, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec, Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?

Durham Region Parents of Children under 12, Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12, Okanagan Region Home Renters IF NOT MENTIONED:

- Have you heard anything about the Government of Canada recently removing the exemption for certain categories of travellers entering Canada from border entry requirements? These include several essential service providers, including truck drivers.
 - IF YES: What have you heard?
 - PROMPT IF NECESSARY: As of January 15, unvaccinated Canadian truck drivers entering Canada need to meet requirements for pre-entry, arrival and Day 8 testing, as well as quarantine requirements.
 - Have you heard anything about this? What have you heard?

Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Prince Edward Island, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec IF NOT MENTIONED:

- Have you heard anything about the protests taking place in various parts of the country?
 - What have you heard?
 - Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec What are your thoughts on these protests?

- **Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec** Have you heard anything about how the Government of Canada has responded?
- **Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec** How do you think the Government of Canada should respond?
- **Central and Southern Quebec** Have you heard anything about the Government of Canada and the Emergencies Act?
 - What have you heard?

Central and Southern Quebec IF NOT MENTIONED:

- The Government of Canada announced that it is revoking the Emergencies Act.
 - What do you think about that?
 - What do you think about the Government of Canada invoking the Emergencies Act in the first place – do you think this was an appropriate response?
- **Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Prince Edward Island, Sudbury Region Francophones** Have you heard anything about the Government of Canada announcing that it is invoking the Emergencies Act?
 - What have you heard?
 - How do you see things changing, if at all, as a result of this announcement?
 - What do you think about the Government of Canada invoking the Emergencies Act – do you think this is an appropriate response?
- **Prince Edward Island, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec** What's the most recent information, if any, that you've heard about the situation in Ukraine?

KIDS' VACCINE ADS (25 minutes) Durham Region Parents of Children under 12

- Have any of you gotten your kids under 12 vaccinated? (SHOW OF HANDS)
 - FOR THOSE WHO HAVE NOT: Have you made an appointment to get your kids vaccinated? (SHOW OF HANDS)

I'm now going to show you two concepts that are currently being developed by the Government of Canada for possible advertising regarding COVID-19 vaccines.

The first concept includes a storyboard. You will notice that it is not in finished form. Instead, the images look more like a comic strip (which we call a storyboard) and convey what you would see in each frame of the ad. A storyboard is something that advertisers develop early in the creative process so you get a graphical illustration and short narrative that gives a sense of what the ad might look like in its finished format. Note that the current images in the ad are just examples (what we call

“illustrations or storyboards”) to give you an idea of what the ad would look like; these are not the ones that will be used. The final product will be a 30-second video produced professionally to be advertised through social media and digital platforms. Please keep this in mind as you are viewing the ad.

SHOW CONCEPT A ON SCREEN

- What are your initial thoughts about this ad? What makes you say that?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad effectively explain why a COVID-19 vaccine is recommended for kids aged 5-11?
- Does it entice you to go to the website to get more information?
 - IF NO: Do you have any suggestions that would entice you to go to the website?
- Does it get you thinking about the COVID-19 vaccine for kids aged 5-11 any differently?
 - IF YES: How so?

IF NOT RAISED:

- The ad says “doses for children 5 to 11 are smaller, which is all they need for good protection”. Were you aware of that?
 - What do you think about that?
 - Does it get you thinking about the COVID-19 vaccine for kids aged 5-11 any differently?
 - Is there any other information about the COVID-19 vaccine for kids aged 5-11 that you think would be important to include?
- What if it said “Clinical trial data showed the effectiveness of the vaccine to prevent symptoms in children aged 5 to 11 was 90.7%”? Does that get you thinking about the COVID-19 vaccine for kids aged 5-11 any differently? (*NOTE TO MODERATOR: THIS IS TRUE; NOT A HYPOTHETICAL PERCENTAGE*)
- Do you have any other thoughts about what could make this ad more effective, including enticing you to go to the website to learn more?

Now, I’m going to show you a different concept. Again, this is not in finished form.

SHOW CONCEPT B ON SCREEN

- What are your initial thoughts about this version?
- Is the message easy to understand?
- Does this version speak to you? Why or why not?
- Do you have suggestions for other examples of things parents do to keep kids safe that you think would work well in an ad like this?

AD WRAP-UP

- **POLL:** Which version do you feel is most effective in terms of communicating the importance of getting children aged 5-11 vaccinated?
 - CONCEPT A
 - CONCEPT B

- What is it about XX concept that you prefer over the other one?

COVID-19 VACCINE FOR CHILDREN (15 minutes) Durham Region Parents of Children under 12, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12

Durham Region Parents of Children under 12 Now I'd like to focus more broadly on the approved COVID-19 vaccine for kids, not just the ad concepts we reviewed...

Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12 Now I'd like to focus on COVID-19 vaccination...

Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12 As you may be aware, Health Canada has approved a Pfizer-BioNTech Comirnaty vaccine made for children 5 to 11 years old.

- Have any of you talked to your kids about the vaccine?

FOR THOSE WHO HAVE GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What made you decide to get your kids vaccinated?

FOR THOSE WHO HAVEN'T GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What are the factors that will influence your decision on whether or not to get your kids vaccinated?

- Are there questions about administering COVID-19 vaccines to kids that you would like answers to?

CHILD CARE (20 minutes) Durham Region Parents of Children under 12, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12, Nunavut

Durham Region Parents of Children under 12, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12 I'd like to talk about child care...

- Durham Region Parents of Children under 12 What is the biggest challenge with child care in Ontario?
- Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12 What is the biggest challenge with child care in Saskatchewan?

- **Nunavut** What is the biggest challenge with child care in Nunavut?
- Do any of you have kids in child care? (SHOW OF HANDS)
 - How much does it cost you?
 - How easy or difficult was it to find and secure a spot?
- **Durham Region Parents of Children under 12** Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada and child care?
 - PROMPT AS NECESSARY: Have you heard about any agreements between the Government of Canada and individual provinces and territories?

Durham Region Parents of Children under 12 CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada has reached agreements with various provinces and territories to make child care services more affordable.

- **Durham Region Parents of Children under 12** Do you know if there is an agreement between Ontario and the Government of Canada?
- **Durham Region Parents of Children under 12** When it comes to making child care services more affordable, do you know what the target is for these agreements (i.e., the targeted cost per child for parents), and when this is expected to be achieved?

Durham Region Parents of Children under 12 CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada's plan is to lower the cost of child care to an average of \$10/day by 2025-2026.

- **Durham Region Parents of Children under 12** When you think of various priorities, do you think investing to lower the cost of child care is an important one?

Durham Region Parents of Children under 12 CLARIFY AS NECESSARY

Currently, the Government of Canada has reached agreements with all provinces and territories except Ontario.

- **Durham Region Parents of Children under 12** How do you feel about no agreement being in place between the federal government and Ontario?
- **Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12** Have you heard about any child care agreement between the Government of Canada and Saskatchewan? What have you heard?

Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12 CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN

The Government of Canada has reached an agreement with Saskatchewan that aims to make early learning and child care more affordable for Saskatchewan families. This agreement has the following objectives:

- Providing a 50% reduction in average parent fees by the end of 2022 and reaching an average of \$10/day by 2025/26 for all regulated child care spaces;
 - Creating more high-quality, affordable regulated child care spaces, primarily through not-for-profit and public child, and family home-based care child care providers;
 - Addressing barriers to provide inclusive and flexible child care; and
 - Valuing the early childhood workforce and providing them with training and development opportunities.
- **Nunavut** Have you heard about any child care agreements between the Government of Canada and Nunavut? What have you heard?

Nunavut CLARIFY AS NECESSARY/SHOW ON SCREEN

The Government of Canada has reached an agreement with Nunavut that aims to make early learning and child care more affordable for Nunavut families. This agreement has the following objectives:

- Providing a 50% reduction in average parent fees by the end of 2022 and reaching an average of \$10/day by 2024 for all licensed child care spaces;
 - Opening more childcare spots; and
 - Increasing the wages of child care workers.
- **Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12, Nunavut** Will this plan help you or anyone you know? Why/why not?

HOME RENTING (10-35 minutes) **Durham Region Parents of Children under 12, Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12, Okanagan Region Home Renters, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg**

I'd like to shift now to a completely different topic...

- **Durham Region Parents of Children under 12, Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg** Do you currently rent the place you are living in?

Okanagan Region Home Renters When we invited you to this focus group, you each indicated that you rent your current residence.

- **Okanagan Region Home Renters, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg** In general, how easy or difficult would you say it is to find affordable rental accommodations in your region? What makes you say that?
- **Okanagan Region Home Renters, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg** Here are some things the Government of Canada could do to help make housing more affordable:

SHOW ON SCREEN

- *Affordable Housing Innovation Fund*: Funding for unique ideas and innovative building techniques that revolutionize the affordable housing sector.
- *Federal Lands Initiative*: Use of surplus federal lands and buildings to create affordable, sustainable, accessible and socially inclusive developments.
- *First-Time Home Buyer Incentive*: A program that allows one to borrow 5 or 10% of the purchase price of a home to put toward a down payment. The program recipient pays back the same percentage of the value of the home when selling it or within a 25-year window.
- *Housing Accelerator Fund*: Funding available to municipalities to increase the housing supply in Canada's largest cities through measures such as inclusionary zoning, increased densification, reductions in construction approval timelines and the rapid development of vacant or underused lands.
- *National Housing Co-Investment Fund – New Construction Stream*: Low-cost repayable loans and forgivable loans for building new affordable housing shelters, transitional and supportive housing.
- *Rental Construction Financing*: Low-cost loans encouraging the construction of sustainable rental apartment projects across Canada.
- **Okanagan Region Home Renters, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg** **POLL**: Now I'd like you to select any that you think stand out as being a really good initiative. You can select all of them, none of them, or anywhere in between.
 - Affordable Housing Innovation Fund

- Federal Lands Initiative
 - First-Time Home Buyer Incentive
 - Housing Accelerator Fund
 - National Housing Co-Investment Fund – New Construction Stream
 - Rental Construction Financing
- Okanagan Region Home Renters, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg Is there anything that stands out as either confusing or a cause for concern? What makes you say that?

Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg I'd like to focus on the First-Time Home Buyer Incentive, but I want to get your thoughts on a variation of this:

- What if there were a First-Time Home Buyer Incentive specifically for young, single Canadians to help them buy their first homes?
 - What do you think of that approach? Do you think it would be helpful? What makes you say that?
 - What would you expect to see in such an incentive?
- Durham Region Parents of Children under 12, Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12 Do you think the Government of Canada has a role to play in regulating the cost of rent in Canada?
- Okanagan Region Home Renters, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg Now moving away from things like building more housing: do you think the Government of Canada has a role to play in regulating the cost of rent in Canada?
 - What should it do?
- Recently, some have suggested the Government of Canada should provide subsidies or incentives to owners of rental housing in exchange for binding commitments not to raise the amount they are charging for rent. What do you think of this proposed approach?
- Others have suggested that the Government of Canada should just pass legislation that makes it illegal to raise rent beyond a capped price instead. What do you think of this proposed approach?
- Winnipeg And now I'd like to briefly talk about homelessness: what kind of issue is homelessness – is it a minor issue, a major issue or not really an issue?
 - IF MINOR/MAJOR ISSUE: Has there been any progress on this issue?
 - Have you heard about anything the Government of Canada has done to address homelessness?

- IF NOT MENTIONED: Have you heard of the Government of Canada’s Rapid Housing Initiative?
 - IF YES: What have you heard?

CANADIAN CONTENT (20 minutes) Durham Region Parents of Children under 12, Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12, Okanagan Region Home Renters, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec

I’d like to shift now to a completely different topic...

- What comes to mind when I say the words “Canadian content”?
 - What are some examples of Canadian content?
- Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec In general, how would you rate the quality of Canadian content - do you think it tends to be high quality or not?
 - If you know that a TV show or film is Canadian, does this make you more or less likely to watch it?
 - What about when it comes to music?
- Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec Do you think the Canadian TV and film industry is at risk right now?
 - IF YES: From what?
- **POLL:** I’m going to show you some statements and I’d like you to select the ones you agree with it. You can select all of them, none of them, or anywhere in between.
 - The Government of Canada needs to protect Canadian content and stories.
 - The Government of Canada needs to support Canadian artists and creators.
 - The Government of Canada needs to level the playing field between traditional broadcasters and foreign web giants.
 - Foreign web giants need to pay their fair share to support Canadian creators.
 - Rules for online content are outdated and we need to modernize them.
 - Web giants need to make Canadian content more discoverable on their platforms.
 - Web giants need to do more to showcase Canadian content on their platforms.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec Are there any statements you disagree with? Why is that?

- **Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec** What is the difference between making Canadian content “discoverable” versus “showcasing” it?
- Have you heard about proposed federal legislation to amend the Broadcasting Act, known as Bill C-10?
 - IF YES: What have you heard?

I’d like to focus on online services, where content is streamed or accessed on demand on major online platforms, such as Netflix or Spotify. Note that I am not referring to user-generated content, such as individual users posting on sites such as YouTube or Facebook:

- Do you think the Government of Canada should play a role in regulating what content is served to Canadians by major online platforms? What makes you say that?

COVID-19 OUTLOOK (15-30 minutes) **Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Okanagan Region Home Renters, Nunavut, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Prince Edward Island, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec, Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples**

- **Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Okanagan Region Home Renters, Nunavut, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Prince Edward Island, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec** When it comes to how the Government of Canada has performed throughout the pandemic, what are some things you think they have been doing well?
 - What makes you say that?
 - What could they be doing better?
- **Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Okanagan Region Home Renters, Nunavut, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Prince Edward Island, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec** Do you think that the Government of Canada is doing as good a job now as they did at the start of the pandemic, or are they doing better or worse?
 - Please explain.
- **Prince Edward Island** And thinking now about Prince Edward Island in particular, do you think that the Government of Canada has been attune to the needs of PEI residents, or not? What makes you say that?
 - When the Government of Canada is making decisions related to COVID-19, do you think it considers PEI when making these decisions, or not? What makes you say that?
- **POLL:** Please type in one word that describes how you feel about the current restrictions in place in your region? [PROMPT AS NECESSARY: Why did you choose that word?]
 - Should they be lifted? Should more things be opened up?

- Should they be more restricted?
- **Winnipeg** How has the COVID-19 pandemic impacted, if at all, the downtown area and small businesses?
- **Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Okanagan Region Home Renters, Nunavut, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec, Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples** Do you think that the spread of COVID-19 is going to get worse in the near term or is the worst behind us?
- **Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Okanagan Region Home Renters, Nunavut, Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec, Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples** And thinking ahead to a year from now, do you think we'll no longer be in a pandemic, or do you think COVID-19 will still be an issue?
 - IF STILL AN ISSUE: Assuming COVID-19 is still an issue a year from now, what do you think daily life will be like? For example, mostly back to normal? Restrictions implemented whenever case counts climb? Something else?
- **Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec, Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples** Have any of you gotten a third dose of a COVID-19 vaccine? (SHOW OF HANDS)
 - FOR THOSE WHO HAVE NOT: Have you made an appointment to get a third dose? (SHOW OF HANDS)

Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec, Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples FOR THOSE WHO HAVE GOTTEN THIRD DOSE OR MADE AN APPOINTMENT:

- What made you decide to get a third dose?

Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec, Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples FOR THOSE WHO HAVEN'T GOTTEN THIRD DOSE OR MADE AN APPOINTMENT:

- Are there questions about COVID-19 vaccines in general or about the third dose specifically that you would like answers to?
- What other information do you need to help you decide about getting a third dose?

Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples As you may be aware, Health Canada has approved a Pfizer-BioNTech Comirnaty vaccine made for children 5 to 11 years old.

- **Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples** What are your thoughts on this – do you think this is a good thing or not? What makes you say that?

Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples For those of you with kids:

- Have any of you talked to your kids about it?
- Have any of you gotten your kids under 12 vaccinated? (SHOW OF HANDS)
 - FOR THOSE WHO HAVE NOT: Have you made an appointment to get your kids vaccinated? (SHOW OF HANDS)

Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples FOR THOSE WHO HAVE GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What made you decide to get your kids vaccinated?

Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples FOR THOSE WHO HAVEN'T GOTTEN KIDS VACCINATED OR MADE AN APPOINTMENT:

- What are the factors that will influence your decision on whether or not to get your kids vaccinated?
- Are there questions about administering COVID-19 vaccines to kids that you would like answers to?
- **Edmonton Tested Positive for COVID-19, Winnipeg, Sudbury Region Francophones, Central and Southern Quebec, Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples** In 2020, public health measures such as hand washing, mask-wearing and social distancing were introduced to help control the spread of COVID-19. What kind of impact do you think these public health measures have had?

HEALTHCARE PRIORITIES (25 minutes) **Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord Regions, Mid-size Centres Saskatchewan Parents of Children under 12, Okanagan Region Home Renters, Edmonton Tested Positive for COVID-19, Central and Southern Quebec**

I'd now like to focus on healthcare more broadly; not specifically COVID-19...

- In general, how do you feel about the quality and availability of healthcare in your area?
 - In general, do you think the healthcare system in your area is in need of major changes, minor changes or few to no changes?
- Other than COVID-19, what are the most pressing challenges related to healthcare in your community?
- Have you heard of anything the federal government has done recently related to healthcare?

- While many healthcare issues are provincial issues, much of the funding for provincial healthcare systems comes from the federal government in the form of healthcare transfers. Do you think these transfers to provinces should to be increased right now to provide more funding for healthcare, or do you think it would be better for the federal government to allocate that money to other priorities?
 - Some people say the Government of Canada should transfer more money to provinces without conditions so that provincial government can decide what the best use of it is for the specific needs of their provinces or territories. However, others have said there are some health issues, like mental health care, doctor shortages or long term care reforms that need to be addressed across the country and the Government of Canada should add conditions to their transfers that ensure provincial governments will spend the extra money on these key priorities. Which approach would you agree with more?
- Let's imagine the Government of Canada added conditions to healthcare transfers. Are there any specific health priorities that you would want the federal government to make a condition for health transfers to your province?
- And speaking specifically about mental health, do you feel there is a need for governments to focus on improving mental health care in Canada?
 - What could the Government of Canada do to help Canadians who are struggling with their own mental health during the pandemic?

WATER CONTAMINATION IN IQALUIT (15 minutes) Nunavut

- Has anyone been following the water contamination issue in Iqaluit? What's been going on?
 - To your knowledge, how did this happen? (PROMPT AS NEEDED: Who is responsible for what happened?)
- Are you aware of how the Government of Canada has responded to this issue?
 - What has the Government of Canada done?
- What do you think about what the Government of Canada has done?
 - Has it done enough to support those who were impacted?
 - What else could the Government of Canada do to help?

HOUSING (15 minutes) Nunavut, Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples

- **Nunavut** What is the housing situation like in Nunavut?
 - What are the biggest challenges in housing? (e.g., affordability, quality, supply)

- **Nunavut** Have there been any changes in the housing situation over the past several years?
- **Nunavut** Are you aware of anything the Government of Canada has done to help with the housing situation in Nunavut?
 - What has the Government of Canada done?
- **Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples** What is the housing situation like on your reserve?
 - What are the biggest challenges in housing? (e.g., quality, supply)
- **Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples** Have there been any changes in the housing situation over the past several years?
- **Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples** Are you aware of anything the Government of Canada has done to help with the housing situation on reserves?
 - What has the Government of Canada done?

MENTAL HEALTH (15 minutes) Nunavut

- What are the biggest challenges related to mental health in Nunavut?
- What about mental health in youth?
 - PROMPT AS NEEDED: What about youth suicide – is that an issue?
- And now thinking specifically about youth suicide, what do you think are the main causes of this?
 - Why does the issue persist?
 - What needs to be done?

ELDER CARE (15 minutes) Nunavut

- What is elder care like in Nunavut?
 - What kind of resources are available?

As you may be aware, many Nunavut elders with complex care needs are transferred to senior living facilities outside of Nunavut, such as Ottawa.

- Does anyone know why this is?
- What impacts does that have on the local community?
- What would you like to see happen?

YOUTH ISSUES (25 minutes) Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students

- Have you heard anything the Government of Canada has done recently to support students?
 - PROMPT AS NECESSARY: How about things the Government has done to help students financially during COVID?
- Where do you normally hear about news first?
 - What about news related to COVID-19 – what are your main sources of information?
 - In terms of COVID-19, do you actively seek out new information about it?
 - And now thinking about Government of Canada information in general (not just related to COVID-19), including policies it implements or measures it implements: do you actively seek out this kind of information?
 - IF YES: Where do you seek it out?
- Have you seen any advertising from the Government of Canada recently?
 - IF YES: What was the topic of the advertisement? Where did you see it?
- Overall, do you feel that the Government of Canada makes an effort to reach out to students? Do you feel they prioritize youth when making decisions? Why or why not?
 - What could the Government of Canada do to more effectively reach out to students?
- What is the most important issue for you that you think the Government of Canada should be focusing on the most? What makes you say that?
- And what's the most important issue facing students more broadly right now that the Government of Canada should be paying more attention to? What makes you say that?

POST-SECONDARY ISSUES (20 minutes) Hamilton/Niagara Region Post-Secondary Students

Now I'd like to focus on post-secondary issues specifically...

- **POLL:** I'm going to show you some things the Government of Canada could do related to post-secondary education. I'd like you to select any that you think stand out as being a really good initiative. You can select all of them, none of them, or anywhere in between.
 - Allow new parents to pause repayment of their federal student loans until their youngest child reaches the age of five
 - Continue scaling up youth and student skills and employment programming and initiatives for Canadian youth
 - Create a new stream of the Youth Employment and Skills Strategy for Canadians with disabilities
 - Expand pathways to Permanent Residence for international students through the Express Entry system (used to manage immigration applications from skilled workers)

- Increase the repayment assistance threshold to \$50,000 for Canada Student Loan borrowers who are single and make appropriate adjustments to the thresholds for other family sizes
- Permanently eliminate federal interest on Canada Student Loans and Canada Apprentice Loans

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Is there anything else that you think the Government of Canada should do related to post-secondary education?

MOBILE PHONE BILLS (15 minutes) Winnipeg

I'd like to end with a short discussion on cell phone bills...

- Have any of you noticed any changes in your cell phone bills? That is, have they gotten cheaper or more expensive?
- Are your cell phone bills a source of stress, or not?
 - IF YES: How so?
- Do you expect cell phone bills to increase over the next few years, stay the same, or decrease? What makes you say that?
- Are you aware of anything the Government of Canada is doing to impact cell phone bills?
- What should the Government of Canada do, if anything, to help with (rising) cell phone bills?

PEI POTATO ISSUE (35 minutes) Prince Edward Island

Now I'd like to shift topics completely, and talk about issues more specific to PEI...

- What have you heard, seen, or read about recent developments related to the trade of PEI potatoes?
 - What role, if any, does the Government of Canada have in this?
 - To the best of your knowledge, who is the lead department or agency for the Government of Canada when it comes to the trade of PEI potatoes?
 - IF AWARE OF ANY NEWS: What do you think is the main cause of this trade issue?
 - IF AWARE OF ANY NEWS: Where do you get your information about this issue?
 - PROMPT AS NECESSARY: TV news? Social media? Friends and/or family? Other sources?

CLARIFY AS NECESSARY

Last October, the United States requested that the Canadian Food Inspection Agency (CFIA), a Government of Canada agency, suspend issuing export certificates for potatoes from PEI following the most recent detections of potato wart. On November 22, 2021, the United States instructed their border officials to deny entry of shipments of PEI potatoes, regardless of certification by the CFIA.

ADDITIONAL INFORMATION FOR MODERATOR IF NEEDED:

The CFIA issues export certificates for countries that are importing PEI potatoes. The export certificate confirms that the product meets specific Canadian standards and requirements.

- How do you feel about this decision?
 - In your view were there other options?
- How big of an issue is this in PEI?
 - What are the impacts of this issue on PEI?
 - Are you personally impacted by the suspension of exports?

We've been talking about potatoes and the CFIA's role. I'd like to focus on that aspect for a bit...

- Prior to our discussion, were you aware of the CFIA's mandate, and its role in this issue?

CLARIFY AS NECESSARY

The CFIA has a broad mandate that encompasses food safety, animal health, plant health and international market access. Its mission is to safeguard food, animals and plants, in order to enhance the health and well-being of Canada's people, environment and economy.

- Overall, how important is this role to you?
- Based on what you already knew and what we've discussed here, do you think the CFIA has been doing a good or poor job with this issue? What makes you say that?
 - Do you trust the Government of Canada and the CFIA to manage this issue well? What makes you say that?
 - Do you think the CFIA has been being overly cautious at the expense of industry or do you think that the CFIA has prioritized safety over industry?
- What has the Government of Canada and the CFIA handled well with respect to this issue?
- What has it handled poorly?
- What else, if anything, should the Government of Canada or the CFIA do to address this issue?
- Have you heard of Government of Canada business risk management programs?

- IF YES: What have you heard? Can you explain what these programs are?
- Have you heard of the AgriStability program?
 - IF YES: What have you heard? Can you explain what it is?
- Have you heard about the Government of Canada's \$28-million plan to assist PEI farmers affected by the trade suspension of potatoes to the U.S.?
 - IF YES: What have you heard? Can you explain what this plan is?

CLARIFY/SHOW ON SCREEN

Government of Canada business risk management programs are tools that provide agricultural producers with protection against income and production losses, helping them manage risks that threaten the viability of their farms.

AgriStability is one of these programs. It protects Canadian producers against declines in farming income for reasons such as production loss, increased costs and trade issues. A PEI farmer can trigger a payment when his average farming income decreases by 15%.

In December 2021, the Government of Canada announced a potential \$28-million plan to assist PEI farmers. Funding up to \$28 million will partly be dedicated to getting surplus potatoes to processors, packers and food banks. Money will also be available for farmers who need to destroy surplus potatoes.

- Has anyone heard this information before?
- Do you think these programs will have an impact on those affected by the trade suspension of potatoes to the U.S.? How so?
- Now that I've shown this information, does it change how you feel about the Government of Canada's response? What makes you say that?

Earlier this month, the United States announced it will allow the resumption of shipments of PEI potatoes to Puerto Rico.

- What do you think about this?
- Do you think the CFIA and/or the Government of Canada more broadly played a role in the U.S. decision? What makes you say that?
- Based on everything we've discussed so far, do you think the CFIA and/or the Government of Canada reacted quickly or not to address this issue? What makes you say that?
- What do you think the long-term impacts will be on the PEI potato industry?

VAC (10 minutes) Prince Edward Island

Now I'd like to shift to a different topic...

- Have you seen, read or heard anything about Veteran Affairs Canada (VAC) recently?
 - IF YES: What have you heard?

- Have you seen, read or heard anything about nurses leaving their jobs at Health PEI to take positions with Veterans Affairs Canada?
 - IF YES: What have you heard?
 - IF YES: Are you following this story?
 - What impacts, if any, do you think this will have for PEI?

- Many Government of Canada employees are currently working from home, including VAC employees. Has this had any noticeable impact on the local economy?
 - IF YES: What kind of impact?

IMMIGRATION (10 minutes) Prince Edward Island

- Have you seen, read or heard anything about immigration recently, and more specifically how it relates to PEI?
 - IF YES: What have you heard?
 - PROMPT AS NEEDED: Have you heard anything about temporary foreign workers?
 - IF YES: What have you heard?

- Have you seen, read or heard anything about delays in applicants obtaining permanent residence or Canadian citizenship?
 - IF YES: What have you heard?

- Have you seen, read or heard anything related to sponsoring refugees?
 - IF YES: What have you heard?

OFFICIAL LANGUAGE MINORITY COMMUNITIES (25 minutes) Sudbury Region Francophones

Let's shift our focus...

- Thinking about the French language in Sudbury, how do you feel about the state of the French language?
 - Do you think it is threatened?
 - Is it threatened in other parts of Canada outside of Quebec?

- Is the Government of Canada doing enough to protect the French language?
 - IF NO: What should they be doing?

- IF NO: WHY should they be doing more to protect the French language in Canada?
- **POLL:** I'm going to show you a list of items related to living as a francophone in your region. I'd like you to select the ones you feel are a major challenge. You can select up to 3; if you don't think any are a challenge, then don't select any.
 - Accessing child care services in French
 - Accessing information from the Government of Canada in French
 - Accessing media content (e.g., radio, television, Internet, newspapers) in French
 - Attracting Francophones from outside the region to move here
 - Ensuring the Francophone community remains strong in the future
 - Feeling part of the Francophone community here
 - Keeping young Francophones in the region
 - Living in French in your region (e.g., participating in sports/activities, shopping, etc.)
 - Speaking in French to a Government of Canada representative
 - Transmitting the French language and culture to the next generation

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Was there anything missing from this list?
- Is there anything the Government of Canada should be doing to support the francophone community?

LOCAL ISSUES (20 minutes) Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples

Now I'd like to focus on your reserve and local community, and not specifically COVID-19...

- What are the most important sectors and industries for your reserve or your local community?
- Which local sectors and industries do you feel need the most help? Why do these sectors and industries need federal support?

NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support this sector? What else can the Government of Canada do to support these sectors?

- Now, thinking specifically about your own reserve, what are some of the biggest local issues and concerns?
- What are the most important infrastructure projects in or near your reserve that you think the Government of Canada should support?

INDIGENOUS ISSUES (30 minutes) Saskatchewan and Manitoba Indigenous Peoples

I'd now like to shift our attention to Indigenous issues more broadly.

- What important Indigenous issues do you think the Government of Canada should focus on?
- Do you think the Government of Canada is focusing about the right amount of attention on Indigenous Issues, not enough or too much? What makes you say that?
- Has the Government of Canada done anything well?
- What can they improve on?
- Have you heard anything the Government of Canada has done to address reconciliation?
- Thinking back over the past decade, do you feel like the Government of Canada has moved in the right direction on reconciliation, or not?
- What kind of actions would you expect from a government that is serious about addressing reconciliation?
- Are you aware of a Federal Court case related to compensation to First Nations children who were harmed by child and family services policies? What have you heard?

SHOW ON SCREEN

In early January 2022 it was announced that Indigenous groups and the Government of Canada had reached agreements-in-principle on compensation and long-term reform of First Nations child and family services. The agreements include:

- \$20 billion for First-Nations children (and their parents and caregivers) who were removed from their homes from 1991 to March 2022. The compensation also covers those children who were negatively impacted by a narrow interpretation of Jordan's Principle from 2007 to 2017, as well as children who did not receive or were delayed receiving an essential public service or product between April 1, 1991 and December 11, 2007.
- \$20 billion to reform the First Nations Child and Family Services program. This will include funding to support children aging out of the system and prevention services, including mental health and cultural supports, to help ensure families stay together.
- What do you think about these agreements?
- Are you aware of an agreement between the Government of Canada and Cowessess First Nation related to support for child and family services? What have you heard?

CLARIFY AS NEEDED:

As part of the agreement, the Government of Canada will invest \$38.7 million over the next two years to support Cowessess First Nation in the implementation of its own child and family services system.

- What do you think about this agreement?
- Do you think the Government of Canada should continue with this approach – that is, should it try and reach agreements with other First Nations to implement their own child and family services systems? What makes you say that?

I'd now like to talk about drinking water for a bit...

- Have you seen, read, or heard anything about actions the Government of Canada has taken to ensure access to clean drinking water on reserves? What has it done?
- Have you heard about Government of Canada efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?

I'm going to show you an infographic about the work being done by the federal government to lift long-term drinking water advisories and I will ask you for your opinion about it afterwards.

SHOW ON SCREEN

Show the infographic 'Long-term drinking water advisories on public systems on reserves'

- What are your first reactions?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue? Would you say they've made a lot of progress, a bit, none, or have they made things worse?

CONCLUSION (5 minutes)

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – FÉVRIER 2022 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participant(e)s qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 à 15 minutes) Parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, le Nunavut, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec, peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?

Parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ :

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada qui a récemment éliminé l'exemption relative aux exigences d'entrée aux frontières pour certaines catégories de voyageurs entrant au Canada ? Parmi celles-ci figurent plusieurs fournisseurs de services essentiels, dont les camionneurs.
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?
 - DEMANDER AU BESOIN : À compter du 15 janvier, les camionneurs canadiens non vaccinés devront répondre aux exigences de dépistage avant leur arrivée, à l'arrivée et au jour 8, et de quarantaine.
 - Avez-vous entendu quoi que ce soit à ce sujet ? Qu'avez-vous entendu ?

Élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ :

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des manifestations qui ont lieu à différents endroits au pays ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - **Élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec** Que pensez-vous de ces manifestations ?
 - **Personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec** Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à la réponse du gouvernement du Canada ?
 - **Personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec** Quelle devrait être, selon vous, la réponse du gouvernement ?
- **Le centre et le sud du Québec** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada et de la *Loi sur les mesures d'urgence* ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

Francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ :

- Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il révoquait la *Loi sur les mesures d'urgence*.
 - Qu'en pensez-vous ?
 - Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada ait invoqué la *Loi sur les mesures d'urgence* en premier lieu — pensez-vous qu'il s'agissait d'une réponse appropriée ?
- **Personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, l'Île-du-Prince-Édouard** Avez-vous entendu quoi que ce soit à propos de l'annonce du gouvernement du Canada selon laquelle il invoquait la Loi sur les mesures d'urgence ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Comment voyez-vous les choses changer, le cas échéant, en raison de cette annonce ?
 - Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada ait invoqué la *Loi sur les mesures d'urgence* en premier lieu — pensez-vous qu'il s'agissait d'une réponse appropriée ?
- **L'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec** Quelle est l'information la plus récente que vous avez entendue, le cas échéant, sur la situation en Ukraine ?

PUBLICITÉS SUR LES VACCINS POUR ENFANTS (25 minutes) **Parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham**

- Y en a-t-il parmi vous qui ont fait vacciner leurs enfants de moins de 12 ans ? (À MAIN LEVÉE)

- POUR LES PERSONNES QUI NE L'ONT PAS FAIT : Avez-vous pris un rendez-vous pour faire vacciner vos enfants ? (À MAIN LEVÉE)

Je vais maintenant vous montrer deux concepts en cours de développement par le gouvernement du Canada pour une éventuelle publicité portant sur les vaccins contre la COVID-19.

Le premier concept comprend un scénarimage. Vous remarquerez qu'il n'est pas dans sa forme finale. Les images ressemblent plutôt à une bande dessinée (c'est ce que nous appelons un scénarimage) et illustrent ce que vous verriez dans chaque plan de la publicité. Un scénarimage est ce que les annonceurs produisent au début du processus de création afin d'obtenir des illustrations graphiques et une courte narration qui donnent une idée de ce à quoi la publicité pourrait ressembler dans sa version définitive. Veuillez noter que les images qui figurent dans la publicité que vous allez voir sont utilisées seulement à titre d'exemple (ce qu'on appelle des *illustrations* ou *scénarimages*) pour vous donner une idée de ce à quoi ressemblerait la publicité ; ce ne sont pas celles qui seront utilisées. Le produit final sera une vidéo de 30 secondes réalisée de manière professionnelle et qui sera diffusée par le biais des médias sociaux et des plateformes numériques. Veuillez garder cela à l'esprit pendant que vous regardez la publicité.

AFFICHER CONCEPT A À L'ÉCRAN

- Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Cette publicité explique-t-elle efficacement pourquoi le vaccin contre la COVID-19 est recommandé pour les enfants âgés de 5 à 11 ans ?
- Vous incite-t-elle à vous rendre sur le site Web pour obtenir plus d'informations ?
 - SI NON : Avez-vous des suggestions quant à ce qui pourrait vous inciter à vous rendre sur le site Web ?
- Est-ce qu'elle vous fait réfléchir différemment au sujet du vaccin contre la COVID-19 pour les enfants âgés de 5 à 11 ans ?
 - SI OUI : Comment ?

SI CE N'EST PAS SOULEVÉ :

- L'annonce dit que « les doses pour les enfants de 5 à 11 ans sont plus petites, ce qui est tout ce dont ils ont besoin pour une bonne protection ». Étiez-vous au courant de cela ?
 - Que pensez-vous de cela ?
 - Est-ce qu'elle vous fait réfléchir différemment au sujet du vaccin contre la COVID-19 pour les enfants âgés de 5 à 11 ans ?
 - Y a-t-il d'autres informations sur le vaccin contre la COVID-19 pour les enfants âgés de 5 à 11 ans qui, selon vous, seraient importantes à inclure ?
- Et si elle disait : « Les données des essais cliniques ont montré que l'efficacité du vaccin pour prévenir les symptômes chez les enfants âgés de 5 à 11 ans était de 90,7 % » ? Est-ce qu'elle vous fait réfléchir différemment au sujet du vaccin contre la COVID-19 pour les enfants âgés

de 5 à 11 ans ? (*NOTE AU MODÉRATEUR : CELA EST VRAI, CE N'EST PAS UN POURCENTAGE HYPOTHÉTIQUE*)

- Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace, y compris vous inciter à vous rendre sur le site Web pour en apprendre davantage ?

Maintenant, je vais vous montrer un autre concept. Encore une fois, il n'est pas dans sa forme finale.

AFFICHER CONCEPT B À L'ÉCRAN

- Quelles sont vos premières impressions de cette version ?
- Est-ce que le message est facile à comprendre ?
- Est-ce que cette version vous parle ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Avez-vous des suggestions quant à d'autres exemples de choses que les parents font pour assurer la sécurité de leurs enfants et qui, selon vous, fonctionneraient bien dans une publicité de ce genre ?

RÉCAPITULATIF DE LA PUBLICITÉ

- **SONDAGE** : Quelle version vous semble la plus efficace pour communiquer l'importance de faire vacciner les enfants de 5 à 11 ans ?
 - CONCEPT A
 - CONCEPT B
- Que préférez-vous du concept X par rapport aux autres ?

VACCIN CONTRE LA COVID-19 POUR LES ENFANTS (15 minutes) Parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan

Parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham J'aimerais me concentrer plus largement sur le vaccin contre la COVID-19 approuvé pour les enfants, et pas seulement sur les concepts publicitaires que nous avons passés en revue...

Parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan Maintenant, je voudrais me pencher sur la vaccination contre la COVID-19...

Parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan Comme vous le savez peut-être, Santé Canada a approuvé un vaccin Pfizer-BioNTech, Comirnaty, développé pour les enfants de 5 à 11 ans.

- Y'en a-t-il parmi vous qui ont parlé du vaccin à leurs enfants ?

POUR LES PERSONNES QUI ONT FAIT VACCINER LEURS ENFANTS OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de faire vacciner vos enfants ?

POUR LES PERSONNES QUI N'ONT NI FAIT VACCINER LEURS ENFANTS NI PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de faire vacciner ou non vos enfants ?
- Y a-t-il des questions sur la vaccination des enfants contre la COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?

LA GARDE DE JEUNES ENFANTS (20 minutes) Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan, le Nunavut

Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan Je voudrais parler de garde de jeunes enfants...

- Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham Quel est le plus grand défi en matière de garde de jeunes enfants en Ontario ?
- Parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan Quel est le plus grand défi en matière de garde de jeunes enfants en Saskatchewan ?
- Le Nunavut Quel est le plus grand défi en matière de garde de jeunes enfants au Nunavut ?
- Avez-vous des enfants en garderie ? (À MAIN LEVÉE)
 - Combien cela vous coûte-t-il ?
 - Dans quelle mesure a-t-il été facile ou difficile de trouver et d'obtenir une place ?
- Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit par rapport au gouvernement du Canada et la garde des jeunes enfants ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler de quelconques ententes entre le gouvernement du Canada et des provinces et territoires individuels ?

Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le gouvernement du Canada a conclu des ententes avec certaines provinces et certains territoires pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordables.

- Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham Savez-vous s'il existe une entente entre l'Ontario et le gouvernement du Canada ?
- Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham Lorsqu'il s'agit de rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordables, savez-vous quel est l'objectif de ces ententes (c.-à-d. le coût cible par enfant qu'assureraient les parents), et quand on prévoit de l'atteindre ?

Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le plan du gouvernement du Canada est de réduire le coût des services de garde des jeunes enfants à une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2025-2026.

- **Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham** Lorsque vous pensez à diverses priorités, pensez-vous qu'investir pour réduire le coût des services de garde des jeunes enfants en est une qui est importante ?

Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Actuellement, le gouvernement du Canada a conclu des ententes avec toutes les provinces et territoires sauf l'Ontario.

- **Parents d'enfants de moins de 12 de la région de Durham** Que pensez-vous du fait qu'aucune entente entre le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario n'ait été mise en place ?
- **Parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan** Avez-vous entendu parler d'une quelconque entente sur les services de garde de jeunes enfants entre le gouvernement du Canada et la Saskatchewan ? Qu'avez-vous entendu ?

Parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a conclu une entente avec la Saskatchewan qui vise à rendre les services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants plus abordables pour les familles saskatchewanaises. Cette entente comporte les objectifs suivants :

- Offrir une réduction de 50 % des frais moyens facturés aux parents d'ici la fin de 2022 pour atteindre une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2025-2026 pour toutes les places en services de garde réglementés ;
- Créer davantage de places en services de garde réglementés de grande qualité et abordables, principalement par l'intermédiaire de fournisseurs de services de garde d'enfants publics, à but non lucratif et en milieu familial ;
- Remédier aux obstacles à la prestation de services de garde flexibles et inclusifs ;
- Valoriser les éducatrices et éducateurs de la petite enfance et leur offrir des possibilités de formation et de perfectionnement professionnel.
- **Le Nunavut** Avez-vous entendu parler d'une quelconque entente sur les services de garde de jeunes enfants entre le gouvernement du Canada et le Nunavut ? Qu'avez-vous entendu ?

Le Nunavut ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a conclu une entente avec le Nunavut qui vise à rendre les services d'apprentissage et de garde de jeunes enfants plus abordables pour les familles nunavummiut. Cette entente comporte les objectifs suivants :

- Offrir une réduction de 50 % des frais moyens facturés aux parents d'ici la fin de 2022 pour atteindre une moyenne de 10 \$ par jour d'ici 2024 pour toutes les places en services de garde agréés ;
- Créer plus de places en service de garde ;
- Augmenter les salaires des travailleuses et des travailleurs en service de garde.
- **Parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan, le Nunavut** Ce plan vous aidera-t-il ou aidera-t-il quelqu'un que vous connaissez ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

LOCATION DE LOGEMENT (10-35 minutes) **Parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg**

Je voudrais passer à un tout autre sujet...

- **Parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg** Est-ce que vous louez actuellement le lieu où vous habitez ?

Locataires de la région de l'Okanagan Lorsque nous vous avons invité(e)s à ce groupe de discussion, vous avez toutes et tous indiqué être locataires de votre résidence actuelle.

- **Locataires de la région de l'Okanagan, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg** De manière générale, dans quelle mesure est-il facile ou difficile, selon vous, de trouver des logements locatifs abordables dans votre région ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Locataires de la région de l'Okanagan, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg** Les suivantes sont certaines des choses que le gouvernement du Canada pourrait faire pour aider à rendre les logements plus abordables :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- *Fonds d'innovation pour le logement abordable* : Financement d'idées uniques et de techniques de construction novatrices qui révolutionnent le secteur du logement abordable.
- *Initiative des terrains fédéraux* : L'utilisation de terrains et d'immeubles fédéraux excédentaires pour aménager des lieux d'habitation abordables, durables, accessibles et socialement inclusifs.
- *L'Incitatif à l'achat d'une première propriété* : Un programme qui permet d'emprunter 5 ou 10 % du prix d'achat d'une habitation pour la mise de fonds. Les bénéficiaires du programme remboursent le même pourcentage de la valeur de la maison au moment de sa vente ou dans un délai de 25 ans.
- *Fonds d'accélération de la construction de logements* : Fonds mis à la disposition des municipalités pour augmenter l'offre de logements dans les plus grandes villes du Canada au moyen de mesures telles que le zonage d'inclusion, la densification accrue, la réduction des délais d'approbation des projets de construction et la mise en valeur rapide de terrains vacants ou sous-utilisés.
- *Fonds national de co-investissement pour le logement — volet construction de logements* : Prêts à faible coût remboursables et prêts-subventions à des fins d'immobilisations pour bâtir des logements abordables, des refuges, des logements de transition et des logements offrant du soutien.
- *Financement de la construction de logements locatifs* : Prêts à faible coût pour encourager la construction d'immeubles d'appartements durables partout au Canada.
- **Locataires de la région de l'Okanagan, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg SONDAGE** : Maintenant, je voudrais que vous choisissiez celles qui, selon vous, se distinguent comme étant une vraie bonne initiative. Vous pouvez toutes les choisir, n'en choisir aucune ou en choisir un nombre qui se situe entre ces deux extrêmes.
 - Fonds d'innovation pour le logement abordable
 - Initiative des terrains fédéraux
 - L'Incitatif à l'achat d'une première propriété
 - Fonds d'accélération de la construction de logements
 - Fonds national de co-investissement pour le logement — volet construction de logements
 - Financement de la construction de logements locatifs

- Locataires de la région de l'Okanagan, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg Y a-t-il quoi que ce soit qui ressort comme étant une source de confusion ou de préoccupation ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg Je voudrais me pencher sur l'*Incitatif à l'achat d'une première propriété*, mais je souhaite avoir votre avis sur une variante de celui-ci :

- Et s'il y avait un *Incitatif à l'achat d'une première propriété* spécifiquement pour les jeunes Canadiens célibataires afin de les aider à acheter leur première maison ?
 - Que pensez-vous de cette approche ? Pensez-vous qu'elle serait utile ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - À quoi vous attendriez-vous dans un tel incitatif ?
- Parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan Pensez-vous que le gouvernement du Canada a un rôle à jouer dans la réglementation du coût des loyers au Canada ?
- Locataires de la région de l'Okanagan, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg Maintenant, si l'on s'éloigne des choses comme construire plus de logements : pensez-vous que le gouvernement du Canada a un rôle à jouer dans la réglementation du coût des loyers au Canada ?
 - Que devrait-il faire ?
- Récemment, il a été suggéré que le gouvernement du Canada devrait offrir des subventions ou des incitatifs aux propriétaires de logements locatifs, en échange d'engagements contraignants à ne pas augmenter leurs loyers. Que pensez-vous de cette approche proposée ?
- D'autres ont suggéré que le gouvernement du Canada devrait plutôt adopter une loi qui rend illégale une hausse de loyer au-delà d'un prix plafond. Que pensez-vous de cette approche qui est proposée ?
- **Winnipeg** Et maintenant, je voudrais parler brièvement de l'itinérance : quel genre d'enjeu est l'itinérance — est-ce un enjeu mineur, un enjeu majeur ou n'est-ce pas vraiment un enjeu ?
 - SI C'EST UN PROBLÈME MINEUR OU MAJEUR : Y a-t-il eu des progrès sur cette question ?
 - Avez-vous entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada a fait pour lutter contre l'itinérance ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler de l'*Initiative pour la création rapide de logements* du gouvernement du Canada ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

CONTENU CANADIEN (20 minutes) Parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham, les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec

Je voudrais maintenant passer à un tout autre sujet...

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque je prononce les mots « contenu canadien » ?
 - Quels sont des exemples de contenu canadien ?
- Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec En général, comment évalueriez-vous la qualité du contenu canadien — pensez-vous qu'il tend à être de haute qualité ou non ?
 - Si vous savez qu'une émission de télévision ou un film sont des productions canadiennes, est-il plus probable ou moins probable que vous les regardiez ?
 - Qu'en est-il lorsqu'il s'agit de musique ?
- Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec Pensez-vous que l'industrie canadienne de la télévision et du cinéma est menacée à l'heure actuelle ?
 - SI OUI : Par quoi ?
- **SONDAGE** : Je vais vous montrer des énoncés et je voudrais que vous choisissiez ceux avec lesquels vous êtes d'accord. Vous pouvez tous les choisir, n'en choisir aucun ou en choisir un nombre qui se situe entre ces deux extrêmes.
 - Le gouvernement du Canada doit protéger le contenu et les récits canadiens.
 - Le gouvernement du Canada doit soutenir les artistes et les créateurs canadiens.
 - Le gouvernement du Canada doit uniformiser les règles du jeu entre les radiodiffuseurs traditionnels et les géants étrangers du Web.
 - Les géants étrangers du Web doivent payer leur juste part pour soutenir les créateurs canadiens.
 - Les règles relatives au contenu en ligne sont désuètes et nous devons les moderniser.
 - Les géants du Web doivent rendre le contenu canadien plus découvrable sur leurs plateformes.
 - Les géants du Web doivent en faire davantage pour mettre en valeur le contenu canadien sur leurs plateformes.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec Y a-t-il des énoncés avec lesquels vous êtes en désaccord ? Pour quelle raison ?
- Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec Quelle est la différence entre rendre le contenu canadien « découvrable » et le « mettre en valeur » ?
- Avez-vous entendu parler du projet de loi fédérale modifiant la *Loi sur la radiodiffusion*, connu comme le projet de loi C-10 ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

Je voudrais qu'on se concentre sur les services en ligne où le contenu est diffusé en continu ou accédé sur demande sur les grandes plateformes en ligne telles que Netflix ou Spotify. Notez que je ne fais pas référence au contenu généré par les utilisateurs, comme les utilisateurs individuels qui publient sur des sites tels que YouTube ou Facebook.

- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait jouer un rôle dans la réglementation du contenu servi aux Canadiennes et aux Canadiens par les grandes plateformes en ligne ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

PERSPECTIVES SUR LA COVID-19 (15-30 minutes) Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, le Nunavut, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec, peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba

- Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, le Nunavut, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec En ce qui concerne la performance du gouvernement du Canada pendant la pandémie, à votre avis, quelles sont les choses qu'il a faites de bien jusqu'à maintenant ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Que pourrait-il faire de mieux ?
- Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, le Nunavut, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, l'Île-du-Prince-Édouard, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un aussi bon travail aujourd'hui qu'au début de la pandémie, ou diriez-vous qu'il en fait un meilleur ou qu'il en fait un moins bon ?
 - Veuillez expliquer.

- **L'Île-du-Prince-Édouard** Et en pensant maintenant à l'Île-du-Prince-Édouard plus précisément, pensez-vous que le gouvernement du Canada a été à l'écoute des besoins des résidents de l'Î.-P.-É., ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Lorsque le gouvernement du Canada prend des décisions liées à la COVID-19, pensez-vous qu'il tient compte de l'Î.-P.-É. au moment de prendre ces décisions, ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- **SONDAGE** : Dans la case prévue à cet effet, veuillez saisir un mot qui décrit comment vous vous sentez par rapport aux restrictions en vigueur dans votre région. [DEMANDER AU BESOIN : Pour quelle raison avez-vous choisi ce mot ?]
 - Devraient-elles être levées ? Devrait-on rouvrir plus de choses ?
 - Devraient-elles être davantage resserrées ?

- **Winnipeg** Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle affecté, le cas échéant, le centre-ville et les petites entreprises ?

- **Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, le Nunavut, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec, peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba** Pensez-vous qu'à court terme la propagation de la COVID-19 va s'aggraver ou bien que le pire est derrière nous ?

- **Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, locataires de la région de l'Okanagan, le Nunavut, élèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec, peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba** Et si l'on se projette dans un an, pensez-vous que nous ne serons plus en situation de pandémie, ou pensez-vous que la COVID-19 sera encore un problème ?
 - SI « ENCORE UN PROBLÈME » : En supposant que la COVID-19 soit toujours un enjeu dans un an, à quoi ressemblera la vie quotidienne selon vous ? Par exemple, la vie qui reviendra en grande partie à la normale ? Mettre en place des restrictions lorsqu'il y aurait une augmentation des cas ? Autre chose ?

- **Personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec, peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba** Y en a-t-il parmi vous qui ont reçu une troisième dose du vaccin contre la COVID-19 ? (À MAIN LEVÉE)
 - POUR LES PERSONNES NE L'AYANT PAS REÇUE : Avez-vous pris un rendez-vous pour recevoir une troisième dose ? (À MAIN LEVÉE)

Personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec, peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba
POUR LES PERSONNES QUI ONT REÇU UNE TROISIÈME DOSE OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de recevoir une troisième dose ?

Personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec, peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba
POUR LES PERSONNES N'AYANT PAS REÇU UNE TROISIÈME DOSE OU QUI N'ONT PAS PRIS DE RENDEZ-VOUS :

- Y a-t-il des questions liées aux vaccins contre la COVID-19 en général ou plus spécifiquement sur la troisième dose auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?
- De quelles autres informations avez-vous besoin pour vous aider dans votre décision de recevoir une troisième dose ?

Peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba Comme vous le savez peut-être, Santé Canada a approuvé un vaccin Pfizer-BioNTech, Comirnaty, développé pour les enfants de 5 à 11 ans.

- **Peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba** Qu'en pensez-vous — est-ce une bonne chose ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba Pour vous qui avez des enfants :

- En avez-vous parlé à vos enfants ?
- Y en a-t-il parmi vous qui ont fait vacciner leurs enfants de moins de 12 ans ? (À MAIN LEVÉE)
 - POUR LES PERSONNES QUI NE L'ONT PAS FAIT : Avez-vous pris un rendez-vous pour faire vacciner vos enfants ? (À MAIN LEVÉE)

Peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba POUR LES PERSONNES QUI ONT FAIT VACCINER LEURS ENFANTS OU QUI ONT PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Qu'est-ce qui a fait que vous avez décidé de faire vacciner vos enfants ?

Peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba POUR LES PERSONNES QUI N'ONT NI FAIT VACCINER LEURS ENFANTS NI PRIS UN RENDEZ-VOUS :

- Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de faire vacciner ou non vos enfants ?
- Y a-t-il des questions sur la vaccination des enfants contre la COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?
- **Personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, Winnipeg, francophones de la région de Sudbury, le centre et le sud du Québec, peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba**
En 2020, des mesures de santé publique telles que le lavage des mains, le port du masque et la distanciation sociale furent introduites pour aider à contrôler la propagation de la COVID-19. Quel genre d'impact ces mesures de santé publique ont-elles eu, selon vous ?

PRIORITÉS EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ (25 minutes) Les régions du Bas-Saint-Laurent/de la Gaspésie/de la Côte-Nord, parents d'enfants de moins de 12 ans des centres de taille moyenne de la Saskatchewan, locataires de la région de l'Okanagan, personnes testées positives à la COVID-19 d'Edmonton, le centre et le sud du Québec

J'aimerais maintenant me pencher sur les soins de santé plus largement; pas spécifiquement en lien avec la COVID-19...

- En général, que pensez-vous de la qualité et de la disponibilité des soins de santé dans votre région ?
 - En général, pensez-vous que le système de santé dans votre région nécessite des changements majeurs, des changements mineurs ou peu à pas de changements ?
- Outre la COVID-19, quels sont les défis les plus pressants en matière de soins de santé dans votre communauté ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de ce que le gouvernement fédéral a fait récemment en matière de soins de santé ?
- Bien que de nombreux enjeux liés aux soins de santé relèvent des provinces, une grande partie du financement des systèmes de santé provinciaux provient du gouvernement fédéral sous la forme de transferts pour les soins de santé. Pensez-vous que ces transferts aux provinces devraient être augmentés dès maintenant afin de fournir davantage de fonds pour les soins de santé, ou pensez-vous que le gouvernement fédéral ferait mieux d'affecter ces sommes à d'autres priorités ?
 - Certaines personnes disent que le gouvernement du Canada devrait transférer plus d'argent aux provinces sans condition, de sorte que les gouvernements provinciaux puissent décider de la meilleure utilisation de ces fonds selon les besoins spécifiques de leurs provinces ou territoires. Cependant, d'autres ont dit qu'il existe certains enjeux en matière de santé comme les soins de santé mentale, la pénurie de médecins ou la réforme des soins de longue durée qui doivent être abordés dans tout le pays, et que le gouvernement du Canada devrait attacher des conditions à ses transferts afin de s'assurer que les gouvernements provinciaux dépenseront les sommes supplémentaires sur ces priorités clés. Avec laquelle de ces approches êtes-vous le plus d'accord ?
- Imaginons que le gouvernement du Canada attachait des conditions aux transferts en matière de soins de santé. Y a-t-il des priorités précises en matière de santé que vous voudriez que le gouvernement fédéral impose comme condition aux transferts de santé à votre province ?
- Et en ce qui concerne spécifiquement la santé mentale, pensez-vous qu'il est nécessaire que les gouvernements se penchent sur l'amélioration des soins de santé mentale au Canada ?

- Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour aider les Canadiennes et les Canadiens qui sont aux prises avec leur propre santé mentale pendant la pandémie ?

LA CONTAMINATION DE L'EAU À IQALUIT (15 minutes) Le Nunavut

- Y'en a-t-il qui ont suivi la question de l'eau contaminée à Iqaluit ? Que se passe-t-il ?
 - À votre connaissance, comment cela s'est-il produit ? (DEMANDER AU BESOIN : Qui est responsable de ce qui s'est passé ?)
- Savez-vous comment le gouvernement du Canada a réagi à la situation ?
 - Qu'a fait le gouvernement du Canada ?
- Que pensez-vous de ce qu'a fait le gouvernement du Canada ?
 - En a-t-il fait assez pour soutenir les personnes affectées ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus pour aider ?

LOGEMENT (15 minutes) Le Nunavut, peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba

- Quelle est la situation du logement [au/dans] [Nunavut/votre réserve] ?
 - Quels sont les plus grands défis en matière de logement ? [(p. ex., l'abordabilité, la qualité, l'offre)/(p. ex., la qualité, l'offre)]
- Y a-t-il eu des changements dans la situation du logement au cours des dernières années ?
- Savez-vous ce qu'a fait le gouvernement du Canada pour aider à remédier à la situation du logement [au Nunavut/sur les réserves] ?
 - Qu'a fait le gouvernement du Canada ?

LA SANTÉ MENTALE (15 minutes) Le Nunavut

- Quels sont les plus grands défis liés à la santé mentale au Nunavut ?
- Qu'en est-il de la santé mentale chez les jeunes ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il du suicide chez les jeunes — cela est-il un enjeu ?
- Et maintenant, si l'on pense spécifiquement au suicide chez les jeunes, quelles en sont, selon vous, les principales causes ?
 - Pourquoi cet enjeu perdure-t-il ?
 - Que faut-il faire ?

SOINS AUX AÎNÉS (15 minutes) Le Nunavut

- À quoi ressemblent les soins aux aînés au Nunavut ?
 - Quel genre de ressources existe-t-il ?

Comme vous le savez peut-être, de nombreux aînés du Nunavut nécessitant des soins complexes sont transférés dans des établissements de soins aux aînés à l'extérieur du Nunavut, comme à Ottawa.

- Quelqu'un en connaît-il la raison ?
- Quel impact cela a-t-il sur la communauté locale ?
- Que souhaiteriez-vous voir se produire ?

ENJEUX SPÉCIFIQUES AUX JEUNES (25 minutes) Étudiant(e)s postsecondaires de la région Hamilton-Niagara

- Avez-vous entendu quoi que ce soit sur ce que le gouvernement du Canada a fait récemment pour soutenir les étudiantes et les étudiants ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il des choses que le gouvernement a faites pour aider financièrement les étudiantes et les étudiants pendant la COVID ?
- Quelle est habituellement la première source des nouvelles que vous entendez ?
 - Qu'en est-il des nouvelles concernant la COVID-19 — quelles sont vos principales sources d'information ?
 - En ce qui concerne la COVID-19, cherchez-vous activement de nouvelles informations à ce sujet ?
 - Et maintenant, si vous songez à l'information en général (pas seulement celle qui a trait à la COVID-19) qui concerne le gouvernement du Canada, y compris les politiques qu'il met en œuvre ou les actions qu'il prend, cherchez-vous activement ce genre d'information ?
 - SI OUI : Où cherchez-vous pour trouver ce genre d'information ?
- Avez-vous vu de quelconques publicités du gouvernement du Canada récemment ?
 - SI OUI : Quel était le sujet de la publicité ? Où l'avez-vous vue ?
- Dans l'ensemble, pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un effort pour atteindre les étudiantes et les étudiants ? Pensez-vous qu'il privilégie les étudiantes et les étudiants lorsqu'il prend des décisions ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour atteindre les étudiantes et les étudiants ?
- Quel est l'enjeu le plus important pour vous et celui sur lequel vous estimez que le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- Et quel est l'enjeu le plus important auquel les étudiantes et les étudiants, plus largement, sont confronté(e)s à l'heure actuelle et auquel le gouvernement du Canada devrait accorder plus d'attention ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

ENJEUX LIÉS AUX ÉTUDES POSTSECONDAIRES (20 minutes) Éèves postsecondaires de la région Hamilton-Niagara

Maintenant, je voudrais me pencher plus particulièrement sur les enjeux liés aux études postsecondaires...

- **SONDAGE** : Je vais vous montrer certaines choses que pourrait faire le gouvernement du Canada en matière d'éducation postsecondaire. Je voudrais que vous choisissiez celles qui, selon vous, se distinguent comme étant une vraie bonne initiative. Vous pouvez toutes les choisir, n'en choisir aucune ou en choisir un nombre qui se situe entre ces deux extrêmes.
 - Permettre aux nouveaux parents de suspendre le remboursement de leurs prêts étudiants jusqu'à ce que leur plus jeune enfant ait cinq ans
 - Continuer à élargir les initiatives et les programmes axés sur les compétences et l'emploi qui sont destinés aux jeunes
 - Créer un nouveau volet à la Stratégie emploi et compétences jeunesse pour les Canadiens en situation de handicap
 - Élargir les voies d'accès à la résidence permanente pour les étudiants internationaux et les travailleurs étrangers temporaires au moyen du système d'Entrée express (utilisé pour gérer les demandes d'immigration présentées par des travailleurs qualifiés)
 - Faire passer à 50 000 \$ le seuil du Programme d'aide au remboursement pour les étudiants emprunteurs qui sont célibataires et apporter les modifications appropriées aux seuils pour les familles de diverses tailles
 - Éliminer définitivement les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire, selon vous, en matière d'éducation postsecondaire ?

FACTURES DE TÉLÉPHONIE MOBILE (15 minutes) Winnipeg

Je voudrais conclure avec une brève discussion sur les factures de téléphone cellulaire...

- Y en a-t-il parmi vous qui ont remarqué des changements dans leurs factures de téléphone cellulaire ? C'est-à-dire, sont-elles devenues moins chères ou plus chères ?

- Vos factures de téléphone cellulaire sont-elles une source de stress, ou non ?
 - SI OUI : Comment ?
- Vous attendez-vous à ce que les factures de cellulaire augmentent au cours des prochaines années, restent les mêmes ou baissent ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Êtes-vous au courant de ce que fait le gouvernement du Canada pour agir sur les factures de téléphone cellulaire ?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour aider à faire face aux factures (à la hausse) de téléphone cellulaire ?

L'ENJEU DE LA POMME DE TERRE DE L'Î.-P.-É. (35 minutes) L'Île-du-Prince-Édouard

Maintenant, je voudrais changer complètement de sujet et parler d'enjeux qui touchent plus particulièrement l'Île-du-Prince-Édouard...

- Qu'avez-vous entendu, vu ou lu au sujet des récents développements liés au commerce de la pomme de terre de l'Î.-P.-É. ?
 - Quel est le rôle, le cas échéant, du gouvernement du Canada dans ce dossier ?
 - Autant que vous sachiez, quel est le ministère ou l'agence du gouvernement du Canada qui est responsable du commerce de la pomme de terre de l'Î.-P.-É. ?
 - S'IL Y EN A QUI SONT AU COURANT DE QUELCONQUES NOUVELLES : Selon vous, quelle est la principale cause de cet enjeu commercial ?
 - S'IL Y EN A QUI SONT AU COURANT DE QUELCONQUES NOUVELLES : Où obtenez-vous vos informations au sujet de cet enjeu ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Les informations télévisées ? Les médias sociaux ? Les amis ou la famille ? D'autres sources ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

En octobre dernier, les États-Unis ont demandé à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), une agence du gouvernement du Canada, de suspendre la délivrance de certificats d'exportation pour les pommes de terre de l'Î.-P.-É. en raison de la plus récente détection de la galle verruqueuse de la pomme de terre. Le 22 novembre 2021, les États-Unis ont donné l'ordre à leurs agents frontaliers de refuser l'entrée des cargaisons de pommes de terre de l'Î.-P.-É., indépendamment de la certification de l'ACIA.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LE MODÉRATEUR SI NÉCESSAIRE :

L'ACIA délivre des certificats d'exportation aux pays qui importent des pommes de terre de l'Î.-P.-É. Le certificat d'exportation confirme que le produit répond à des normes et à des exigences canadiennes précises.

- Que pensez-vous de cette décision ?

- À votre avis, y avait-il d'autres options ?
- Dans quelle mesure est-ce un enjeu d'envergure à l'Î.-P.-É. ?
 - Quels sont les impacts de cet enjeu sur l'Î.-P.-É. ?
 - La suspension des exportations vous touche-t-elle personnellement ?

Nous avons parlé de pommes de terre et du rôle de l'ACIA. Je voudrais me pencher sur cet aspect pour un moment...

- Avant notre discussion, étiez-vous au courant du mandat de l'ACIA et de son rôle dans ce dossier ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

L'ACIA a un vaste mandat qui englobe la salubrité alimentaire, la santé des animaux, la protection des végétaux et l'accès au marché international. Sa mission est de veiller à la santé et au bien-être des Canadiens, à l'environnement et à l'économie en préservant la salubrité des aliments, la santé des animaux et la protection des végétaux.

- Dans l'ensemble, quelle est l'importance de ce rôle en ce qui vous concerne ?
- Sur la base de ce que vous saviez déjà et de ce dont nous avons discuté ensemble, pensez-vous que l'ACIA a fait du bon ou du mauvais travail dans ce dossier ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Faites-vous confiance au gouvernement du Canada et à l'ACIA d'assurer la bonne gestion de ce dossier ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Pensez-vous que l'ACIA a été excessivement prudente au détriment de l'industrie ou pensez-vous que l'ACIA a privilégié la sécurité plutôt que l'industrie ?
- Qu'est-ce qui a été bien géré par le gouvernement du Canada et l'ACIA dans ce dossier ?
- Qu'est-ce qui a été mal géré ?
- Que devraient faire d'autre, le cas échéant, le gouvernement du Canada ou l'ACIA pour faire avancer ce dossier ?
- Avez-vous entendu parler des programmes de gestion des risques de l'entreprise du gouvernement du Canada ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ? Pouvez-vous expliquer en quoi consistent ces programmes ?
- Avez-vous entendu parler du programme *Agri-stabilité* ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ? Pouvez-vous expliquer en quoi il consiste ?

- Avez-vous entendu parler du plan du gouvernement du Canada qui prévoit 28 millions de dollars pour soutenir les producteurs de l'Île-du-Prince-Édouard touchés par la suspension des échanges commerciaux de pommes de terre avec les États-Unis ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ? Pouvez-vous expliquer en quoi consiste ce plan ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) du gouvernement du Canada sont des outils qui offrent aux producteurs agricoles une protection contre les pertes de revenu et de production, et qui les aident à gérer les risques menaçant la viabilité de leur exploitation.

Agri-stabilité est l'un de ces programmes. Il protège les producteurs canadiens contre les baisses du revenu agricole attribuables notamment aux pertes de production, à la hausse des coûts et aux enjeux liés aux échanges commerciaux. Un producteur de l'Î.-P.-É. peut recevoir un paiement lorsque son revenu agricole moyen baisse de 15 %.

En décembre 2021, le gouvernement du Canada a annoncé un plan potentiel de 28 millions de dollars pour soutenir les producteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. Le financement allant jusqu'à 28 millions de dollars sera en partie consacré au réacheminement des pommes de terre excédentaires vers les transformateurs, les emballeurs et les banques alimentaires. Des fonds seront également disponibles pour les producteurs qui doivent détruire leurs pommes de terre excédentaires.

- Est-ce que quelqu'un avait déjà entendu cette information auparavant ?
- Pensez-vous que ces programmes auront un impact sur ceux qui sont touchés par la suspension des échanges commerciaux de pommes de terre vers les États-Unis ? De quelle façon ?
- Maintenant que je vous ai montré ces informations, votre impression à l'égard de la réponse du gouvernement du Canada a-t-elle changé ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Au début du mois, les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient autoriser la reprise des expéditions de pommes de terre de l'Î.-P.-É. vers Porto Rico.

- Qu'en pensez-vous ?
- Pensez-vous que l'ACIA ou plus largement le gouvernement du Canada ont joué un rôle dans la décision des États-Unis ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Compte tenu de tout ce dont nous avons discuté jusqu'à présent, pensez-vous que l'ACIA ou le gouvernement du Canada a réagi rapidement ou non pour traiter cet enjeu ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- À votre avis, quelles seront les répercussions à long terme sur l'industrie de la pomme de terre de l'Î.-P.-É. ?

ACC (10 minutes) L'Île-du-Prince-Édouard

Je voudrais maintenant passer à un autre sujet...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d’Anciens Combattants Canada (ACC) récemment ?
 - SI OUI : Qu’avez-vous entendu ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du personnel infirmier qui quittent leur emploi à Santé Î.-P.-É. pour des postes au sein d’Anciens Combattants Canada ?
 - SI OUI : Qu’avez-vous entendu ?
 - SI OUI : Est-ce que vous suivez cette histoire ?
 - Quels en seront les impacts, le cas échéant, pour l’Î.-P.-É. ?
- Plusieurs fonctionnaires du gouvernement du Canada travaillent actuellement de la maison, y compris ceux et celles d’ACC. Cela a-t-il eu un impact notable sur l’économie locale ?
 - SI OUI : Quel genre d’impact ?

L’IMMIGRATION (10 minutes) L’Île-du-Prince-Édouard

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l’immigration récemment, et plus particulièrement en ce qui concerne l’Î.-P.-É. ?
 - SI OUI : Qu’avez-vous entendu ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler des travailleurs étrangers temporaires ?
 - SI OUI : Qu’avez-vous entendu ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de retards dans l’obtention de la résidence permanente ou de la citoyenneté canadienne ?
 - SI OUI : Qu’avez-vous entendu ?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit en lien avec le parrainage de réfugiés ?
 - SI OUI : Qu’avez-vous entendu ?

LES COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE EN SITUATION MINORITAIRE (25 minutes)

Francophones de la région de Sudbury

Concentrons-nous sur un autre sujet...

- En ce qui concerne la langue française à Sudbury, que pensez-vous de l’état de la langue française ?
 - Pensez-vous qu’elle est menacée ?
 - Est-elle menacée dans d’autres régions du Canada en dehors du Québec ?

- Est-ce que le gouvernement du Canada en fait assez pour protéger la langue française ?
 - SI NON : Que devrait-il faire ?
 - SI NON : POURQUOI devrait-il en faire davantage pour protéger la langue française au Canada ?
- **SONDAGE** : Je vais vous présenter une liste d'éléments qui ont trait à la vie en tant que francophone dans votre région. J'aimerais que vous choisissiez ceux qui, selon vous, représentent un défi majeur. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'il n'y en a aucun qui représente un défi.
 - Accéder à des services de garde d'enfants en français
 - Accéder à l'information provenant du gouvernement du Canada en français
 - Accéder à du contenu médiatique (radio, télévision, Internet, journaux) en français
 - Attirer des francophones venant de l'extérieur de la région pour s'installer ici
 - S'assurer que la communauté francophone demeurera forte pour les années à venir
 - Avoir le sentiment de faire partie de la communauté francophone d'ici
 - Retenir les jeunes francophones dans la région
 - Vivre en français dans votre région (par exemple, participer à des sports/activités, faire les courses, etc.)
 - Parler en français à un(e) représentant(e) du gouvernement du Canada
 - Transmettre la langue et la culture française à la prochaine génération

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Est-ce qu'il y avait quoi que ce soit qui manquait dans cette liste ?
- Y a-t-il quoi que ce soit que le gouvernement du Canada devrait faire pour soutenir la communauté francophone ?

ENJEUX LOCAUX (20 minutes) **Peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba**

Maintenant, je voudrais qu'on se concentre sur votre réserve et votre communauté locale, et pas spécifiquement sur la COVID-19...

- Quels sont les plus importants secteurs et industries dans votre communauté locale ?
- Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries qui ont le plus besoin d'aide ? Pourquoi ces industries et secteurs ont-ils besoin d'un soutien fédéral ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs ?

- Maintenant, en pensant spécifiquement à votre réserve, quels sont les préoccupations et les enjeux locaux les plus importants ?
- Quels sont, à votre avis, les projets d'infrastructure les plus importants dans votre réserve ou dans ses environs que le gouvernement du Canada devrait soutenir ?

ENJEUX AUTOCHTONES (30 minutes) Peuples autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba

Je voudrais maintenant que nous portions notre attention sur les enjeux autochtones de manière plus générale.

- Quels sont les enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait, selon vous, se concentrer ?
- En ce qui concerne les questions autochtones, pensez-vous que le gouvernement du Canada leur accorde l'attention qu'elles méritent, pas assez ou trop ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit de bien ?
- Que peut-il améliorer ?
- Avez-vous entendu quelque chose au sujet de ce que le gouvernement du Canada a fait pour aborder la réconciliation ?
- Si l'on considère la dernière décennie, sentez-vous que le gouvernement du Canada a évolué dans la bonne direction sur le plan de la réconciliation, ou non ?
- À quel genre d'actions vous attendriez-vous de la part d'un gouvernement qui veut sérieusement aborder la réconciliation ?
- Êtes-vous au courant de l'affaire devant la Cour fédérale qui porte sur l'indemnisation des enfants des Premières Nations lésés par les politiques de services à l'enfance et à la famille ? Qu'avez-vous entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Au début du mois de janvier 2022, il a été annoncé que les groupes autochtones et le gouvernement du Canada avaient conclu des accords de principe sur l'indemnisation et la réforme à long terme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations. Ces accords comprennent :

- 20 milliards de dollars d'indemnisation pour les enfants des Premières Nations (ainsi que pour leurs parents et leurs proches aidants) qui ont été retirés de leur foyer entre 1991 et le mois de mars 2022. L'indemnisation couvre également les enfants qui ont subi les conséquences négatives d'une interprétation étroite du principe de Jordan entre 2007 et 2017, ainsi que les enfants qui n'ont pas reçu ou ont été retardés dans la réception d'un service ou d'un produit public essentiel entre le 1er avril 1991 et le 11 décembre 2007.

- 20 milliards de dollars pour réformer le programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations. Cela comprendra des fonds pour soutenir les enfants qui, en raison de leur âge, sortent du système de protection de l'enfance et des services de prévention, y compris des services de soutien en santé mentale et de soutien culturel afin de s'assurer que les familles restent ensemble.
- Que pensez-vous de ces accords ?
- Êtes-vous au courant d'une entente conclue entre le gouvernement du Canada et la Première nation de Cowessess concernant des mesures de soutien aux services à l'enfance et à la famille ? Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Dans le cadre de l'accord, le gouvernement du Canada investira 38,7 millions de dollars au cours des deux prochaines années pour aider la Première Nation de Cowessess à mettre en place son système de services à l'enfance et à la famille.

- Que pensez-vous de cet accord ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait poursuivre avec cette approche, c'est-à-dire qu'il devrait essayer de conclure des accords avec d'autres Premières Nations pour que celles-ci mettent en place leurs propres systèmes de services à l'enfance et à la famille ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

J'aimerais maintenant parler d'eau potable pour un petit moment...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose au sujet des actions prises par le gouvernement du Canada pour assurer l'accès à l'eau potable propre dans les réserves ? Qu'a-t-il fait ?
- Avez-vous entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves ?

Je vais vous montrer un document infographique portant sur le travail qu'effectue le gouvernement fédéral afin de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable et ensuite je vous demanderai votre opinion à ce sujet.

AFFICHER À L'ÉCRAN

AFFICHER LE DOCUMENT INFOGRAPHIQUE « Avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant des systèmes publics dans les réserves »

- Quelles sont vos premières réactions ?

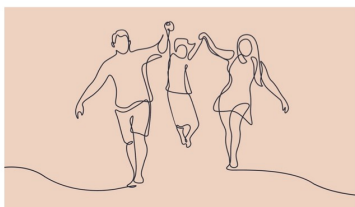
- Maintenant que vous avez vu cela, comment évaluez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada quant à cette question ? Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu, aucun, ou qu'il a aggravé la situation ?

CONCLUSION (5 minutes)

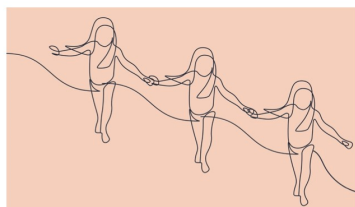
Annexe C – Concepts publicitaires

Concept A : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants (parents d’enfants de moins de 12 ans de la région de Durham)

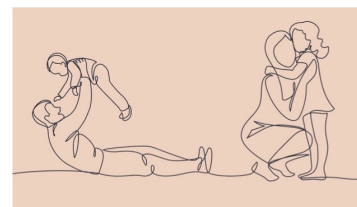
Storyboard



VO: We all want to protect our children. So, how does COVID-19 vaccination fit into that?
We see a simple line drawing of a parent with their child.



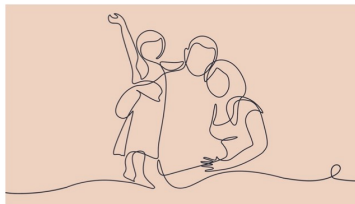
VO: COVID-19 vaccines can help keep kids safe from severe illness and potential long-term effects if they get the virus.
We see the child start to run as if they're playing.



VO: Doses for children 5 to 11 are smaller, which is all they need for good protection.
We see the line become an outline of a 5 year old playing with his dad and an 11 year old hugging her mom.



VO: Millions of children in Canada and around the world have already been safely vaccinated and severe reactions are very rare.
We see even more kids appear, and they all start walking together.



VO: Vaccination can help protect your child from getting seriously sick from COVID-19.
We see just one child hold hands with a parent and the line turns into the vaccine icon.



Canada

Le scénarimage ci-dessus n'a été évalué qu'auprès de groupes anglophones, aucune version française n'a donc été produite. Il comporte six cadres d'animation tirés d'une campagne publicitaire de santé publique. Le premier montre un simple dessin au trait d'une mère et d'un père tenant leur enfant par la main. La voix hors champ dit : « We all want to protect our children. So how does COVID-19 vaccination fit into that? » Le deuxième cadre montre ensuite l'enfant qui commence à courir, comme pour jouer, la voix hors champ disant : « COVID-19 vaccines can help keep kids safe from severe illness and potential long-term effects if they get the virus. » Le troisième cadre montre la ligne qui se transforme et illustre la silhouette d'un enfant de cinq ans jouant avec son père et d'une enfant de onze ans serrant sa mère dans ses bras. La voix hors champ dit : « Doses for children 5 to 11 are smaller, which is all they need for good protection. » L'image suivante montre l'arrivée d'autres enfants, et ils commencent tous à marcher ensemble. La voix hors champ dit : « Millions of children in Canada and around the world have already been safely vaccinated and severe reactions are very rare. » Enfin, le cinquième cadre montre un enfant tenant la main de ses parents, et la ligne se transforme, devenant le symbole du vaccin. La voix hors champ dit : « Vaccination can help protect your child from getting seriously sick from COVID-19. »

Concept B : Campagne publicitaire de santé publique – vaccins pour enfants (parents d'enfants de moins de 12 ans de la région de Durham)

Storyboard



VO: We do everything we can to keep our kids safe. So, how can we help protect them against COVID-19?
We see a parent putting a helmet on their kid before skating.



VO: COVID-19 vaccines can help keep children safe from severe illness and potential long-term effects of the virus.
We see another parent putting sunscreen on their child before going outside.



VO: Millions of children in Canada and around the world have already been safely vaccinated and real world data shows that serious side effects are extremely rare.
We move to a different parent reaching to hold their child's hand before safely crossing the street.



VO: Help protect your child. Book their COVID-19 vaccination appointment.
We see a parent and child at a vaccine clinic.

**Learn more and book your child's appointment at
Canada.ca/covid-vaccine**

Canada

Le scénarimage ci-dessus n'a été évalué qu'auprès de groupes anglophones, aucune version française n'a donc été produite. Il comporte six cadres d'animation tirés d'une campagne publicitaire de santé publique. Le scénarimage commence par la représentation d'un parent mettant un casque sur la tête de son enfant qui s'apprête à aller patiner. La voix hors champ dit : « We do everything we can to keep our kids safe. So, how can we help protect them against COVID-19? » Le deuxième cadre montre un autre parent qui applique de la crème solaire sur le visage de son enfant avant de sortir, la voix hors champ disant : « COVID-19 vaccines can help keep children safe from severe illness and potential long-term effects of the virus. » Le troisième cadre montre une autre scène où un parent tient la main de son enfant avant de traverser la rue en toute sécurité. La voix hors champ dit : « Millions of children in Canada and around the world have already been safely vaccinated and real world data shows that serious side effects are extremely rare. » Le quatrième cadre montre pour sa part un parent et un enfant dans une clinique de vaccination et le message en voix hors champ se termine par les mots : « Help protect your child. Book their COVID-19 vaccination appointment. » Enfin, le cinquième cadre, sans voix hors champ, consiste en un écran blanc sur lequel apparaît un texte en noir et en caractères gras qui se lit comme suit : « Learn more and book your child's appointment at Canada.ca/covid-vaccine ». Le scénarimage se termine par le logo du gouvernement du Canada sur un écran blanc.

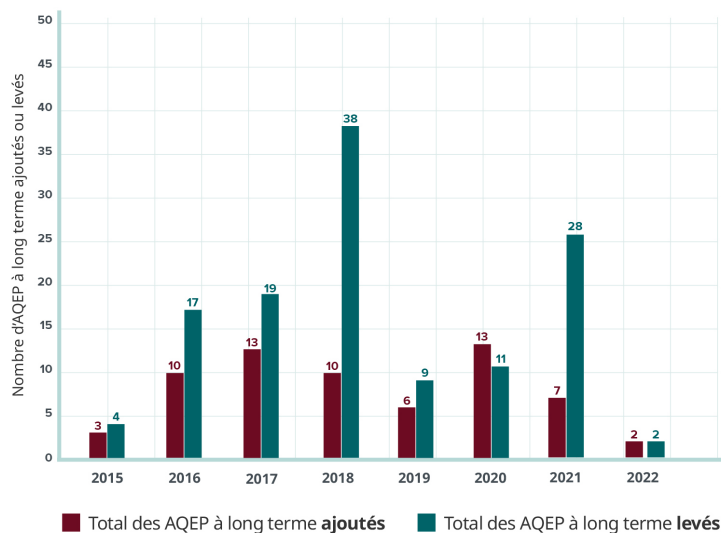
Graphique des avis sur la qualité de l'eau potable (Autochtones de la Saskatchewan et du Manitoba)

Mis à jour le 24 février 2022



128
avis à long terme sur la
qualité de l'eau potable
levés depuis novembre
2015

36 avis à long terme sur la
qualité de l'eau potable
en vigueur dans
29 communautés



L'infographie ci-dessus présente un graphique des avis de rappel sur la qualité de l'eau. Dans le coin supérieur gauche figure la mention « Mis à jour le 24 février 2022 » en caractères gris. En-dessous, on peut lire : « 128 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » en caractères turquoise; le chiffre « 128 » est indiqué en plus gros caractères et le mot « levés » est en caractères gras. À gauche de l'énoncé, on voit l'image d'une goutte d'eau au centre de laquelle se trouve un cercle coché. À droite, une ligne verticale pointillée crée une séparation entre cet énoncé et un autre, qui annonce « 36 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable en vigueur dans 29 communautés. » À nouveau, les chiffres « 36 » et « 29 » ont une taille plus importante, et les termes « en vigueur dans » sont en gras. Sous les énoncés figure un graphique, dont l'axe des y correspond au « Nombre d'AQEP à long terme ajoutés ou levés » et l'axe des x indique les années – depuis 2015 jusqu'à 2022. En-dessous, une légende nous apprend que la couleur rouge foncé signifie « Total des AQEP à long terme ajoutés » tandis que la couleur turquoise indique le « Total des AQEP à long terme levés ». Les mots « ajoutés » et « levés » sont en caractères gras.